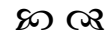


*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*



Florence JOHSUA

Cette publication est issue d'un mémoire de DEA de Sociologie Politique, mené sous la direction de Nonna MAYER et soutenu en septembre 2003 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Avril 2004

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE :	19
DU CÔTÉ DE L'OFFRE POLITIQUE : L'ORGANISATION POLITIQUE	19
CHAPITRE I :	19
« Petite histoire » de la Ligue Communiste Révolutionnaire	19
CHAPITRE II :	33
La dynamique de l'implantation partisane sur le territoire national	33
1. Analyse au niveau « macro » :	35
1.1. Variable de type historique :	39
1.2. Variable de type sociologique et culturel :	43
1.3. Variable de type historique et culturel :	47
2. Analyse au niveau « micro » :	56
DEUXIEME PARTIE :	70
DU CÔTÉ DE LA DEMANDE POLITIQUE : LES MILITANTS	70
CHAPITRE III :	70
La L.C.R en 2003 : un profil socio-démographique à part	70
1. Les femmes, toujours sous-représentées :	74
2. Une composition sociologique à mi-chemin entre le P.C d'une part et le P.S et les Verts d'autre part :	75
3. Une pyramide des âges inversée par rapport aux partis de la gauche institutionnelle :	85
CHAPITRE IV :	93
Une cellule de la L.C.R dans le XVII ^{ème} arrondissement de Paris (A) : Identité(s) des militants.....	93
1. Flou idéologique et flottements identitaires :	105
2. Une remise en cause des marqueurs identitaires :	112
3. La stratégie à suivre, objet de clivage pour les militants :	120
CHAPITRE V :	128
Une cellule de la L.C.R dans le XVII ^{ème} arrondissement de Paris (B) : Base du lien partisan.....	128
1. Le rejet violent du système actuel :	128
2. Le rejet violent des partis de la gauche traditionnelle :	136
3. L'« affection » partisane :	144
4. Le sens de leur militantisme :	149
CHAPITRE VI :	159
Profils types de militants pour un parti « pas comme les autres ».....	159
1. Deux profils types de militants : justice sociale / gauche de mouvement :	160
2. La L.C.R : l'image d'un parti « pas comme les autres » :	168
CONCLUSION.....	180
BIBLIOGRAPHIE	185
ANNEXES	191

INTRODUCTION

« Depuis dimanche soir dernier, des milliers de demandes de contacts et d'adhésions, notamment de jeunes, affluent à nos sièges régionaux. Par mail, par téléphone ou courrier, nous avons à répondre à un flot continu qui démultiplie celui déjà constaté lors de la fin de campagne d'Olivier Besancenot avant le premier tour de la présidentielle. La L.C.R prendra, dans les jours à venir, toute disposition pour accueillir, dans leur diversité, toutes celles et ceux qui, consternés par le bilan de la gauche gouvernante et atterrés par la présence de Chirac-Le Pen au second tour du scrutin, veulent refonder l'espoir d'une gauche de transformation sociale. La Ligue est « grande ouverte » et nous invitons tous les jeunes et déçus de la gauche institutionnelle à participer à cet élan politique qui permettra, à terme, d'œuvrer à la création d'un grand mouvement anticapitaliste, écologiste et féministe à gauche de la gauche. »

Communiqué de la Ligue Communiste Révolutionnaire, 26 avril 2002.

Le premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril 2002 a marqué un profond bouleversement sur la gauche de l'échiquier politique : pour le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les Verts, mais aussi pour les partis d'extrême gauche, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire essentiellement. L'extrême gauche remporte un peu plus de 10 % des suffrages exprimés, soit trois fois plus que le P.C. Le rapport de force au sein de ce courant s'est lui aussi substantiellement modifié, la L.C.R ayant réalisé un score à la fois historique et proche de celui de L.O (4,25 % des suffrages exprimés). La médiatisation autour de ces résultats électoraux a masqué un autre phénomène : l'après 21 avril 2002 voit un afflux d'adhésions dans ces organisations, particulièrement à la L.C.R qui enregistre un doublement de ses effectifs.

Cette dynamique militante rompt avec deux décennies de crise pour les organisations politiques d'extrême gauche, marquées par des pertes militantes importantes, une incapacité à renouveler les effectifs et le recul de l'implantation partisane. Une période nouvelle s'ouvre-t-elle pour ces partis ? Comment vont-ils gérer les bouleversements internes liés à cet afflux de militants ? Une redéfinition stratégique s'impose-t-elle ? Pour comprendre la nouvelle dynamique militante, et l'impact en retour sur l'identité du collectif, une étude de la Ligue Communiste Révolutionnaire peut fournir des pistes d'analyse et replacer ce « renouveau de l'extrême gauche » dans un contexte plus global.

La percée de l'extrême gauche à l'élection présidentielle de 2002 n'est, en effet, que la dernière étape d'un processus de remontée régulière qui s'amorce en 1995, sur fond de réveil du conflit social. La période d'apogée pour ces partis, qui a débuté de manière éclatante avec le mouvement de Mai 68 et qui s'est prolongée jusqu'au milieu des années 70, a laissé place à une période d'essoufflement, marquée par de nombreuses scissions et des « auto-dissolutions » (*Vive la Révolution !* en 1971, la *Gauche Prolétarienne* en 1974). La formation de l'Union de la Gauche, dans ce contexte, a porté un coup très dur aux quelques organisations encore existantes. La fin des années 70 et toute la décennie 80 ont été une période de reflux. La L.C.R n'a pas fait exception. Son

implantation partisane a reculé régulièrement à partir de 1976¹ et n'a connu une reprise qu'à compter de 1995, date à partir de laquelle les effectifs militants commencent à augmenter. Les années 80, « décennie de silence et de tétanie »², semblent ainsi officialiser la mort de l'extrême gauche française. C'est par le réseau associatif que va venir le réveil de la contestation sociale. « Occupation d'un immeuble de Saint-Germain-des-Prés, rue du Dragon, en décembre 1994, grèves de la fonction publique de novembre-décembre 1995, mobilisations de soutien aux sans-papiers en 1996-1997, mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998, manifestations des mouvements dits des « antimondialisation » à Seattle, Nice, Göteborg ou encore Gênes... Après la longue atonie des années 80, le conflit social semble refaire surface dans la dernière décennie du XX^e siècle »³. Ces mouvements témoignent d'un renouveau de la *critique sociale* qui dénonce la misère et l'exploitation⁴ et ouvrent un nouveau contexte d'opportunités politiques dont vont bénéficier les organisations trotskystes. Ces « groupes politiques ont [en effet] tiré des bénéfices du renouveau de la conflictualité, recouvrant une visibilité médiatico-politique, profitant de la convergence en leur sein de nouveaux militants,

¹ Pour le détail des évolutions de l'implantation partisane de la L.C.R. depuis 1976, nous renvoyons au tableau correspondant au chapitre II de la première partie.

² Jean-Christophe BROCHIER, Hervé DELOUCHE, *Les Nouveaux Sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Paris, Grasset, 2000, p. 53.

³ Isabelle SOMMIER, *Les Nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, p.5.

⁴ Luc BOLTANSKI, Eve CHIAPELLO, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999, p. 424.

engrangeant des succès électoraux inédits depuis les années 70 »⁵. Un changement se fait sentir dès 1995, à l'occasion des élections présidentielles, quelques mois avant le mouvement de novembre-décembre 1995. La candidate de Lutte Ouvrière, seule organisation à représenter l'extrême gauche, remporte un peu plus de 5 % des suffrages exprimés. Et depuis 1995, les scores de l'extrême gauche aux élections dessinent une courbe ascendante.

Il faut souligner que ce retour de la critique sociale se fait sur fond de crise de la représentation et de rupture, pour une frange plus radicale de ces mouvements, avec les partis de la gauche institutionnelle. En témoigne l'appel : « Nous sommes la gauche », lancé en mars 1997, quelques mois seulement avant les élections législatives. Les signataires, membres d'associations ou de syndicats⁶, se revendiquent de « la gauche qui se bat et s'est toujours battue sur le terrain pour ses propres conditions de vie et pour celles de tous [et qui a] réinvesti l'espace laissé vacant par ceux qui étaient censés [les] représenter ». Ils entendent rappeler que « la gauche officielle ne gagnera pas les élections sans [eux] ». Comme le souligne I. Sommier, la victoire de la gauche aux élections législatives de 1997 et la formation d'un gouvernement de

⁵ Isabelle SOMMIER, *Les Nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, p.105.

⁶ On peut citer parmi les signataires, notamment : Act Up Paris, le Collectif des sans-papiers de Saint Bernard, le Syndicat de la Magistrature, le GISTI (Groupe d'information pour les travailleurs immigrés), le MRAP, le MFPF (mouvement français pour le planning familial), SUD Culture, le DAL (Droit aux logements), AC ! (Agir ensemble contre le chômage)...

gauche plurielle pouvaient donner à croire que le fossé s'amoinerait. « Il n'en a rien été. L'espoir, vite déçu par le non-respect des engagements pris à l'égard du « mouvement social », en particulier sur la question des sans-papiers, a laissé place à un sentiment accru de décalage entre la sphère institutionnelle et la société civile, voire de trahison »⁷. Or, en 1997, toute la gauche institutionnelle est au pouvoir, ne laissant à l'extérieur que les partis d'extrême gauche. Cette situation a ouvert un nouvel espace pour ces organisations, alors que le décalage entre la gauche au pouvoir et des mouvements sociaux de plus en plus radicaux, s'est accentué.

La campagne commune L.O-L.C.R, pour les élections européennes de 1999, confirme qu'une nouvelle dynamique s'est mise en place. Les deux organisations rassemblent 5,18 % des suffrages, ce qui leur permet d'obtenir une représentation au Parlement européen⁸. Au-delà des résultats électoraux, on note également une évolution de l'engagement militant. Daniel Bensaïd, dirigeant historique de la L.C.R, explique ainsi que « la liste L.O-L.C.R a suscité un authentique engagement. Depuis les années 70, dans le Sud par exemple, je n'avais rien connu de tel. Des comités de soutien, de nouvelles cellules se sont créés chaque semaine. Des villes comme Avignon, Montélimar, Auch, Foix, Rodez, Tulle, où la

⁷ Isabelle SOMMIER, *Les Nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, p.108.

⁸ Ils ont cinq députés européens, deux pour la L.C.R et trois pour Lutte Ouvrière.

Ligue était absente depuis des années, se sont mobilisées, et cette fois de manière explicitement politique. Cela correspond à un manque manifeste. Qui vient dans ces meetings ? Des animateurs du mouvement social (AC !, Ras L'Front, SUD, etc.), qu'ils soient ou non d'accord avec notre campagne, et puis un public, d'ailleurs plus proche de L.O, composé des victimes, des perdants de la crise. Pas des exclus, mais des gens paupérisés, comme on a pu en voir dans les marches européennes de 97. C'est le petit peuple, qui manifeste un début de révolte »⁹. Cette audience accrue s'est traduite, dans le cas de la L.C.R, par une hausse significative des effectifs militants après la campagne des européennes¹⁰. Il faut donc replacer les résultats obtenus par les deux formations d'extrême gauche, à l'élection présidentielle de 2002, dans ce contexte. Ils s'inscrivent dans une évolution plus large, qui s'amorce dès 1995 et s'est depuis confirmée.

Le renouveau de l'extrême gauche, à la fois électoral et militant, remet aussi en question l'hypothèse de *La fin des militants*, qui s'est imposée dans la décennie 90. En effet, les mobilisations de cette époque avaient fait vaciller un certain nombre de représentations collectives, au premier plan desquelles « la croyance en la nécessité, pour tout mouvement social, de

⁹ Cité dans : Jean-Christophe BROCHIER, Hervé DELOUCHE, *Les Nouveaux Sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Paris, Grasset, 2000, p. 56.

¹⁰ Voir la hausse du nombre de villes où la L.C.R est implantée entre 1998 et 2000 dans le tableau correspondant qui figure au chapitre II de la première partie.

disposer d'une organisation centralisée et hiérarchisée, quand l'essentiel des mobilisations actuelles semblent en être privées (et vouloir s'en priver) »¹¹. Il est indéniable que les années 90 sont marquées par une dynamique nouvelle dans une mouvance de gauche radicale très large, comprenant des associations (les mouvements des « sans » en sont l'exemple phare¹²), certains syndicats (Sud, notamment), des collectifs (anti-F.N¹³...). Mais on décèle aussi une évolution de l'engagement dans les organisations partisans d'extrême gauche. Elle se confirme pour la L.C.R après le 21 avril 2002. Les estimations d'effectifs, données par le Trésorier de la L.C.R, permettent d'évaluer une hausse de l'ordre de 100 % depuis le Congrès national de 2000. Il faut pourtant noter que, malgré l'effort de rationalisation entrepris à ce niveau par la L.C.R à travers la mise en place de cartes d'adhérents, l'organisation a toujours une certaine incertitude sur ses propres effectifs. Les cartes ont été mises en circulation en 2002, après l'élection, et avant cela, seuls les compte-rendus remplis par les délégués de section au Congrès national permettaient une estimation. On connaît, par ailleurs, le phénomène de

¹¹ Isabelle SOMMIER, *Les Nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001, p.7.

¹² Sur cette question de la mobilisation des « sans » : Daniel MOUCHARD, *Les « Exclues » dans l'espace public. Mobilisations et logiques de représentation dans la France contemporaine*, Thèse de doctorat de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2001, vol. 1 et 2; « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un « radicalisme autolimité » ? », *Revue Française de Science Politique*, 2002-08, vol.52, n°4, p.425-447 ; voir aussi : Johanna SIMEANT, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

¹³ Sur les collectifs anti- F.N, voir : Nonna MAYER (dir.), *Les Collectifs anti- Front National*, Les Cahiers du Cevipof, n°13.

volatilité des adhésions aux partis politiques. Mais dans ce cas, il est intéressant de souligner que ce flux d'adhésions, qui s'amorce dès l'immédiat après 21 avril 2002, s'est poursuivi régulièrement depuis et ne semble toujours pas se tarir¹⁴. Cette forte hausse des effectifs militants, dans une petite organisation comme la L.C.R, fait ainsi de ce parti politique un objet d'étude particulièrement intéressant pour questionner la renaissance d'une extrême gauche partisane en France.

* * *

Il n'existe que peu de travaux scientifiques sur les partis d'extrême gauche. Ce qui d'ailleurs, s'explique aisément. Ils reviennent de loin et la période du reflux, qu'ont subi toutes ces organisations, a pu laisser penser qu'une « page de l'histoire » était désormais tournée. On peut citer, cependant, une étude comparée sur le trotskysme et le maoïsme en France et aux Etats-Unis¹⁵ d'A. Belden Fields, ainsi que l'ouvrage de Daniel Bensaïd sur *Les trotskysmes*¹⁶. En France, les « révélations » sur le « passé trotskyste » de Lionel Jospin, ont entraîné un regain d'attention sur cette question, avec au cours des trois dernières années, des ouvrages

¹⁴ La L.C.R a bénéficié d'une nouvelle vague d'adhésions consécutive au mouvement social du printemps 2003 contre la réforme des retraites et la décentralisation dans l'Education Nationale. Le départ de militants, après l'accord L.O-L.C.R, reste très marginal.

¹⁵ A.Belden FIELDS, *Trotskyism and Maoism. Theory and Practice in France and the United States*, New York, Praeger (éd. Autonomedia), 1988.

¹⁶ Daniel BENSALD, *Les trotskysmes*, Paris, PUF, (éd. Que sais-je ?), 2002. Daniel Bensaïd est un des dirigeants historiques de la L.C.R.

touchant de près ou de loin à ce thème, dont *Les Nouveaux sans-culottes*¹⁷ de J.-C. Brochier et H. Delouche, *Les Trotskistes*¹⁸ de Christophe Nick et *Le trotskysme et les trotskystes*¹⁹ de Jean-Jacques Marie.

En ce qui concerne le communisme en France, la production est plus importante avec notamment les travaux d'Annie Kriegel sur les Communistes français²⁰, et ceux de Marc Lazar²¹. Pourtant, si la référence à l'histoire du communisme est utile, elle ne peut constituer le seul cadre théorique pour saisir la nature de l'engagement dans une organisation d'extrême gauche – la L.C.R. - en 2003. Compte tenu de l'extraordinaire renouvellement militant qui a eu lieu récemment dans ce parti, l'histoire de la tradition communiste ne peut rendre compte de cette nouveauté. L'essentiel est, en effet, de considérer en priorité les composantes contemporaines, proches des autres formes de radicalisation des mouvements sociaux, de l'engagement des nouveaux militants.

Le cadre théorique de la sociologie du militantisme et, plus généralement, de l'engagement, fournit des éléments d'analyse plus pertinents. L'étude

¹⁷ Jean-Christophe BROCHIER, Hervé DELOUCHE, *Les Nouveaux Sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Paris, Grasset, 2000.

¹⁸ Christophe NICK, *Les trotskistes*, Paris, Fayard, 2002.

¹⁹ Jean-Jacques MARIE, *Le trotskysme et les trotskystes*, Paris, A.Colin, 2002.

²⁰ Annie KRIEGEL, *Les Communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 (1^{re} éd.1968).

²¹ Marc LAZAR, *Maisons rouges : les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Aubier, Paris, 1992 ; *Le communisme : une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

classique de Samuel Barnes et Max Kaase²², sur l'action politique, constitue un point de départ. Mais c'est une étude plus récente, menée par Christophe Broqua et Olivier Fillieule²³, sur les logiques de l'engagement dans les associations de lutte contre le sida, qui, en abordant la question des bouleversements de l'identité d'un collectif qu'implique la coexistence en son sein de différentes « générations militantes », permet de formaliser une problématique de recherche. L'ouvrage de Doug Mc Adam²⁴ offre un complément intéressant en posant la question des déterminants de l'engagement militant, dans le cadre d'une mobilisation que l'on peut qualifier d'« extrême », celle des volontaires pour soutenir le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis. Par ailleurs, la dimension émotionnelle et affective de l'engagement est importante. Sur cet aspect, on peut se référer à l'ouvrage de Philippe Braud, *L'Emotion en politique*²⁵, qui réintroduit au cœur de l'analyse des phénomènes politiques les dimensions émotionnelles et symboliques. D'autres ouvrages, qui s'inscrivent dans cette même veine d'analyse, fournissent un cadre théorique très utile. On peut citer celui de Bert

²² Samuel BARNES, Max KAASE, (dir.), *Political Action : Mass Participation in five Western Democracies*, London, Sage, 1979.

²³ Christophe BROQUA, Olivier FILLIEULE, « Les associations de lutte contre le sida. Approche des logiques de l'engagement à AIDES et à Act Up », in : MAYER Nonna (dir.), BROQUA Christophe, DUCHESNE Sophie, HAMIDI Camille, FILLIEULE Olivier, *Dynamique de l'engagement et élargissement des solidarités*, rapport MIRE/Fondation de France, Paris, 2000, chap.3.

²⁴ Doug Mc ADAM, *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

²⁵ Philippe BRAUD, *L'Emotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Klandermans²⁶, sur la dimension psychologique de l'action protestataire, et les travaux plus classiques de Daniel Gaxie sur les rétributions du militantisme²⁷. Certains travaux sur le militantisme à l'extrême droite fournissent également des pistes de réflexion pertinentes, notamment en ce qui concerne la question des « structures alternatives » de mobilisation (dont les travaux de Nonna Mayer et Bert Klandermans²⁸ et ceux de Valérie Lafont²⁹). Enfin, l'ouvrage collectif sur l'engagement politique, sous la direction de Pascal Perrineau³⁰, en soulevant une série de questions relatives aux évolutions de l'engagement politique à travers le prisme : « déclin ou mutation ? », amène à nous interroger sur ce « retour » des partis politiques d'extrême gauche.

* * *

Dans cette recherche, nous nous sommes ainsi interrogée sur ce que signifie aujourd'hui l'engagement à la L.C.R, du point de vue des militants qui composent ce parti. Pourquoi ces hommes et ces femmes ont-ils rejoint une organisation partisane d'extrême gauche ? Et pourquoi

²⁶ Bert KLANDERMANS, *The social psychology of protest*, Oxford, Blackwell, 1997.

²⁷ Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 1977, p.123-154.

²⁸ Nonna MAYER, Bert KLANDERMANS, « Militer à l'extrême droite », in : *Les Croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, PERRINEAU Pascal (dir.), Paris, Editions de l'Aube, 2001, chap.7.

²⁹ Valérie LAFONT, « Lien politique et Lien social : la vie associative et l'engagement au Front national », in : ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, (dir.), *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

³⁰ Pascal PERRINEAU (dir.), *L'Engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

la L.C.R ? Quels sont leurs profils et les ressorts de leur engagement ? Quel projet de société défendent-ils ? Que signifie pour eux le fait de militer dans un parti « communiste » « révolutionnaire » en 2003 ?

Une des hypothèses est que la L.C.R récolte aujourd'hui le bénéfice d'avoir investi activement le terrain des mouvements sociaux qui, dans les années 90, devient le lieu d'expression d'un « pôle de radicalité », porteur d'une nouvelle dynamique d'engagement contestataire. La L.C.R a de ce fait occupé une place à part dans l'espace de l'extrême gauche partisane, se distinguant clairement de Lutte Ouvrière. Ce faisant, elle se serait affirmée comme l'organisation politique « en pointe » sur ce terrain. Cette insertion des militants de la L.C.R dans diverses organisations des mouvements sociaux pourrait avoir en partie modifié, au fil du temps, la nature de ce parti politique. La L.C.R serait ainsi devenue un parti à la frontière de deux types de militantisme, cette caractéristique expliquant en partie l'attractivité qu'elle exerce aujourd'hui. Pour vérifier cette hypothèse, il convient d'opter pour une double démarche de recherche, faisant appel à la fois à un travail de type quantitatif et à une étude qualitative auprès des militants. Tout d'abord, en testant la pertinence de cette hypothèse à travers une étude de la répartition géographique de la L.C.R sur le territoire national, qui a été rendue possible grâce au fichier des adhérents constitué pour cette recherche. Ensuite, en vérifiant par des enquêtes qualitatives (entretiens) les données quantitatives.

Par ailleurs, l'afflux militant de l'après 21 avril 2002 fait coexister au sein d'un même collectif - le parti politique - différentes « strates » militantes et ouvre une phase nouvelle au sein de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Cette situation pose la question des « (bouversements) de l'identité du collectif par la superposition de différentes «Génération» de militants dont les **propriétés** et les **raisons d'agir** ont varié »³¹. C'est cette interrogation qui structure plus spécifiquement l'analyse qualitative centrée sur le constat sociologique des bouleversements vécus par une organisation qui, à la suite de l'élection présidentielle, a vu ses effectifs doubler. Cela a-t-il généré un clivage fort entre anciens et nouveaux militants ? Notre recherche nous a permis de vérifier cette hypothèse. Mais, en partie seulement car il convient de relativiser quelque peu le rôle des nouveaux militants, entrés ou revenus après le 21 avril 2002. De fait, des changements de même nature que ceux qui ont lieu aujourd'hui, c'est-à-dire de l'ordre du brouillage des références identitaires, ont précédé - et préparé - l'actuelle cohabitation des diverses « strates ». Depuis les années 80 (expérience du reflux, chute du Mur de Berlin et effondrement de l'URSS), dans le contexte de « victoire » du capitalisme qui a fait « du passé table rase »³², une

³¹ Christophe BROQUA, Olivier FILLIEULE, « Les associations de lutte contre le sida. Approche des logiques de l'engagement à AIDES et à Act Up », in : MAYER Nonna (dir.), BROQUA Christophe, DUCHESNE Sophie, HAMIDI Camille, FILLIEULE Olivier, *Dynamique de l'engagement et élargissement des solidarités*, rapport MIRE/Fondation de France, Paris, 2000, chap.3, p. 202.

³² Cf. notamment, la thèse emblématique de Francis FUKUYAMA, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

évolution s'est imperceptiblement engagée, un bouleversement de l'identité du collectif a été initié.

Cela peut-il avoir le même sens de se sentir « communiste » et « révolutionnaire » en 1968 et en 2003 ? Les séquelles de la faillite de toutes les expériences révolutionnaires, en Europe et dans le reste du monde, ont été profondes. Comme l'écrit Olivier Besancenot (porte-parole de la L.C.R) : « le bilan du stalinisme ne se compte pas seulement en morts : il a discrédité l'idée même de transformation sociale »³³. Que cela peut-il signifier, dans le cadre national, après 1982 et l'abandon par le Parti Socialiste du projet de changement de la société, après 1994 et le début du processus de la « mutation » engagée au Parti Communiste ? L'idéologie, les convictions, l'identité politique, se forment dans un espace historique et social donné, en s'affirmant dans la lignée ou en rupture à des référents, des modèles. Face à ce « retour de l'extrême gauche » sur la scène politique française, on parle beaucoup d'un retour au passé. Ce que cette recherche nous a permis de mettre au jour, c'est qu'il ne s'agit pas d'un retour à l'identité. On assiste aujourd'hui, tout du moins en ce qui concerne la L.C.R, à la (re)naissance de quelque chose de nouveau. En réalité, nous sommes face à un *processus de métamorphose*, la métamorphose désignant littéralement « un changement de forme, de nature ou de structure, si considérable que l'être ou la chose qui en est l'objet n'est

³³ Olivier BESANCENOT, *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*, Paris, Flammarion, 2003 .

plus reconnaissable »³⁴. Ce terme nous renvoie à la dialectique du même et du différent³⁵, il nous pousse à focaliser l'attention sur ce que notre objet d'étude comporte « à la fois de nouveau et de permanent, fût-ce sous des formes qui ne les rendent pas immédiatement reconnaissables », tout en nous « (étonnant) devant des discontinuités, des bifurcations, des innovations »³⁶. Dans le cas de la L.C.R., il faudrait spécifier qu'il s'agit d'un processus de métamorphose, *en cours*, dont on ne peut pas encore savoir quel sera le débouché.

Pour aborder ces questions, nous avons choisi de structurer cette recherche autour de deux grands pôles : le premier est consacré à l'offre politique, c'est-à-dire aux analyses du point de vue du parti politique. Après une « petite histoire » de la Ligue Communiste Révolutionnaire, l'étude de cette offre est centrée sur la dynamique de l'implantation partisane à l'échelle nationale. Puis, la seconde partie aborde la question de la demande politique, changeant alors le prisme d'analyse pour se concentrer sur les militants de ce parti. Au terme de l'analyse de la composition sociologique de l'organisation en 2003, la présentation des résultats des enquêtes qualitatives par entretiens souligne à la fois le flou idéologique et les flottements identitaires qui s'expriment chez les militants, et la base du lien partisan, ce qui soude le collectif. Enfin, nous

³⁴ cf. définition du Petit Robert.

³⁵ Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995, p.16.

³⁶ *Ibid.*

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

aborderons les profils de militants qui se dégagent dans ce parti « pas comme les autres ».

PREMIERE PARTIE :

**DU CÔTÉ DE L'OFFRE POLITIQUE : L'ORGANISATION
POLITIQUE**

CHAPITRE I :

« Petite histoire » de la Ligue Communiste Révolutionnaire

La L.C.R est la section française de la IV^{ème} Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938. Elle se situe donc dans la filiation d'un courant trotskyste qui, au cours des années 50, « se présente comme l'opposition de gauche au stalinisme, favorable à une révolution politique en URSS pour renverser la bureaucratie, et [qui] se réclame de la pensée marxiste autant que du léninisme, et des théories de Léon Trotsky sur la révolution permanente »³⁷. Mais le courant trotskyste est très divisé. Selon Daniel Bensaïd, dirigeant historique de la L.C.R, « les événements majeurs du siècle ont produit des différenciations telles que ce qui distingue et oppose les différents courants issus du « trotskysme » est souvent aussi ou plus important que ce qui les apparente.[...] Il est donc plus conforme à la réalité de parler *des trotskysmes* au pluriel, plutôt que *du trotskysme* au singulier »³⁸. Effectivement, l'histoire de ce courant est

³⁷ Sylvain PATTEU, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p.41.

³⁸ Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, Paris, PUF (Que sais-je ?), 2002.

particulièrement complexe et ponctuée de nombreuses scissions qui ont donné naissance à différentes « familles », avec aujourd'hui trois composantes principales : la *Ligue Communiste Révolutionnaire*, le *Parti des Travailleurs* et *Lutte Ouvrière*.

En 1952, à la suite du 3^e congrès mondial de la IV^e Internationale, la majorité de la section française s'oppose aux orientations développées par Michel Raptis (« Pablo »), majoritaires au congrès, lesquelles prônent une réorientation stratégique voulant mieux prendre en compte l'aggravation des tensions est-ouest (réorientation aboutissant à privilégier l'entrisme *sui-generis*³⁹ en direction des partis communistes). « La majorité de la section française opposée à la majorité internationale quitte donc l'organisation en emportant le titre du journal trotskiste *La Vérité*, tandis que la minorité de la section française menée par Pierre Franck est seule désormais à être reconnue par la IV^e Internationale et fait paraître *La Vérité des Travailleurs*, organe de presse du parti communiste internationaliste (PCI). Il y a donc désormais deux PCI concurrents »⁴⁰. Le PCI majoritaire en France prendra, en 1965, le nom d'Organisation Communiste Internationaliste, puis deviendra l'actuel

³⁹ Cette stratégie consiste à « intégrer les partis sociaux-démocrates ou communistes afin d'y « gagner » les couches les plus « radicalisées » par le contexte de guerre froide. Le caractère violemment antitrotskiste des partis communistes en France et en Italie conduit l'Internationale à décider d'un entrisme « masqué » [...] avec le maintien d'un secteur indépendant ainsi qu'une presse trotskiste afin de garantir une apparition extérieure. », in : PATTIEU Sylvain, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p.44.

⁴⁰ *Ibid.*

Parti des Travailleurs. Le principal dirigeant de ce courant est Pierre Boussel (« Lambert »), d'où le nom de « lambertistes » qui est parfois donné aux militants. Le PCI minoritaire, section officielle de la IV^e Internationale, est dirigé par Michel Raptis⁴¹ (« Pablo ») et Pierre Franck. C'est à ce dernier courant que se rattache la *Jeunesse Communiste Révolutionnaire* au congrès de fondation de la *Ligue Communiste* en 1969. Enfin, il convient de souligner que la « galaxie » trotskyste comprend une troisième organisation fondée par David Korner (dit Bartha), exclu de la IV^e Internationale en 1940. *Lutte des classes*, qui édite une feuille ronéotypée *La voix ouvrière*, est l'« ancêtre » de *Lutte Ouvrière*⁴². Dans cette « nébuleuse » trotskyste, la L.C.R. occupe une place particulière et se caractérise par certaines spécificités.

Appliquant les consignes d'entrisme de la IV^{ème} Internationale, les étudiants trotskystes sont, dans les années 60, membres de l'U.E.C⁴³. Ils en sont exclus en 1965, suite à leur refus de soutenir la candidature de Mitterrand aux présidentielles⁴⁴. Mais il convient de souligner que ces militants structuraient depuis quelques temps une opposition sur une ligne critique vis à vis du P.C.F, relativement à sa position concernant la guerre d'Algérie (jugée insuffisamment radicale) et sur une critique par

⁴¹ qui en est exclu en 1965.

⁴² Cf. Sylvain PATTIEU, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p.45.

⁴³ Union des Etudiants Communistes, organisation de jeunesse du P.C.F.

⁴⁴ Ils constituent alors un groupe d'environ 120 militants.

rapport à l'URSS. Ils fondent en 1966 la *Jeunesse Communiste Révolutionnaire* avec d'autres militants. La J.C.R forme des cercles politiques en milieu étudiant et édite un journal, l'*Avant Garde Jeunesse*, qui connaît un tirage de 6000 exemplaires à la fin 1967⁴⁵. La J.C.R compte en 1968 près de 400 membres répartis dans 37 villes⁴⁶. L'explosion étudiante de mai 1968 et le surgissement d'une nouvelle radicalité dans la jeunesse, mais aussi dans le monde du travail, constituent un moment fondateur pour la future L.C.R. La J.C.R se caractérise par une sensibilité très forte aux questions relevant des luttes de libération nationale (Vietnam, Cuba...) et de l'antifascisme. Elle se réfère à l'opposition de gauche au stalinisme, développe une critique anti-bureaucratique des régimes socialistes et s'affirme comme résolument anticapitaliste.

Après les événements de Mai, la J.C.R est dissoute par décret gouvernemental, certains militants sont arrêtés durant l'été 1968. L'organisation subsiste pourtant autour de son journal « Rouge » et donne naissance à la *Ligue Communiste* en 1969, lors du congrès de fondation où est votée majoritairement l'adhésion à la IV^e Internationale. L'affiliation à la IV^e Internationale vaut d'ailleurs à la *Ligue Communiste* sa première scission. Une minorité de militants, qui la refusent, partent pour fonder *Révolution !*. A cette époque, ce qui caractérise le plus la L.C est son orientation à la fois internationaliste et antifasciste. C'est ce qu'a

⁴⁵ Jean-Paul SALLES, *La Ligue Communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après Mai 68*, Mémoire de DEA Histoire et Civilisations, Université de Poitiers, octobre 1999.

⁴⁶ *Ibid.*

souligné Bertrand, un militant entré à la L.C en 1971, que nous avons interrogé :

« Moi je suis rentré sur deux choses : l'affaire du Vietnam, donc le côté international, et l'antifascisme. A l'époque, on avait en face de nous Ordre Nouveau [...]. J'ai jamais été un trotskyste convaincu. [...] A l'origine c'est ces deux critères là – antifascisme et mobilisations sur le Vietnam- qui m'ont fait adhérer ».

Cette orientation antifasciste radicale amène la L.C à décider d'empêcher la tenue d'un meeting du groupe d'extrême droite *Ordre Nouveau*, qui doit avoir lieu à la Mutualité à Paris en juin 1973. L'action, qui oppose violemment le service d'ordre de la L.C aux forces de police stationnées devant la Mutualité, entraîne une nouvelle dissolution, par décret ministériel. La L.C devient alors le *Front communiste révolutionnaire* jusqu'en janvier 1975⁴⁷, date à laquelle elle prend le nom de *Ligue Communiste Révolutionnaire*.

La période faste des années de la fondation de la J.C.R et de l'apogée de l'extrême gauche a fait l'objet de nombreux ouvrages⁴⁸. Nous ne l'aborderons donc pas ici en détail. Rappelons seulement que durant la période 1969-1975, la L.C marque surtout sa spécificité à travers son ouverture sur les mouvements de masse : les événements de mai 68 évidemment, mais aussi le mouvement des femmes, les luttes de

⁴⁷ Cf. Xavier CRÉTIEZ, Isabelle SOMMIER, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002, p.267.

⁴⁸ Pour une histoire détaillée de cette période, nous renvoyons notamment à : Hervé HAMON, Patrick ROTMAN, *Génération, Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, et à : Gérard FILOCHE, *68-98, histoire sans fin*, Flammarion, 1998.

l'immigration, les luttes antimilitaristes (constitution des comités de soldats), ainsi que dans les nombreux mouvements de la jeunesse scolarisée de cette période. Les années 1970 voient aussi un élargissement de l'assise de l'organisation avec une implantation dans le monde du travail et les organisations syndicales, ceci tant par évolution naturelle de ses militants, que par une vague « d'établissements » (qui a existé dans la plupart des courants d'extrême gauche). Cette période est marquée symboliquement par des luttes comme celle des LIP et un élargissement de la contestation, avec le Larzac et les luttes contre le nucléaire civil et militaire.

Mais, pour la L.C.R., et peut-être plus largement pour le courant trotskyste en France, les années 1970 marquent un tournant. C'est l'échec, en 1979, de la tentative d'union avec le courant Lambertiste, qui coûtera près de 300 militants à la L.C.R. Le « mariage » de ces deux traditions s'avère impossible et remet en cause l'idée selon laquelle la référence commune au trotskysme peut être une base suffisante pour réunifier le mouvement. Ces années voient aussi la formation de l'*Union de la gauche* – dès 1973- et la victoire de la gauche en 1981 finit de marginaliser la LCR, comme les autres formations de l'extrême gauche. La L.C.R. subit cette crise de plein fouet. Sa tentative de présenter Alain Krivine aux élections présidentielles de 1981 échoue : elle n'obtient pas les signatures nécessaires⁴⁹. Ses effectifs militants diminuent, elle perd de

⁴⁹ On pourra consulter l'intégralité des résultats électoraux de la L.C.R., ainsi que ceux de L.O et du P.T en annexes.

nombreuses zones d'implantation⁵⁰. Pourtant, devant cette phase de reflux, la L.C.R subsiste alors que de nombreuses organisations disparaissent (la *Gauche Prolétarienne* en 1974, l'O.C.T.⁵¹ en 1979...). Et l'implication des militants de la LCR dans les organisations de masse demeure : les exclus de la CFDT à la Poste et aux Télécoms créent le syndicat SUD, en 1989, avec d'autres courants et de nombreux militants syndicalistes hostiles à la politique de recentrage d'E.Maire. Les militants de la L.C.R sont aussi investis dans les différentes composantes du mouvement syndical : FEN, puis FSU, CGT et CFDT notamment. La L.C.R est toujours présente dans les mouvements sociaux de ces années, sur le terrain du féminisme, dans les actions de solidarité internationale, contre les lois restrictives en matière d'immigration.

L'analyse est alors faite que la victoire de la gauche clôturait une période au lieu de l'ouvrir. La L.C.R s'oriente vers l'idée d'une recomposition dans un champ non social-démocrate. Cette nouvelle orientation se concrétise en 1988, avec la participation à la campagne de Pierre Juquin aux présidentielles : « c'est un mouvement, nouveau, dans le bon sens. C'est une campagne électorale qui s'adresse à des millions de gens. Elle ne développe pas un programme révolutionnaire entièrement figolé, mais elle met en avant quelques idées importantes. Elle s'appuie sur un

⁵⁰ Pour une présentation précise de ce recul des zones d'implantation, se référer au tableau correspondant qui figure au chapitre II de la première partie, qui retrace l'évolution du nombre de villes où la L.C.R est implantée entre 1976 et 2002.

⁵¹ Organisation Communiste des Travailleurs.

mouvement, mais pas n'importe lequel : celui de décembre 1986, celui des jeunes, celui des cheminots, des instituteurs, de la RATP, des marins, des grévistes qui ont fait reculer Chirac. Et si le 8 mai 1988, la gauche gagne, ce sera grâce aux mouvements sociaux de l'hiver 1986-1987 »⁵². La campagne est un succès mais l'expérience se solde par un double échec, à la fois électoral et politique, en ne débouchant sur aucune recomposition. La chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'URSS et du modèle soviétique accentuent le reflux, ces événements étant difficiles à appréhender à partir d'un cadre de référence trotskyste. C'est, pour la L.C.R, la phase de désorganisation la plus forte, qui va perdurer jusqu'en 1995. C'est une époque de bouleversements profonds pour cette organisation, de remise en cause de certaines certitudes, de certains modèles. Irène, militante à la L.C.R depuis 1979, souligne ces éléments :

« > est ce que le projet politique de la LCR a changé par rapport à cette époque là ? Il a changé sur certains aspects. Il a évolué sur la vision de la construction du parti et de la construction de la IV^e Internationale d'ailleurs, puisque que c'est intimement lié. Au sens où il a tiré un bilan – pas complet mais assez important – de la chute du mur de Berlin, de ce qui en a résulté, sur le fait que les Etats, soit disant ouvriers, se sont écroulés et que les masses de ces pays ont pas trouvé trop de choses à défendre, ce qui à priori est contradictoire avec la théorie des « Etats ouvriers ». En particulier au moment où les gens sont massivement descendus dans les rues à Berlin pour demander la réunification et là, ça a été le signal qu'il y avait un problème avec la théorie – puisque les gens demandaient la réunification - ça ne veut pas dire qu'il n'y avait pas des acquis à l'est, mais il n'y avait pas de « plus » particulier. Dans la manière où les

⁵² Dossier Rouge : « La Ligue de A à Z. Le 24 avril, votez P.Juquin ! Le 8 mai, battons la droite ! », 2^e trimestre 1988, n°25.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

gens se mobilisaient, ils ne demandaient pas que ce soit l'ouest qui s'aligne sur l'est. Comme on disait avec humour : « on connaît des gens qui essaient de fuir à l'ouest, on connaît pas l'inverse, c'est quand même un problème »... ».

Entretien Irène, militante à la L.C.R depuis 1979.

En 1995, la L.C.R connaît à la fois le point paroxystique de sa crise et l'amorce d'une remontée, avec le rôle fondamental du mouvement de novembre-décembre 1995, et du mouvement social en général. Le début des années 90 marque en effet l'avènement d'un nouveau contexte d'opportunités politiques pour l'extrême gauche. Cette période souligne encore une fois la spécificité de la Ligue Communiste Révolutionnaire dans la « galaxie » trotskyste française. C'est son intervention dans les mouvements de masse, ou « mouvements sociaux », qui apparaît comme sa particularité et comme une dimension constitutive de ce parti. Comme l'a évoqué un ancien militant de la L.C.R, « *l'engagement dans les mouvements sociaux est fondamental. Quand ils sont forts, la Ligue est forte. Quand ils sont faibles, la Ligue est faible* ». D'ailleurs, tous les anciens militants que nous avons rencontrés ont souligné cette dimension comme le point fort de l'intervention de la L.C.R et comme l'élément qui a assuré la « *pérennité de la Ligue* » pendant toute la période du reflux. Ils soulignent que « *le lien aux mouvements de masse [est] une faculté qu'on ne retirera jamais à la Ligue, ou ce ne serait plus la Ligue* ». Alain Krivine, porte-parole de la L.C.R et membre fondateur de la J.C.R en 1966, fait remonter cette caractéristique aux origines de l'organisation :

« nos ancêtres, le P.C.I, le Parti Communiste internationaliste, ont fait qu'il y a eu une éducation justement essentielle qui a été donnée sur une bonne appréhension du

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

mouvement de masse, de la nécessité pour les révolutionnaires d'être complètement dedans, même si ce mouvement n'était pas révolutionnaire. Et de pas y être en « professeur rouge », mais d'y être en constructeur, et ça, je crois que c'est ce qui explique pourquoi la Ligue s'est pas cassé la gueule. La force de la Ligue c'est son implantation dans les mouvements de masse, depuis le début.»

Entretien Alain Krivine, porte-parole de la L.C.R.

La L.C.R. apparaît enfin comme une des organisations les moins « dogmatiques » de la « galaxie » trotskyste. Et ce, à deux points de vue : tout d'abord, les évolutions historiques de ces quarante dernières années l'ont amenée, de fait, à remettre en question certains principes, certaines certitudes et à abandonner certains modèles, qui avaient constitué pendant des décennies ses références théoriques. Ensuite, parce que ses militants, y compris les plus anciens, démontrent une capacité à reconnaître ces évolutions et ces remises en question.

Fin octobre 2003, la L.C.R a tenu son XV^{ème} Congrès⁵³. Trois questions ont été au centre des débats : l'accord avec L.O pour les élections régionales et européennes de 2004, l'adoption de nouveaux statuts et l'appel pour une « force politique nouvelle ». L'accord L.C.R-L.O pour les élections de 2004 a été adopté par 69 % des délégué(e)s. Les 31 % restants représentent peu ou prou les délégué(e)s de la plate-forme 3 qui, sans refuser le principe d'un accord avec Lutte Ouvrière, proposaient de s'adresser plus largement « à tous [ceux] qui cherchent une traduction politique au mouvement social qu'ils ne trouvent pas dans les partis de l'ex-gauche plurielle ; à ceux qui se sont retrouvés dans les mobilisations anti-guerre ou dans les manifestations contre la mondialisation capitaliste ; à tous les courants et militants de gauche qui veulent résolument combattre la droite sans rééditer la politique de la gauche plurielle »⁵⁴. La plate-forme 1, majoritaire, insistait de son côté sur la nécessité de présenter une alternative à la gauche institutionnelle lors des élections, la seule possibilité pratique étant selon eux un accord avec L.O. L'objectif affiché étant ainsi de

⁵³ Il s'est tenu du 30 octobre au 2 novembre 2003 à Saint-Denis.

⁵⁴ Cf. *Critique Communiste*, documents pour le XV^{ème} Congrès de la L.C.R, Plate-forme 3, Projet de résolution fixant la position de la L.C.R aux régionales et européennes.

« constituer la gauche révolutionnaire et anti-capitaliste en quatrième force politique du pays »⁵⁵.

La campagne menée par les listes L.O-L.C.R est essentiellement axée sur la proposition d'un « plan d'urgence sociale et démocratique » avec des « mesures d'urgence » comme l'interdiction des licenciements collectifs dans les entreprises qui font des bénéfices, la taxation des profits en faveur des services publics (hôpitaux, éducation nationale, etc.), l'abrogation des lois Raffarin-Fillon sur les retraites⁵⁶... Pour les militants de la plate-forme 2⁵⁷, ces échéances électorales et l'accord avec L.O « [permettent] de tracer la perspective d'un nouveau parti »⁵⁸ autour de l'axe L.C.R / L.O. Cette position est pourtant très minoritaire puisque la plate-forme majoritaire⁵⁹ et la plate-forme 3⁶⁰ ont adopté un appel pour un « rassemblement anticapitaliste » dans la perspective d'une « force politique nouvelle ». François Sabado,

⁵⁵ François SABADO, interrogé dans : *Critique Communiste*, n°171, hiver 2004, article intitulé : « Après le congrès, 3 plates-formes, 3 questions... », p.11.

⁵⁶ Cf. Brochure : « La L.C.R et les élections régionales », Ligue Communiste Révolutionnaire.

⁵⁷ La plate-forme 2 a recueilli près de 12 % des votes au Congrès.

⁵⁸ Cf. *Critique Communiste*, documents pour le XV^{ème} Congrès de la L.C.R, Plate-forme 2, proposition d'amendements à la résolution de la plate-forme 1.

⁵⁹ La plate-forme 1, qui a obtenu 58 % des votes au Congrès.

⁶⁰ La plate-forme 3 a quant à elle rassemblé près de 30 % des votes des délégué(e)s.

membre du bureau politique de la L.C.R (sur la plate-forme 1 au congrès) précise ainsi que le centre de gravité de cette nouvelle force « sera extérieur aux vieilles organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Ses potentialités se trouvent dans les luttes de la jeunesse et dans les mouvements sociaux, tel celui du mouvement antiglobalisation »⁶¹. Cet appel est donc au cœur des débats sur les perspectives stratégiques, qui se posent avec une acuité nouvelle au sein de la L.C.R depuis le score du 21 avril 2002. Enfin, les délégué(e)s ont voté à 85 % pour l'adoption de nouveaux statuts dans lesquels ne figure plus la « dictature du prolétariat ». Cette disparition a été très médiatisée, pourtant, elle n'a donné lieu qu'à peu de discussions au sein du Congrès. Si bien qu'il est pour le moment difficile de savoir si elle constitue une réelle redéfinition stratégique ou bien si elle est une simple actualisation de la formulation du projet de l'organisation. Francis Sitel, membre de la direction (sur la plate-forme 3 au congrès), souligne ainsi qu'« on ne peut pas afficher une volonté d'ouverture et de refondation de la L.C.R et maintenir dans des statuts (qui conditionnent de facto l'accord permettant d'adhérer) des références identitaires

⁶¹ François SABADO, interrogé dans : *Critique Communiste*, n°171, hiver 2004, article intitulé : « Après le congrès, 3 plates-formes, 3 questions... », p.18.

devenues pour une bonne part incompréhensibles voire inassumables »⁶². L'adoption de ces nouveaux statuts s'inscrit bien selon nous dans le cadre des bouleversements de l'identité de ce collectif militant, des redéfinitions identitaires et stratégiques dont il est question dans ce mémoire. Comme le souligne F.Sitel, « la modernisation [des] statuts reflète le besoin de renouer au plus vite le fil d'une discussion en profondeur sur ce qui fonde l'identité révolutionnaire de la L.C.R. »⁶³. Une identité *en cours* de métamorphose.

⁶² Francis SITEL, interrogé dans : *Critique Communiste*, n°171, hiver 2004, article intitulé : « Après le congrès, 3 plates-formes, 3 questions... », p.27.

⁶³ *Ibid.*, p.28.

CHAPITRE II :

La dynamique de l'implantation partisane sur le territoire national

L'afflux militant de l'après 21 avril 2002 a poussé la L.C.R à mettre en place, pour la première fois de son histoire, des cartes d'adhérents. Elles constituent une source inédite et particulièrement intéressante d'information, en nous renseignant sur l'âge, le sexe, la profession, la fédération et la section de rattachement des militants. Ces cartes, ainsi que les informations fournies par le Trésorier de la LCR, permettent d'établir une carte de l'implantation militante de la L.C.R au niveau national, pour l'année 2003.

Nous avons comparé la plus ou moins bonne implantation de la L.C.R sur le territoire national, en tentant de mettre en évidence un certain nombre de variables explicatives capables de rendre compte de cette implantation différentielle. Pour notre analyse, nous retiendrons une unité territoriale départementale. Parfois, notre comparaison se focalisera sur une unité plus fine : la ville d'implantation de la section. Ce sont en effet les deux informations fournies par les cartes d'adhérents. Les militants sont classés par fédération (ce qui correspond au département) et par section (la ville). Par ailleurs, les départements métropolitains sont intéressants pour une telle comparaison. Ils sont tout d'abord assez

nombreux pour permettre une différenciation de l'espace français. De plus, ce sont des unités territoriales « porteuses d'informations nombreuses, dans des domaines très divers »⁶⁴. Ayant été peu modifiés depuis deux siècles, ils sont de même connus de tous et donc facilement identifiables, ce qui donne « un sens aux structures spatiales mises en évidence »⁶⁵.

Notre analyse procèdera en deux temps. Nous développerons tout d'abord un niveau d'analyse de type « macro » : la comparaison se fera au niveau de l'implantation nationale. Puis, nous restreindrons la focale de notre analyse pour tester la validité d'une de nos variables en particulier. Il s'agira alors d'une étude de cas sur trois départements et plus précisément d'une comparaison entre quatre villes de ces départements (analyse à un niveau davantage « micro »).

⁶⁴ Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988, p. 37, cité par : Jean-Gabriel CONTAMIN et Thomas WEIL, « Logique socio-politique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front », in : *Les collectifs anti – Front National*, Les Cahiers du Cevipof, n° 13, sous la direction de Nonna MAYER.

⁶⁵ Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *Ibid*, p.37.

1. Analyse au niveau « macro » :

La carte actuelle de l'implantation militante de la L.C.R (voir annexes) fait tout d'abord apparaître une affirmation des zones historiques d'implantation qui sont celles de la *Jeunesse Communiste Révolutionnaire*. Cette implantation est en premier lieu **parisienne** (Paris et sa région dans une moindre mesure) et les événements de Mai 68, particulièrement forts à Paris, renforceront ce poids de la J.C.R dans la capitale. Deux autres zones de force historiques sont : **Toulouse** (dont est issu Daniel Bensaïd, un des dirigeants historiques de la L.C.R) et **Rouen**. La ville de **Marseille** peut aussi dans une certaine mesure être classée parmi les zones historiques d'implantation. C'est le « groupe 66 » (du nom de son année de création) qui occupe l'espace de l'extrême gauche sur la cité phocéenne, la J.C.R n'existe pas. Le « groupe 66 » rejoint une autre organisation d'extrême gauche : Révolution !. Celle-ci est en crise en 1979 et certains de ses militants intègrent les rangs de la L.C.R.

Il faut souligner que la JCR, organisation de jeunesse, est à ses débuts composée quasiment uniquement d'étudiants. « Après mai 68 le groupe est encore étudiant, à une énorme majorité, et il est composé de très jeunes gens. Au congrès de fondation de la L.C, l'âge moyen des militants est de 20 ans. En 1977, l'organisation a vieilli mais l'âge moyen

n'est encore que de 25,8 ans »⁶⁶. Les groupes de la JCR se sont créés sur des facultés. Après le mouvement de Mai 68, particulièrement fort sur les universités, l'implantation de la JCR se développe sur d'autres grandes villes universitaires de l'époque : Lyon, Rennes, Besançon, Caen, Lille ... Mais, la carte des groupes JCR réalisée par Véronique Faburel révèle une implantation très imparfaite⁶⁷ (voir annexes). Apparaît un grand vide entre les noyaux méridionaux (Toulouse, Montpellier, Aix-Marseille, Nice), la région Centre (Tours- Le Mans) et Paris. Ni Bordeaux, ni Poitiers, ni Clermont-Ferrand, ni Grenoble n'ont de groupe JCR, malgré l'existence d'universités importantes.

Il est intéressant de constater que la carte actuelle d'implantation de la LCR en France confirme une forte implantation dans ses zones historiques : l'Île de France (Paris et la Région Parisienne qui a acquis un poids accru), la Haute-Garonne (Toulouse et son agglomération essentiellement) et les Bouches-du-Rhône (Aix-Marseille avant tout). On note l'exception que constitue le département de la Gironde, qui ne fait pas partie des zones d'implantation historiques de la LCR mais qui constitue un pôle de force militante en 2003. La présence militante dans le département est essentiellement concentrée sur Bordeaux et son

⁶⁶ APJPS Dossier Congrès. Compte-rendu chiffré du 2^{ème} congrès de la LCR, 1977, in : Jean-Paul SALLES, *La Ligue Communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après Mai 68*, Mémoire de DEA Histoire et Civilisations, Université de Poitiers, 1999.

⁶⁷ Véronique FABUREL, Carte des groupes JCR en mars 1968, in : *La JCR, avril 1966-juin 1968*, Maîtrise, Paris I, juin 1988.

agglomération. Mais il faut préciser que cette fédération est particulièrement importante du fait de l'adhésion d'un groupe d'ex-militants de Lutte Ouvrière, regroupés dans une tendance dissidente, Voix des Travailleurs. Ce groupe rejoint la LCR en juin 2000 et représente, dans le département de la Gironde, une part très importante des effectifs. Le poids militant sur ce département s'explique donc par des facteurs très spécifiques, liés aux recombinaisons militantes consécutives à cette scission de Voix des travailleurs et à son adhésion à la LCR.

Outre cette particularité, un trait frappe immédiatement : l'apparition d'un véritable maillage du territoire. Cette nouvelle carte de l'implantation militante est une conséquence directe de l'élection présidentielle de 2002. A la carte très parsemée de l'implantation en 1968 (mais qui reste valable encore dans les années 70), se substitue une carte laissant apparaître une présence militante plus régulière, marquée cependant par une implantation périphérique, qui contraste avec une vaste région de faiblesse au centre du pays.

L'extension de l'implantation militante sur le territoire est d'autant plus étonnante qu'entre les années 1970 et l'année 2003, la LCR a enregistré d'amples fluctuations de ses effectifs militants. De la fin des années 70 au milieu des années 90, la LCR connaît une période de crise grave, des pertes militantes lourdes et voit disparaître de nombreuses zones d'implantation. C'est la période du reflux. Le tableau suivant permet d'en mesurer l'ampleur.

Nombre de villes par nombre de militants :

(Données hors Région Parisienne)

	1976	1979	1986	1989	1998	2000	2002
Plus de 20	21	14	17	15	9	13	26
Plus de 30	16	11	9	7	5	6	16
Plus de 40	11	8	6	5	4	6	9
Plus de 50	7	6	4	0	0	3	7
Plus de 70	5	3	0	0	0	1	5

Source : Données établies sur la base des feuilles de Congrès, transmises par le Trésorier de la LCR.

Ce tableau montre bien la gravité de la crise que connaît cette organisation politique entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90. L'année 1998 enregistre déjà une hausse importante des effectifs par rapport aux années immédiatement précédentes. Cette hausse s'amorce en réalité après le mouvement de novembre-décembre 1995. Relativement faible, mais régulière, elle rompt alors avec une longue période de pertes militantes – et donc de recul de l'implantation militante sur le territoire. Ce recul concerne aussi bien les plus grandes villes que les plus petites, certaines disparaissant purement et simplement. La LCR enregistre, par ailleurs, une accélération de la hausse de ses effectifs à la suite des élections européennes de 1999. Ainsi, la

carte actuelle de l'implantation de la LCR en France doit surtout être comparée à celle de la crise des années 80-90.

1.1. Variable de type historique :

L'explication de type historique, pour un parti politique, est essentielle. Le fait qu'existe une structure militante, même faible- ou bien la présence d'« ex » militants, restés proches du parti, mais ayant pris leurs distances avec le militantisme dans une période d'opportunités politiques particulièrement mauvaise- est un élément essentiel pour expliquer comment, quand une nouvelle période s'ouvre (notamment après l'appel d'air créé par les 4,25 % de voix réalisés à l'élection présidentielle), une implantation militante peut être reconstruite plus facilement. Dans le cas de la LCR, ce facteur est particulièrement important.

En effet, si nombre de militants prennent leurs distances pendant la période difficile des années 80-90 avec le militantisme partisan, une part importante d'entre eux s'investit dans ce que l'on pourrait qualifier de « structures de rémanence », ou « *abeyance structures* », selon l'expression développée par Verta Taylor⁶⁸. Cette dernière reprend les thèses de Mizruchi sur les stratégies de groupes marginaux ou dissidents et montre comment, pour assurer la continuité du mouvement dans une période

⁶⁸ Verta TAYLOR, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 54, 1989, p. 761-775.

difficile où il tend à être de plus en plus isolé, ses militants les plus actifs créent des structures alternatives qui leur permettent de continuer à servir leur idéal⁶⁹. « Un mouvement en « rémanence » consiste en un groupe de militants qui se sont trouvés une « niche » et qui parviennent ainsi à maintenir les réseaux, les répertoires d'action, les objectifs militants ainsi qu'une identité collective. Ces structures permettent au mouvement de se perpétuer et de se remobiliser éventuellement plus tard. Elles peuvent se comparer, dans le domaine de l'espionnage, aux *réseaux dormants* qui pourront être réactivés en cas de besoin »⁷⁰. Cette notion paraît donc pertinente pour rendre compte des stratégies mises en œuvre par les militants durant les décennies 80 et 90, pendant la phase difficile pour l'organisation, qu'ils soient restés militants à la LCR ou qu'ils l'aient quittée en gardant le lien à travers ces structures.

Parmi ces structures alternatives, on peut évoquer, dans le champ de la lutte anti-raciste et anti-fasciste, l'investissement très important de militants de la LCR dans les collectifs Ras l'Front, dès l'année de sa création en 1990. D'ailleurs, certains militants de la LCR font partie des initiateurs de ce nouveau mouvement. Il est intéressant de noter la corrélation qui existe entre la carte de la présence de Ras l'Front par département, comme établie par Jean-Gabriel Contamin et Thomas

⁶⁹ Nonna MAYER, Bert KLANDERMANS, « Militer à l'extrême droite », in : *Les Croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, Pascal PERRINEAU (Dir.), Paris, Editions de l'Aube, 2001, chap.7.

⁷⁰ *Ibid*, p.154.

Weil⁷¹ (voir annexes) et la carte de l'implantation LCR. Cette carte présente les départements où se sont créés un ou plusieurs collectifs Ras l'Front et ceux où RLF n'existe pas. Les 23 départements où se sont créés plusieurs collectifs Ras l'Front sont tous des zones d'implantation de la LCR, dont les trois zones de force historiques : la Haute-Garonne, les Bouches-du-Rhône et l'Île de France (Paris, la Seine St-Denis, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, la Seine-et-Marne, les Yvelines, le Val-d'Oise et l'Essonne). Tous les départements de plus de 60 militants pour la LCR (le Nord, la Seine- Maritime, la Loire-Atlantique, le Rhône et l'Isère) font partie de ce groupe de départements dans lesquels ont été créés plusieurs collectifs Ras l'Front. Par ailleurs, sur ces 23 départements, seuls trois sont des départements où la LCR a moins de vingt militants. Si l'on regarde l'ensemble des départements ayant un ou plusieurs collectifs Ras l'Front, soit 50 départements, 45 sont aussi des départements où la LCR est présente.

Cette corrélation est donc assez frappante pour nous permettre d'avancer qu'elle peut étayer notre hypothèse sur la place des structures de rémanence, dont les collectifs Ras l'Front nous fournissent un bon exemple.

Outre l'importance des militants et des « ex », il faut souligner le rôle tout aussi fondamental des « sympathisants » ou de la zone d'influence du

⁷¹ Jean-Gabriel CONTAMIN, Thomas WEIL, « Logique socio-politique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front », in : *Les collectifs anti – Front*

parti. Ces « sympathisants » (selon le terme consacré dans les partis politiques), tout en ne faisant pas partie de l'organisation, en suivent l'activité, participent à des actions ponctuelles, la soutiennent. Là encore, la notion de rémanence est pertinente pour rendre compte de leur comportement. Car, s'ils peuvent être très actifs en période d'essor de l'activité du parti, ils tendent à se retirer en période de creux. Mais ces individus, la plupart du temps, ne disparaissent pas de manière définitive. Quand une période d'opportunités politiques meilleures s'ouvre, ils peuvent constituer un élément important dans le processus de réactivation des structures militantes et notamment de la structure partisane. En l'occurrence, après le premier tour de la présidentielle, une part importante de ces sympathisants a décidé de rejoindre la LCR.

Enfin, un autre facteur très important doit être souligné. On pourrait le qualifier de « rémanence dans le champ politique ». Le fait qu'un parti ait eu une implantation locale importante implique qu'il a contribué à structurer le champ politique de la ville. Ce parti pèse alors d'un poids qui ne se réduit pas à sa simple implantation militante. Il a une histoire pour les habitants de cette ville. Outre le réseau des militants, ce passé connu de la LCR peut constituer un facteur déclencheur dans le choix de venir militer dans ce parti.

1.2. Variable de type sociologique et culturel :

Mais l'implantation militante actuelle de la LCR frappe par son extension au-delà de ses zones d'implantation historiques. Mis à part le centre rural, on peut commencer à parler de couverture nationale du territoire en termes d'effectifs militants. Une des caractéristiques fortes de cette implantation réside dans le fait qu'il s'agit quasi exclusivement de zones de très forte urbanisation. A priori, on peut penser que cela n'a rien d'étonnant dans la mesure où la population française est fortement urbanisée. Pourtant, cet argument n'épuise pas, selon nous, la question. Nous voudrions insister sur le lien qu'on peut établir entre cette implantation dans des zones de forte urbanisation et les caractéristiques du public potentiellement mobilisable pour cette organisation.

Le tableau suivant donne une bonne approximation de la répartition des zones d'implantation des militants par taille d'agglomération :

(Hors Paris et RP)	(en %)
Agglomération > 1.000.000 d'hab.	5
Agglomération de 1.000.000 à 500.000 hab.	13
Agglomération de 500.000 à 200.000 hab.	40
Agglomération de 200.000 à 100.000 hab.	16
Agglomération de 100.000 à 20.000 hab.	18
Villes de < 20.000 hab.	8

Source : Données calculées à partir du fichier des adhérents. Le tableau se lit de la façon suivante : 5 % des villes où la L.C.R est implantée sont des villes de plus d'un million d'habitants.

L'implantation sur un département est souvent en réalité une présence militante concentrée sur la grande ville du département (en général, le chef-lieu de département). Mais, là encore, l'après 21 avril 2002 apporte une nouvelle donne puisque des sections se sont créées dans des villes moyennes.

Cette première variable - le fort taux d'urbanisation - en masque en réalité une autre : la présence d'une population potentiellement plus mobilisable pour cette organisation. Ces zones de très forte urbanisation impliquent, en effet, une présence relativement plus élevée d'une population de type particulier : plus jeune, où les catégories de type moyennes et supérieures sont sur-représentées (avec notamment une présence des couches universitaires et intellectuelles plus forte que dans les autres zones). On sait, depuis les travaux de Barnes et Kaase⁷², que cette population est potentiellement plus réceptive à ce que ces auteurs nomment à l'époque « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). Leur relatif bien-être matériel leur permettant de se consacrer à la défense de valeurs « post-matérialistes ». Ils sont par ailleurs imprégnés de

⁷² Samuel BARNES, Max KAASE, (Dir.), *Political Action : Mass Participation in five Western Democracies*, London, Sage, 1979, cité par : Jean-Gabriel CONTAMIN et Thomas WEIL, « Logique socio-politique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front », in : *Les collectifs anti-Front National*, Les Cahiers du Cevipof, n° 13, sous la direction de Nonna MAYER. Sur cette question, se reporter notamment aux chap. 2 et 12 de l'ouvrage de S. BARNES, M. KAASE, *Ibid.*

libéralisme culturel⁷³, bien intégrés socialement et politiquement et semblent se positionner en général à gauche, voire à l'extrême gauche de l'échiquier politique. L'analyse de la carte d'implantation de la LCR montre qu'elle semble se développer sur des terreaux où de telles « clientèles potentielles » sont particulièrement présentes.

Force est de constater que depuis le début des années 90, la LCR s'est investie dans de nombreuses organisations et associations des mouvements sociaux. Cet investissement s'observe dans de nombreuses structures : à la CADAC dans le domaine de la lutte pour les droits des femmes, dans l'association ATTAC sur le terrain de l'altermondialisation, dans le syndicat SUD du côté du développement de nouvelles formes d'organisations syndicales. Cette ouverture vers les mouvements sociaux est une caractéristique propre à la L.C.R. A la fin des années 80 et au début des années 90, période mauvaise pour le parti, l'espace des mouvements sociaux devient un champ d'investissement prioritaire. La L.C.R devient l'organisation politique la plus présente sur ce terrain. Dans l'espace politique de l'extrême gauche, cette stratégie rompt clairement avec celle de Lutte Ouvrière, qui elle, fait le choix de ne pas s'investir dans ces nouveaux mouvements (qu'elle considérerait d'ailleurs, jusqu'à très récemment, comme « petits bourgeois »). Cet

⁷³ Gérard GRUNBERG, Etienne SCHWEISGUTH, « Libéralisme culturel et libéralisme économique », in : *L'électeur français en questions*, Daniel BOY, Nonna MAYER (Dir.), Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques/ CEVIPOF, 1990.

investissement militant a, en retour, influencé les orientations de la LCR. Le thème de l'alter-mondialisation est devenu essentiel. Comme on a pu l'observer lors de la campagne présidentielle : « *Un autre monde est possible* », slogan phare de Porto Alegre et du mouvement alter-mondialiste international, est devenu un slogan central de la campagne d'Olivier Besancenot. Ainsi, cette orientation de la LCR l'a rendue particulièrement attractive auprès de ce type de population. Elle rencontre alors relativement plus de succès dans les villes de très forte urbanisation où cette population est sur-représentée.

Une composante de cette population est bien entendu la population étudiante. Mais il faut souligner que si les variables : « existence d'une université », « poids de la population étudiante », étaient pour la JCR des variables explicatives de premier ordre, elles n'ont plus le même poids en 2003. Tout d'abord, pour une raison « technique », car désormais toute grande ville possède son université. Ce critère n'est plus comme auparavant un facteur clivant pour distinguer les villes entre elles. Ensuite, dans le cadre du traitement des cartes d'adhérents, on constate que les étudiants ne constituent plus que 11,8 % des effectifs de la LCR. Ce qui en fait un groupe certes important, mais relativement minoritaire par rapport à d'autres catégories. En 2003, 80 % des adhérents de la LCR exercent une activité professionnelle.

Une fois ces premiers éléments explicatifs avancés, nous voudrions pousser plus avant l'analyse -à un niveau macro- de l'implantation militante de la LCR sur le territoire national, en développant un nouveau type de variable, d'ordre à la fois historique et culturel.

1.3. Variable de type historique et culturel :

Certains auteurs ont choisi d'expliquer l'implantation partisane ou le vote sur le territoire en faisant appel à une variable à la fois historique et culturelle : la culture politique ou la question de la tradition politique des territoires. Or, comme il y a des « terres de gauche » et des « terres de droite », l'existence d'une possible tradition d'extrême gauche doit être évaluée.

Pour ce faire, il est possible de comparer la carte de l'implantation de la LCR en 2003 avec les cartes des champs de force de divers courants politiques de gauche réalisées par Frédéric Bon et Jean-Paul Cheylan⁷⁴. Ils utilisent, pour l'élaboration de ces cartes, des données relatives aux scores obtenus aux élections par les divers courants. Ils définissent la notion de champ géographique en ces termes : « une première notion caractérise la part de régularité dans l'implantation géographique, en quelque sorte l'armature du courant pour la période, la relative stabilité

⁷⁴ Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988.

de ses différences de force entre départements. Les « bastions » ou « fiefs », zones de force permanente, comme les espaces de faiblesse régulière, sont mis en évidence »⁷⁵. « On peut donc appeler *champ de force* d'un courant sa configuration territoriale... La part d'information apportée par cette variable informe sur sa diffusion dans le pays, et sur son niveau de stabilité »⁷⁶.

Ce choix méthodologique peut être porteur d'un biais. En effet, nous avons confronté notre carte de l'implantation militante de la LCR avec des cartes de champs de force, notamment celle du P.S.U⁷⁷ (voir annexes), établies sur la base de résultats aux élections. Il aurait été préférable de pouvoir travailler avec une carte établissant précisément l'implantation militante du PSU. Mais nous voulons souligner ici que, dans le cas du PSU, la carte du champ de force est à l'image de celle de l'implantation militante. Comme le notent M.Barthélémy, P.Delaleau et J-F. Vallet, le PSU a toujours considéré qu'« il était nécessaire de lier la bataille électorale à des luttes menées dans le secteur géographique où sont présents les candidats révolutionnaires »⁷⁸. Le travail d'implantation militante est donc un élément indissociable de la présence aux élections. Par ailleurs, dans ce même rapport, les auteurs nous fournissent des indications précises quand aux zones d'implantation militante du PSU. Il

⁷⁵ *Ibid*, p.28.

⁷⁶ *Ibid*, p.29.

⁷⁷ Parti Socialiste Unifié.

⁷⁸ Martine BARTHELEMY, Patrick DELALEAU, Jean-François VALLET, *Les Partis d'Extrême-Gauche*, Rapport (non daté), p.13.

est ainsi écrit dans le rapport : « Les principales zones de force du PSU sont la région parisienne, la Bretagne, la région Rhône-Alpes, certains départements du Midi, et un début d'implantation en Lorraine »⁷⁹. Or, ces zones d'implantation correspondent exactement aux zones que nous avons retenues sur la base des cartes des champs de force établies par Bon et Cheylan. On peut ainsi conclure que notre méthode, bien qu'imparfaite, n'introduit pas de biais trop important pour l'analyse.

Cette analyse comparée des cartes des champs de force des courants de gauche et d'extrême gauche soulève l'hypothèse d'une nouvelle variable explicative : la tradition politique et en l'occurrence, l'existence d'une tradition politique d'extrême gauche. Nous avons en effet constaté une forte corrélation entre la carte d'implantation de la LCR et la carte du champ de force du Parti Socialiste Unifié, telle qu'établie par Bon et Cheylan pour la période 1969-1984⁸⁰. Nous considérerons que les zones de force du P.S.U sont représentées par les positions 6, 5 et 4 (voir carte en annexes). Cinq zones de force se dessinent. Sur ces cinq zones, quatre font partie des zones de forte implantation de la LCR (notons que l'échelle des zones d'implantation pour la LCR ne va que jusqu'à 4, voir la carte). On retrouve parmi ces zones de force Paris et la région parisienne, ainsi que la région Rhône-Alpes. Or, on peut penser qu'il

⁷⁹ *Ibid*, p. 5.

⁸⁰ Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988, p. 291 (carte en annexes).

n'est pas étonnant, pour des organisations à caractère national, de trouver une implantation particulièrement forte dans ces régions. Mais, la corrélation observée va bien au-delà et se confirme lorsqu'on regarde au niveau plus fin des départements.

Pour **Paris et la région parisienne**, on observe que cette zone, qui est aussi la première zone de force pour la LCR, est entièrement classée en 6 pour le P.S.U. De plus, au **nord-ouest de la région Ile-de-France**, quatre autres départements se distinguent en position 5 : la Seine-Maritime, la Somme, l'Oise et le Calvados. Dans le cas de la LCR, il s'agit aussi de zones de forte implantation militante, voire très forte pour la Seine-Maritime (en position 2 et 3).

Puis, se distingue clairement une seconde zone de force pour le P.S.U, en **Bretagne**. Cette zone est aussi une zone de force de la LCR. Dans le détail pour le PSU, on a Le Finistère, les Côtes-d'Armor, la Loire-Atlantique, qui sont en position 6. L'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire, la Vienne et la Sarthe sont en 5. Sur ces 7 départements, 5 sont des zones de forte implantation pour la L.C.R (en 2 et 3 pour la Loire-Atlantique).

Ensuite, une troisième zone de force pour le PSU se dégage dans la région du **Toulousain**, zone de force historique de la LCR. Dans le détail, on distingue une zone regroupant la Haute-Garonne, le Gers (en 6), le Tarn-et-Garonne (en 5), et les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées (en 4). Toulouse et la Haute-Garonne sont une zone de force historique pour la LCR (en 4), mais celle-ci est aussi présente sur les

quatre autres départements, en 1 seulement pour le Gers et le Tarn-et-Garonne, en 2 pour les deux restants.

Une quatrième zone se détache en **Rhône-Alpes**. Cinq départements sont classés en 6 pour le PSU et sur ces cinq, deux sont des départements de très forte implantation pour la LCR (en 3), le Rhône et l'Isère. Un autre est en position 2 pour la LCR, mais on note que la LCR est seulement en position 1 dans la Loire et est absente dans les Alpes-de-Haute-Provence. Nous avançons plus loin une explication à cette absence qui nous permet de maintenir notre hypothèse de travail. Toujours dans cette zone, le Puy-de-Dôme et l'Ardèche sont en 5, alors que le Puy-de-Dôme est une zone de bonne implantation pour la LCR (en 2). Si cette région est donc bien aussi une zone de force de la LCR en termes d'implantation militante, on peut noter que 3 départements constituent une exception du point de vue de la LCR.

Enfin, dernière zone de force, la **Franche-Comté**. Seule cette zone ne peut être considérée comme une zone de force de la LCR. Si la Meurthe-et-Moselle et la Côte-d'Or sont en 5 pour le PSU et en 2 pour la LCR (donc ici, une corrélation existe), les autres départements, notamment le Doubs, le Jura et la Haute-Saône sont des zones de faible implantation pour la LCR.

Ces deux cartes ne correspondent donc pas parfaitement. Notre hypothèse doit-elle pour autant être invalidée ? Nous ne le pensons pas car, en réalité, l'hypothèse que nous avançons est que l'héritage politique

du P.S.U se divise aujourd'hui entre deux partis politiques : la Ligue Communiste Révolutionnaire et le parti des Verts. Et effectivement, si les zones de force des cartes citées ci-dessus ne correspondent pas parfaitement, les zones manquantes font parties des zones de force du courant écologiste telles qu'établies par Bon et Cheylan pour la période 1974-1984⁸¹ (voir carte en annexes). Ainsi, la région Franche-Comté qui nous pose le plus de problème, est une zone de force du courant écologiste : le Doubs et le Jura notamment, sont en position 6. En région Rhône-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence sont pour le courant écologiste en position 6, la Loire et l'Ardèche en 5 et en 4. Alors que l'Est de la France apparaît comme une zone de relative faiblesse de l'implantation de la LCR, elle représente clairement une zone de force pour le courant écologiste, à l'est du couloir Paris-Lyon-Marseille. A l'époque, ce courant écologiste comprend plusieurs organisations politiques. Il est représenté aujourd'hui par le seul parti des Verts. Mais le premier tour de l'élection présidentielle de 2002, avec les deux candidatures écologistes (celle de Noël Mamère pour les Verts et celle de Corinne Lepage) a confirmé la permanence de ce champ de force⁸².

⁸¹ *Ibid*, p. 299.

⁸² Se reporter aux cartes 9 et 11 qui figurent dans l'ouvrage de Pascal PERRINEAU et Colette YSMAL (dir.), *Le vote de tous les refus : les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 417 et 419.

Pour mieux comprendre la pertinence de cette hypothèse, un rappel de ce qu'a été le P.S.U est utile⁸³. Il est fondé le 3 avril 1960, au Congrès d'unification à Issy-les-Moulineaux, par les représentants de trois organisations, le PSA⁸⁴, l'UGS⁸⁵ et « Tribune du Communisme »⁸⁶. Ils adoptent à cette occasion la charte du nouveau parti basée sur l'analyse marxiste de la société. Le PSU est resté longtemps divisé et hétérogène. Il rassemble des militants qui se regroupent en 1971 en quatre tendances, mais qui sont unis par des refus : refus des organisations de la « gauche traditionnelle » (SFIO et PCF), refus de la guerre d'Algérie, refus du régime gaulliste. Près de la moitié des adhérents « viennent » de mai 1968. Le PSU se revendique de la lutte de classe et sa stratégie vise « la constitution d'une force révolutionnaire autonome par rapport au Parti Socialiste et au Parti Communiste »⁸⁷. Tout en affirmant « le rôle moteur et dirigeant des travailleurs de l'industrie », il insiste sur l'importance d'autres formes de luttes, en particulier dans les couches intellectuelles,

⁸³ Cf. Martine BARTHELEMY, Patrick DELALEAU, Jean-François VALLET, *Les Partis d'Extrême-Gauche*, Rapport (non daté).

⁸⁴ Le PSA est créé en 1958 par des dissidents socialistes (comme D. Mayer) et radicaux (comme Pierre Mendès France), cf. Eric AGRIKOLIANSKY, *Les partis politiques en France au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p.70.

⁸⁵ L'Union de la gauche socialiste est fondée en 1957. Les chrétiens de gauche de l'UGS défendent un catholicisme social à résonance marxiste, cf. Eric AGRIKOLIANSKY, *Ibid.*

⁸⁶ Tribune du Communisme est composé d'ex-communistes, critiques à l'égard du P.C.F, cf. Eric AGRIKOLIANSKY, *Les partis politiques en France au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p.70.

⁸⁷ Martine BARTHELEMY, Patrick DELALEAU, Jean-François VALLET, *Les Partis d'Extrême-Gauche*, Rapport (non daté), p.12.

celles concernant le mode de vie. Les thèmes-clés du PSU sont ainsi définis⁸⁸ : unité avec les travailleurs immigrés, lutte contre la hiérarchie pour le contrôle ouvrier, lutte contre le développement inégal des régions, lutte des paysans pour la propriété collective, lutte contre le système d'éducation et de formation, lutte pour l'émancipation de la femme et de la jeunesse, lutte contre la dégradation du cadre de vie et des transports, autogestion. On voit bien qu'à côté des revendications « traditionnelles » de l'extrême gauche, plus focalisées sur les conditions économiques et sociales d'existence, d'autres revendications, que l'on peut qualifier de « post-matérialistes » en reprenant l'expression consacrée par Ronald Inglehart, occupent une place tout aussi centrale. Ces revendications défendent des valeurs de type humaniste et intellectuel. Et on peut distinguer ici deux courants, le premier se situant plus dans la mouvance de l'extrême gauche traditionnelle (dont la tendance qualifiée de « trotskyste » au sein du PSU est représentative⁸⁹), le second plus axé sur des revendications de type post-matérialiste, dont les Verts actuels sont les héritiers.

Enfin, la validité de notre hypothèse pourrait être contestée sous un autre angle. Constaté une implantation similaire entre le P.S.U et la L.C.R de 2003 pourrait sembler aller de soi. En effet, les deux

⁸⁸ Cf. M. BARTHELEMY, P. DELALEAU, J-F VALLET, *Ibid.*

⁸⁹ Cette tendance regroupe autour de M. Kergoat et Simon, les militants attachés aux problèmes d'organisation du parti révolutionnaire. Certains ont d'ailleurs, par la suite, rejoint la Ligue Communiste.

organisations sont ou ont été implantées dans une large zone périphérique, en particulier sur les grandes agglomérations. Le centre rural de la France constitue leur zone de faiblesse. Or, n'est-il pas toujours plus facile pour un parti politique de gauche de s'implanter dans de telles zones ? Dans ce cas, nous devrions trouver approximativement la même carte de champ de force pour tous les partis de gauche. Or, il nous suffit d'examiner la carte du champ de force du P.C.F (voir en annexes) pour pouvoir réfuter cette objection. Les trois grands bastions du PCF entre 1958 et 1986 sont localisés sur le quart nord du bassin parisien (jusqu'à Dunkerque), sur le Midi méditerranéen et à l'ouest et au nord du massif central.

Pousser plus avant l'analyse des variables qui, au niveau national, peuvent expliquer la plus ou moins bonne implantation de la LCR selon les départements, constituerait un travail trop ambitieux dans le cadre de cette recherche. Toutefois, à ce stade de l'analyse, il est possible d'adopter une focale restreinte, en se concentrant sur trois départements. Deux d'entre eux ont été retenus car ils présentent des caractéristiques de type sociologique très différentes. Ils se situent à l'extrême nord et à l'extrême sud de la France : le département du Nord et celui de l'Hérault. Le troisième département, la Loire-Atlantique, a été choisi car il rassemble en son sein deux villes qui reproduisent les mêmes différences, de type sociologique, que l'on observe entre le Nord et l'Hérault. L'attention doit être concentrée sur les grandes villes des départements

considérés, où la LCR est implantée : Lille pour le département du Nord, Montpellier pour celui de l'Hérault, Nantes et Saint-Nazaire pour le département de la Loire-Atlantique.

2. Analyse au niveau « micro » :

Au niveau départemental, l'analyse de l'implantation de la L.C.R est intrinsèquement liée à celle de l'implantation d'une autre organisation, Lutte Ouvrière. En effet, le nouvel espace occupé par l'extrême gauche en France est divisé entre ces deux organisations pour l'essentiel. Il convient donc d'aborder la question de l'implantation relative de la L.C.R par rapport à L.O.

Dans le cadre de cette « étude de cas », une seule variable est prise en compte, celle de type sociologique et culturel. Nous souhaitons ici tester l'hypothèse avancée en amont : la LCR se développe mieux dans des zones ayant des caractéristiques de population particulières. Ces zones se spécifient selon nous par une sur-représentation d'une population que nous qualifierons de "type NMS"⁹⁰ (plus jeune, urbaine, de classes moyennes ou supérieures ...). Nous avons déjà avancé une explication pour rendre compte de l'attrait qu'exerce la LCR auprès de cette population. Mais la reprise de cette variable est pertinente pour expliquer

⁹⁰ « Nouveaux Mouvements Sociaux » : Appellation que nous retiendrons par la suite par commodité pour désigner ce type de population.

un autre phénomène (corrélé au précédent), celui du rapport de force à l'intérieur même de l'extrême gauche, entre la LCR et LO. Nous avons retenu trois départements qui ont été choisis pour leurs caractéristiques sociologiques. Précisons d'ailleurs que notre démarche consiste plus exactement à comparer deux départements aux traits différents : **le Nord** et **l'Hérault**, le troisième département (**la Loire-Atlantique**) permettant une vérification.

Ce rapport de force, et donc la plus ou moins bonne implantation de la LCR au niveau local, est directement lié au type de population en présence, cette population étant, en fonction de ses caractéristiques sociales notamment, plus ou moins sensible et réceptive à l'un ou l'autre de ces deux grands courants de la gauche : "Gauche ouvrière" / "Gauche de mouvement". On a parfois pu distinguer ces deux courants en les rattachant à deux grandes figures historiques du courant socialiste : Jean Jaurès et Jules Guesde. Le premier aurait défendu l'option « Gauche de mouvement » : une gauche « morale », se fixant pour objectif le changement de toute la société en portant la question de l'émancipation sociale sur l'ensemble des terrains. Le second aurait défendu une stratégie plus classique, basée sur la défense de la classe ouvrière avant tout, donc l'option « Gauche ouvrière ». Guesde et Jaurès développent tous deux une analyse marxiste du capitalisme et de l'émancipation du prolétariat par la lutte de classe et la révolution, mais la tendance Guesdiste se caractérise par une lecture intransigeante de la théorie

marxiste, excluant toute alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie progressiste. Le second se distingue par ses prises de position en faveur du capitaine Dreyfus, démontrant par là une volonté de porter la question de l'émancipation sociale sur d'autres terrains que la seule défense des travailleurs. A propos de l'affaire Dreyfus, Jaurès déclara justement lors d'un grand débat organisé à Lille, le 26 novembre 1900 : « Il y a des heures où il est de l'intérêt du prolétariat d'empêcher une trop violente dégradation intellectuelle et morale de la bourgeoisie elle-même (...). C'est parce que dans cette bataille le prolétariat a rempli son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité, (...) [qu'il] est devenu dans cette crise le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre »⁹¹. La réponse de Jules Guesde laissa entrevoir le fossé entre ces deux orientations : « Il a suffi qu'une première fois le parti socialiste quittât fragmentairement son terrain de classe ; il a suffi qu'un jour il nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie, pour que sur cette pente glissante il menace de rouler jusqu'au bout. Pour une œuvre de justice et de réparation individuelle, il s'est mêlé à la classe ennemie... »⁹². Ce rappel historique éclaire la distinction entre un courant gauche ouvrière et un autre courant gauche de mouvement. Cette distinction permet de rendre compte du rapport de force entre L.O et la LCR.

⁹¹ Cf. « Les deux méthodes », in : *Le grand débat. Jaurès – Lafargue – Guesde*, Le Temps des Cerises, 1994, p. 110, 115.

⁹² *Ibid.*, p. 150-151.

Pour cette comparaison, l'analyse porte sur les villes où la LCR est implantée : Lille pour le Nord, Montpellier pour l'Hérault, Nantes et Saint-Nazaire pour la Loire-Atlantique. Mais, il faut parfois se contenter de données établies au niveau départemental. En effet, les publications de l'INSEE ne fournissent pas, pour certaines données (comme la répartition par C.S.P), de chiffres à un niveau plus fin. Si les départements du Nord et de l'Hérault sont très inégaux en taille de population (2 554 449 habitants dans le Nord, 896 909 pour l'Hérault), Lille et Montpellier sont elles, deux villes de taille approximativement équivalente (Lille= 184 657 hab. / Montpellier= 225 392 hab.).

Si l'on observe le taux des 20-39 ans, on ne distingue pas de différence notoire. Ils représentent 29,6 % de la population dans le Nord et 28,7 % dans l'Hérault. Le département du Nord et celui de l'Hérault ont d'autres caractéristiques communes. Tous deux font partie de régions en crise. Le Languedoc- Roussillon est une « région en crise, sans aucun doute : elle aligne le taux le plus élevé de chômage en France, les plus bas salaires, la sous-industrialisation la plus évidente, la proportion la plus élevée de petites entreprises »⁹³. La région du Nord-Pas-de-Calais, après avoir été le pilier de la première révolution industrielle en France (celle du charbon et de l'acier), a été foudroyée par l'effondrement de ces activités

⁹³ Armand FREMONT, *Portrait de la France : villes et régions*, Paris, Flammarion, 2001, p. 352.

et de celles qui leur étaient connexes. La région « s'inscrit dans les taux de chômage parmi les plus élevés de France et d'Europe, elle dispose des revenus moyens les plus faibles, avec des transferts sociaux très importants »⁹⁴.

Pourtant, ces deux départements, et plus encore les villes comparées, se distinguent clairement. Tout d'abord au niveau du département, la répartition de la population active ayant un emploi, par CSP, laisse apparaître une structure sociale bien différente :

Population active ayant un emploi / CSP :

(en %)						
CSP	Agric/ Expl	Artisans	Cadres	Prof. Interm	Employés	Ouvriers
Nord	1,2	5	11,6	24,1	28,6	29,5
Hérault	2,6	8,7	14,7	24,3	31,1	18,6

Source : tableau établi sur la base des données de l'INSEE, *Tableaux références et analyses*, Recensement de la population de 1999.

On note une sur-représentation de la population ouvrière dans le Nord (plus de 10 points d'écart par rapport à l'Hérault). Les cadres et employés, ainsi que les petits commerçants, sont sur-représentés dans l'Hérault. Le département de l'Hérault se caractérise donc par une sur-représentation des catégories moyennes et supérieures par rapport au

⁹⁴ *Ibid*, p. 528.

département du Nord, qui lui, se distingue par une nette sur-représentation de la catégorie « ouvriers ».

Au niveau encore plus fin des villes, on peut repérer ces mêmes différences. La ville de Montpellier a toujours été caractérisée par une faible industrialisation. Elle est historiquement « très liée par ses élites à la rente viticole, à l'exercice du droit et de la médecine, au petit commerce et aux services de faible envergure »⁹⁵. Mais cette capitale régionale a été promue par la grande mutation économique et sociale d'une région qui, « de terrienne et viticole dans ses traditions, est devenue touristique et logistique dans ses activités motrices »⁹⁶. La ville de Montpellier se caractérise par un fort poids du secteur tertiaire, par celui de la recherche scientifique, son aspect universitaire et par ses activités de technopôle urbain. Montpellier est une ville socialement privilégiée, dans laquelle les catégories supérieures et moyennes sont sur-représentées par rapport à la moyenne nationale.

A Lille, ces catégories sont aussi sur-représentées par rapport aux niveaux du département. Mais, comme le souligne Armand Frémont, cette ville « peut être présentée comme le symbole de la crise profonde de la région du Nord-Pas-de-Calais à laquelle la ville est profondément liée, avec le chômage et les quartiers tristes du sud de la cité et des

⁹⁵ Armand FREMONT, *Portrait de la France : villes et régions*, Paris, Flammarion, 2001, p. 478.

⁹⁶ *Ibid* p.478.

proches faubourgs, les friches industrielles, les désarrois d'une société dont les fondements économiques ont été détruits au cours des trente dernières années »⁹⁷. De plus, le poids des étudiants dans la population des agglomérations universitaires est plus important à Montpellier qu'à Lille (de 12,3 à 38,6 étudiants pour 100 habitants en 1989-1990 à Montpellier ; de 9,4 à 10,7 à Lille)⁹⁸.

Or, ces caractéristiques sociologiques différentes peuvent expliquer pourquoi le rapport de force au sein de l'extrême gauche est en faveur de LO dans le Nord et en faveur de la LCR dans l'Hérault. Là où la population ouvrière est la plus importante, LO occupe la première place car cette population est plus sensible aux revendications de l'extrême gauche traditionnelle. Au contraire, il semble que là où une population que nous avons précédemment choisi de qualifier de « type NMS » est sur-représentée, la LCR apparaît comme une force politique plus attrayante et tend alors à occuper le devant de la scène.

Pour établir ces rapports de force, nous nous sommes basée à la fois sur des données électorales (les municipales de 2001 et le premier tour de la présidentielle de 2002, qui sont les deux seules élections pertinentes pour la LCR, puisqu'en 1999, les listes sont communes avec LO), et sur des

⁹⁷ *Ibid*, p. 371.

⁹⁸ Données tirées de : Armand FREMONT, *Atlas des villes universitaires*, Paris, La Documentation française, 1992.

informations transmises par des militants de la LCR, pour pouvoir recouper les scores aux élections avec des renseignements sur l'implantation militante de LO. Or, dans le cas de ces trois départements, il y a une corrélation entre le rapport de force du point de vue électoral et le rapport de force militant sur le terrain.

A Montpellier tout d'abord, la LCR progresse régulièrement aux élections. Qu'il s'agisse des municipales de 2001 ou bien du premier tour des élections présidentielles, la LCR est en très bonne place face à LO. Aux municipales de 2001, l'extrême gauche cumule 8,1 % des suffrages exprimés (trois listes sont présentes : LO, LCR, PT), avec un net avantage à la liste 100 % à gauche menée par la LCR (4,7 %). Cette liste rassemble d'ailleurs des acteurs du mouvement social et associatif, aux côtés des militants de la LCR. A Montpellier, la LCR « monte scrutin après scrutin et prend racine dans un vote intellectuel et contestataire, largement centré dans le grand centre de la ville »⁹⁹. Lors des élections du 21 avril, alors que dans l'Hérault, A. Laguiller devance d'un peu moins d'un point le candidat de la LCR (4,94 % des suffrages exprimés pour LO, contre 4,03 % pour la LCR), la LCR fait quasiment jeu égal avec LO à Montpellier (O. Besancenot rassemble 4,55 % des voix, contre 4,74 % pour A. Laguiller). D'un point de vue des effectifs militants aussi, la LCR

⁹⁹ François BARAIZE, Emmanuel NEGRIER, « Montpellier. Victoire à domicile... », in : *Le vote des villes. Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001*, B. DOLEZ, A. LAURENT (ss Dir.), Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

enregistre une forte hausse à Montpellier, notamment après le 21 avril 2002. Et l'implantation militante de LO est relativement plus faible. Il semble ainsi qu'à Montpellier, la LCR apparaisse comme une organisation très attractive dans le champ de l'extrême gauche.

A Lille, au contraire, la progression de l'extrême gauche se fait à l'avantage de LO. Aux municipales de 2001, trois listes d'extrême gauche sont présentes et recueillent 9,4 % des suffrages exprimés. LO est bien en tête avec 5,4 %, puis la LCR avec 3,3 % et le PT, 0,7 %. A la présidentielle, c'est le même rapport de force en faveur de LO que l'on observe : Dans le Nord, Laguiller (7,24 %) arrive très largement devant Besancenot (4,23 %). A Lille, LO devance encore la LCR (6,2 % contre 4,71 % des s.e). Par ailleurs, le département du Nord est un de ceux où LO est bien implantée en termes d'effectifs militants.

Les caractéristiques sociologiques des deux villes sont donc pertinentes pour expliquer l'état du rapport de force à l'extrême gauche entre LO et la LCR. Mais, au-delà des facteurs sociologiques évoqués, sont en jeu des référents culturels, ainsi que des croyances, des traditions politiques. Les villes qui rassemblent une part importante de populations ouvrières seraient plus réceptives à des thématiques de type « gauche ouvrière » (où les questions d'ordre économique et social sont prépondérantes). Cet aspect expliquerait la position actuelle, relativement moins bonne (par rapport à LO) de la LCR dans ces villes. Les villes marquées par une

forte proportion de catégories supérieures et intermédiaires seraient quant à elles plus sensibles aux thématiques développées par la LCR aujourd'hui, mêlant des revendications économiques et sociales en faveur des travailleurs, mais aussi des revendications de type post-matérialiste (alter-mondialisation, droits des femmes, des minorités, écologie, anti-racisme ...) dans la mouvance « Gauche de Mouvement ».

La nouveauté de la dernière élection présidentielle est par ailleurs que la LCR semble tendre à joindre les deux puisqu'elle enregistre une forte progression dans des zones jusque-là sous hégémonie du PC et de LO.

Il est intéressant de tester ce résultat en analysant la situation sur un troisième département : celui de la Loire-Atlantique où il existe deux sections: une à Nantes et l'autre à Saint-Nazaire. Ce département a ainsi la particularité de rassembler en son sein deux villes présentant les mêmes caractéristiques fortes que les deux villes précédemment étudiées. Les caractéristiques de type sociologique de la ville de Nantes se rapprochent beaucoup de celles de la ville de Montpellier. Ville bourgeoise et ville étudiante (elle est le deuxième pôle universitaire de l'Ouest de la France après Rennes). A Nantes aujourd'hui, "on mise avant tout sur le secteur tertiaire, sur les affaires nantaises, mais aussi sur des services décentralisés, en un palmarès déjà très enviable: la SNCF, les Affaires étrangères, l'état civil, la Poste, Bouygues, Inter Mutuelles

Assistance se sont, parmi d'autres, installés ici"¹⁰⁰. A l'opposé, Saint-Nazaire, la ville industrielle, accueille les chantiers de construction navale (les chantiers d'Alstom-Atlantique). La population ouvrière y est prédominante. Comme le souligne Armand Frémont, " employant des milliers d'ouvriers, venus de la Brière toute proche ou de tous les horizons de l'Europe prolétarienne, les chantiers de Penhoët furent un lieu de haute qualification ouvrière en même temps qu'un foyer révolutionnaire très marqué par l'anarcho-syndicalisme".¹⁰¹

Nous ne pouvons malheureusement pas confirmer ces observations en comparant la structure de la population par CSP de la ville de Nantes et de celle de Saint-Nazaire, car l'INSEE ne publie que des données départementales. Mais nous pouvons avancer que Nantes présente un profil sociologique relativement similaire à Montpellier et que Saint-Nazaire serait plus proche de Lille en ce qui concerne la caractéristique de sur-représentation de la population ouvrière. Or, ces deux villes se distinguent clairement du point de vue du rapport de force interne dans l'espace politique d'extrême gauche.

Prenons par exemple les résultats obtenus par la LCR et par LO au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Au niveau départemental, A. Laguiller arrive en tête avec 6,31 % des suffrages

¹⁰⁰ Armand FREMONT, *Portrait de la France : villes et régions*, Paris, Flammarion, 2001, p. 504.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 698.

exprimés, contre 5,48 % obtenus par O. Besancenot. A Nantes, le rapport de force s'inverse et c'est le candidat de la LCR qui devance LO avec 5,34 % contre 5,18 % des voix. Mais à Saint-Nazaire, le rapport de force est, dans une large proportion, à l'avantage de LO qui y réalise 8,06 %, contre 5,59 % pour la LCR.

On note d'ailleurs la sur-représentation du vote d'extrême gauche sur ces villes (au niveau national, LO a obtenu 5,72 % et la LCR 4,25 %). Laguiller et Besancenot ont ensemble un résultat quatre fois supérieur à celui du Parti Communiste (malgré une implantation ancienne de celui-ci dans la basse Loire). Nos informations sur l'implantation militante de la LCR et de LO sur ces villes confirment ces rapports de force. Saint-Nazaire est effectivement une vieille zone d'implantation de LO. Ses effectifs militants y sont nombreux. Mais l'implantation de Lutte Ouvrière à Nantes est beaucoup moins importante. Ainsi, notre « département-test » tend à confirmer notre hypothèse.

* * *

Nous avons donc arrêté trois types de variables. La première, de type historique, fait référence à des facteurs structurels et met en jeu la notion de rémanence : le rôle des structures de rémanence pour un parti politique, la question de la rémanence dans le champ politique... Ces variables font appel à la notion de « *path dependency* » et tentent

d'expliquer l'implantation actuelle en éclairant le cheminement long qui en rend compte. La seconde, de type sociologique et culturel, repose sur une hypothèse que nous avançons. La L.C.R bénéficie aujourd'hui d'avoir investi le terrain des mouvements sociaux, se distinguant en cela nettement de Lutte Ouvrière. Ce faisant, elle est devenue l'organisation « en pointe » sur ce terrain. Or, avec le développement du mouvement alter-mondialiste, ces thématiques sont devenues un enjeu important pour une part de la population (population dont on a souligné les caractéristiques) pour laquelle la L.C.R devient potentiellement plus attrayante. La vague d'adhésion de l'après 21 avril 2002 ne se réduit pas à cet « effet NMS », loin de là¹⁰², mais nous avançons l'hypothèse que cet élément est un facteur explicatif possible. Enfin, notre troisième variable, de type historique et culturel, fait appel à la notion de tradition politique. Nous pensons qu'il est possible d'avancer l'idée d'une tradition politique d'extrême gauche dans certains territoires (en l'occurrence celle du P.S.U), qui pourrait expliquer que l'implantation de la L.C.R soit plus forte dans ces lieux.

Le travail sur ces variables demande donc à être approfondi, en particulier pour tester la validité de notre hypothèse sur : « Gauche

¹⁰² Les entretiens que nous avons menés dans le cadre de cette recherche, auprès de militants de la L.C.R, révèlent effectivement l'importance d'autres thématiques, comme celle de la justice sociale, qui s'avèrent être au cœur de l'engagement de ces militants. Pour un développement sur cette question, nous renvoyons aux chapitres V et VI de la seconde partie (notamment la sous-partie 1 du chap. VI).

ouvrière » / « Gauche de mouvement ». En effet, la nouveauté de l'élection présidentielle de 2002 vient notamment du fait que pour la première fois, la L.C.R. marque des points dans des zones où L.O. était « hégémonique » sur l'espace de l'extrême gauche. La L.C.R. semble ainsi progresser aussi sur des terres de type « Gauche ouvrière » et nos entretiens, réalisés auprès de militants de la L.C.R., montrent qu'elle s'est révélée particulièrement attractive auprès d'une population d'un autre type : chômeurs, précaires et plus largement, une population attirée à la L.C.R. par la thématique de la justice sociale, de la lutte contre la précarité...

Or, l'enjeu à l'avenir, pour les partis d'extrême gauche, se situe justement là. Face à la crise du Parti Communiste français, l'organisation qui sera capable de réaliser la fusion entre ces deux tendances¹⁰³ pourrait bien devenir « hégémonique » sur l'espace de « la gauche de la gauche ».

¹⁰³ Comme ce fut le cas du Parti Communiste dans les années 50.

DEUXIEME PARTIE :

DU CÔTE DE LA DEMANDE POLITIQUE : LES MILITANTS

CHAPITRE III :

La L.C.R en 2003 : un profil socio-démographique à part.

« Les fichiers d'adhérents restent [en France] un secret de parti et, de ce fait, inaccessibles, à la différence de ce qui prévaut à l'étranger, aux chercheurs. Ceux-ci sont donc soumis aux déclarations incontrôlables des formations politiques pour lesquelles le nombre d'adhérents mesure la force supposée de l'organisation et est l'objet de la compétition entre entreprises politiques. On est donc réduit à des estimations dont la logique est différente selon les partis, selon les moments et les sources disponibles »¹⁰⁴. Les travaux d'Annie Kriegel, de Pierre Buton et François Platone sur le Parti Communiste, constituent une exception en fournissant des données fiables et continues sur les adhérents communistes. Quant au Parti Socialiste, le nombre et la répartition des mandats par fédération aux congrès nationaux fournissent des sources à

¹⁰⁴ Colette YSMAL : « Transformations du militantisme et déclin des partis », in : *L'Engagement politique : déclin ou mutation ?*, PERRINEAU Pascal (dir.), Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 46.

peu près sûres. Mais, comme le souligne Colette Ysmal, « rien de tel n'existe pour les [...] petits partis », et notamment, pour les « mouvements d'extrême gauche trotskystes ou maoïstes [...] sur lesquels plane le mystère le plus absolu »¹⁰⁵. Si le nombre des adhérents des formations politiques d'extrême gauche reste un mystère, l'inconnue la plus totale plane *a fortiori* sur la composition sociologique de ces partis.

La mise en place de cartes d'adhérents, après l'élection présidentielle d'avril 2002, à la Ligue Communiste Révolutionnaire, représente de ce fait une petite « révolution ». La décision de la L.C.R d'instaurer de telles cartes, et peut-être surtout le fait qu'elle accepte d'en ouvrir l'accès, constitue déjà en soi un signe des « bouleversements de l'identité » de ce collectif. Ces cartes officialisent en quelque sorte la rupture avec une époque de fonctionnement basé sur des principes de semi-clandestinité, qui avait prévalu dans la période 68-75. A cette époque, « chaque cellule a un nom, chaque militant un pseudonyme. [...] Il faut voir dans cette pratique des pseudonymes [...] une façon de se situer parmi les héritiers du parti bolchévik, mais [aussi une façon de] créer une connivence entre militants [qui] introduisait un brin de fantaisie dans une vie militante plutôt austère. Mais c'était aussi une manière de rendre plus difficile la tâche de la police pour identifier les militants »¹⁰⁶. « La lutte contre

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.47.

¹⁰⁶ Jean-Paul SALLES, *La Ligue Communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après Mai 68*, Mémoire de DEA Histoire et Civilisations, Université de Poitiers, octobre 1999, p.50-51.

l'infiltration policière n'est pas une obsession, mais un souci réel »¹⁰⁷ durant cette période de fortes tensions politiques (la J.C.R.¹⁰⁸ et la L.C.¹⁰⁹ furent toutes deux dissoutes, à la suite de leur interdiction respective en 1968 et 1973). Ces éléments expliquent que cette caractéristique du fonctionnement soit en général partagée par les organisations politiques d'extrême gauche, qui, pour certaines d'entre elles, ne l'ont toujours pas abandonné¹¹⁰. Tous ces aspects concourent à expliquer l'absence de toute étude de type scientifique sur la composition sociologique des partis de l'extrême gauche trotskyste.

Sur la base des talons de cartes d'adhérents, nous avons donc pu établir un fichier regroupant les informations suivantes : âge, sexe, profession et localisation géographique¹¹¹ (section/ fédération). Ce fichier comporte 1800 cartes¹¹². Cette base statistique, inédite, permet de questionner les « bouleversements de l'identité du collectif », à travers le prisme de sa composition sociologique. Y a-t-il une éventuelle spécificité de l'extrême gauche, en termes de composition socio-démographique, en

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.51.

¹⁰⁸ Jeunesse Communiste Révolutionnaire.

¹⁰⁹ Ligue Communiste.

¹¹⁰ C'est le cas notamment pour Lutte Ouvrière.

¹¹¹ Cet aspect a fait l'objet d'un traitement spécifique sur la dynamique de l'implantation partisane de la L.C.R. sur le territoire national, qui figure au chapitre II de la première partie.

¹¹² Il faut préciser que nous disposons de la toute première version des cartes d'adhérents. Toutes ne sont pas remontées au niveau des instances nationales, mais les 1800 cartes que nous avons traitées constituent néanmoins une base représentative de l'ensemble des militants de la L.C.R.

comparaison notamment avec celle des partis de la gauche traditionnelle, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et les Verts ?

Peut-on mettre en évidence certaines particularités du profil des militants qui composent aujourd'hui la L.C.R. ? Du point de vue démographique, sont-ils plus jeunes que dans les autres partis ? Comme le soulignent Nonna Mayer et Pascal Perrineau, l'âge joue un rôle important dans la détermination du niveau de « potentiel protestataire » des individus : « 66 % des citoyens de moins de 40 ans ont un fort « potentiel protestataire » contre seulement 35 % des plus de 40 ans »¹¹³. Or le militantisme dans un parti politique d'extrême gauche, notamment à la L.C.R., a cette caractéristique d'être plus proche de formes d'action de type protestataire que de type conventionnel¹¹⁴. Peut-on, par ailleurs, mettre en évidence un poids de la population masculine plus important, que pourrait expliquer l'attrait pour l'action directe ? L'analyse des cartes d'adhérents permet enfin d'évaluer une éventuelle sur-représentation des couches sociales précarisées, tout du moins en comparaison avec leur poids dans les formations de la gauche institutionnelle. Et de manière générale, la L.C.R. a-t-elle tendance à attirer plus que les autres partis de la gauche traditionnelle les couches populaires (ouvriers, employés) ?

¹¹³ Nonna MAYER, Pascal PERRINEAU, *Les comportements politiques*, Paris, A.Colin, 1992, p.134.

¹¹⁴ On peut citer en exemple quelques actions « coup de poing » menées ces dernières années, notamment le jeté de yaourts sur la façade du siège du Medef après les licenciements chez Danone, la vitrine du siège social d'Aéroflot recouverte de peinture rouge pour protester contre la politique du gouvernement russe en Tchétchénie...

Notre analyse ne révèle pas de spécificité de la répartition par sexe. En revanche, la composition sociologique de la L.C.R la différencie du P.C, du P.S et des Verts. Et surtout, sa structure par âge distingue radicalement cette organisation : sa pyramide des âges est inversée par rapport à celle des partis de la gauche traditionnelle.

1. Les femmes, toujours sous-représentées :

La répartition par sexe ne distingue pas la L.C.R des partis de la gauche traditionnelle (voir graphiques en annexes). Contrairement à une idée reçue, cette organisation ne se caractérise pas par un poids plus important de la population masculine, que l'attrait pour « l'action directe » expliquerait. Les hommes représentent 66,6 % des effectifs de la L.C.R, les femmes ne constituent donc qu'un tiers des militants (soit 33,4 %). On peut plutôt, *a contrario*, souligner le fait que la proportion de femmes n'est pas plus élevée que dans les autres partis de gauche, alors que la dimension féministe est un axe prioritaire dans le programme de cette organisation. La constatation de l'incapacité des partis de gauche à susciter l'adhésion des femmes peut donc aussi être faite pour l'extrême gauche. Leur proportion à la L.C.R est tout de même supérieure de près de 7 points par rapport au Parti Socialiste (qui compte seulement 26 %

de femmes parmi ses militants en 1998¹¹⁵). Mais, elle est quasiment identique à celle des Verts (31 % des adhérents en 1998¹¹⁶) et près de 7 points inférieure à leur poids parmi les adhérents communistes (40 % de femmes en 1998¹¹⁷). On peut rappeler qu'au dernier recensement, les femmes représentaient 51 % de la population globale¹¹⁸, elles sont donc très fortement sous-représentées parmi les effectifs militants des partis de gauche, autant que parmi ceux de l'extrême gauche.

2. Une composition sociologique à mi-chemin entre le P.C d'une part et le P.S et les Verts d'autre part :

L'analyse de la composition par catégories professionnelles de la L.C.R en 2003 met en évidence une structure sociale à mi-chemin entre Parti Communiste d'un côté, et Parti Socialiste et Verts de l'autre.

Le tableau suivant synthétise les résultats de l'analyse effectuée sur la base du traitement des talons de cartes d'adhérents ¹¹⁹ de la L.C.R, en

¹¹⁵ Cf. Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 19.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Nous avons établi le tableau de la composition sociologique de la L.C.R en 2003 sur la base des talons de cartes d'adhérents effectivement renseignés pour la profession de l'adhérent. Le total sur lequel s'effectue nos calculs est de 1635 cartes. L'effectif est donc inférieur au nombre total des cartes d'adhérents (qui s'élève à 1800). Pour ce calcul, nous avons en effet choisi de mettre en valeurs manquantes, à la fois les cartes sur lesquelles l'information était manquante (soit

intégrant l'ensemble des catégories sociales représentées, étudiants et retraités compris :

(en %)

Composition sociologique de la L.C.R en 2003			
Catégories socioprofessionnelles	Décomposition en sous-catégories	Sous-total	Total
Agriculteurs exploitants			0,1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise			1,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	Enseignants du secondaire, du supérieur et du primaire	23	34,6
	Cadres du privé	2,7	
	Cadres de la FP	1,8	
	Professions information arts et spectacle	4	
	Professions libérales	1,8	
	Ingénieurs	1,3	
Professions intermédiaires	Professions intermédiaires (social)	10,1	19,9
	Professions intermédiaires (santé)	3,6	
	Techniciens	6,2	
Employés	Employés privé	7,3	15,3
	Employés FP	8	
Ouvriers			7,1
Elus / Permanents			0,8
Chômeurs / Précaires	Chômeurs	3,8	4,6
	Précaires	0,8	
Etudiants			11,8
Retraités			4,3

111 cartes), et celles dont l'information ne nous a pas permis de classer l'adhérent (54 cartes).

Le discours de la Ligue Communiste Révolutionnaire est particulièrement orienté vers les catégories les plus frappées par la crise économique et sociale : chômeurs, précaires, ouvriers et employés. On peut ainsi souligner le choix de présenter un « Plan d'urgence sociale » comme proposition phare de la campagne d'Olivier Besancenot pour les présidentielles de 2002. L'analyse des cartes révèle un poids important de ces catégories, puisqu'elles représentent 27 % des adhérents en 2003, soit plus du quart des effectifs militants. Bien que significatives, elles ne constituent pourtant pas la plus grosse part des adhérents. Ce décalage s'éclaire à la lumière du poids respectif de deux autres catégories : les enseignants et les professions intermédiaires. Les enseignants (du secondaire, du supérieur et les professeurs des écoles) constituent la catégorie sociale la mieux représentée, soit 23 % des adhérents en 2003. Les calculs sur la base des seuls actifs portent cette catégorie à près de 28 % des effectifs militants. Les professions intermédiaires du social et de la santé constituent, quant à elles, près de 14 % des adhérents (cette proportion passe à un peu plus de 16 % sur la base du calcul pour les seuls actifs). Educateurs, assistantes sociales, infirmiers, on retrouve parmi les professions intermédiaires, du social et de la santé, toutes « ces catégories particulièrement exposées à la petite misère que sont toutes les professions qui ont pour mission de traiter la grande misère ou d'en parler »¹²⁰. Ces hommes et ces femmes sont, de par leur profession, au

¹²⁰ Pierre BOURDIEU (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p.11.

contact quotidien de « la misère du monde »¹²¹. Or, on peut désormais dresser le même constat pour le corps des enseignants. La mobilisation du printemps 2003 a souligné la dégradation des conditions de travail des professeurs qui se retrouvent eux aussi confrontés à ce vécu de la misère sociale. On peut supposer que le discours développé par la L.C.R sur la défense des services publics (et tout particulièrement ceux de la santé et de l'éducation), sur la justice sociale, peut rendre compte du poids de ces catégories au sein des effectifs militants de ce parti.

Ces résultats permettent aussi de souligner le poids très important des salariés de la fonction publique dans les effectifs de la L.C.R¹²². Cette caractéristique se vérifie d'ailleurs aussi dans les partis de la gauche traditionnelle¹²³. Mais il est intéressant de noter, dans le cas de la L.C.R, une sur-représentation parmi ces salariés de la fonction publique des « secteurs en lutte » : éducation, social et santé. Ce sont les catégories de la fonction publique qui se sont le plus mobilisées ces dernières années. Le mouvement du printemps 2003 en témoigne une nouvelle fois

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Ils représentent au moins 40 % des effectifs militants, voire 53 % puisqu'une part importante des professions intermédiaires de la santé et du social pourraient bien relever de la fonction publique (éducateur PJJ, infirmier hospitalier...). La première version des cartes d'adhérents ne faisait pas figurer cette information précisément et les renseignements pour les professions ne sont souvent pas assez explicites pour pouvoir déterminer clairement si l'emploi relève de la fonction publique ou non.

¹²³ Les salariés du secteur public représentent 70 %, 59 % et 70 % de la population des actifs salariés, respectivement parmi les adhérents du P.C.F, du P.S et des Verts, cf. Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise

puisque les enseignants y ont joué un rôle moteur. Les personnels de la santé publique, bien que dans une moindre mesure, ont été eux aussi fortement mobilisés, et le sont d'ailleurs de manière récurrente depuis près de cinq ans.

Enfin, ces catégories sociales ont aussi en commun un certain niveau éducationnel. On peut supposer qu'elles peuvent se retrouver sur certains sujets d'intérêt commun, au-delà de la défense de leur secteur d'intervention : égalité hommes/femmes, internationalisme, écologie... Avec les étudiants, qui représentent près de 12 % de l'organisation, elles constituent en effet des catégories imprégnées de libéralisme culturel (« système de valeurs anti-autoritaires, valorisant l'autonomie et l'épanouissement individuels, reconnaissant à chacun le droit au libre choix de son mode de vie, et fondé sur le principe de l'égale valeur intrinsèque de tout être humain quels que soient sa race, sa religion, son sexe ou son rang social »¹²⁴). La proportion d'étudiants, bien que faible en rapport aux 84 % d'actifs, est pourtant significative comparativement à leur poids dans les formations de gauche traditionnelle. L'analyse de la composition sociologique de la L.C.R vient ainsi confirmer que la L.C.R est devenue une formation particulièrement attractive pour une

SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.31.

¹²⁴ Gérard GRUNBERG, Etienne SCHWEISGUTH, « Libéralisme culturel et libéralisme économique », in : *L'électeur français en questions*, BOY Daniel, MAYER Nonna, (dir.), Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques/CEVIPOF, 1990, p. 45.

population jeune et étudiante, investie dans diverses organisations des mouvements sociaux, et notamment du mouvement alter-mondialisation.

Toutes ces catégories se trouvent en lien, d'une manière ou d'une autre, avec la misère sociale et économique, subie ou constatée. La thématique de la justice sociale, particulièrement présente dans le discours de la L.C.R, peut constituer un des ressorts fondamentaux de l'engagement dans cette organisation aujourd'hui. Le poids de catégories sociales imprégnées de « libéralisme culturel », d'étudiants, incite à croire que la dimension « gauche de mouvement » de la L.C.R constitue un autre ressort de l'adhésion. Les entretiens réalisés dans la phase qualitative de cette recherche confirment l'importance de ces deux thématiques¹²⁵. Au-delà de cette analyse spécifique, il convient également de comparer la composition sociologique de la L.C.R avec celle des partis de la gauche traditionnelle, pour mettre en lumière les éventuelles spécificités de sa structure militante (voir graphiques en annexes).

La structure sociologique de la L.C.R s'avère être à mi-chemin entre celle du Parti Socialiste et des Verts (qui ont une composition sociologique très proche l'une de l'autre) et celle du Parti Communiste. Ce dernier reste de loin le parti le mieux ancré dans les milieux

¹²⁵ Nous renvoyons à la seconde partie, chapitre VI, sous-partie 1, qui s'attache à mettre en lumière les deux profils types de militants que nous avons pu dégager à l'issue de l'analyse de nos entretiens.

populaires, puisque près de la moitié de ses adhérents sont employés ou ouvriers (42 % en 1998)¹²⁶. Ces mêmes catégories représentent 26,8 % des effectifs militants de la L.C.R en 2003¹²⁷. De près de 15 points inférieurs à leur proportion au P.C, les catégories populaires (employés / ouvriers) constituent tout de même un quart de la L.C.R, quand elles ne représentent que 19 % au Parti Socialiste et seulement 14 % chez les Verts. Mais la L.C.R se distingue aussi clairement du Parti Communiste par le poids de la catégorie « Cadres et professions intellectuelles supérieures », qui représente 41 % des militants, contre seulement 22 % au P.C. A la L.C.R, l'essentiel de cette catégorie est constitué d'enseignants (du supérieur, et surtout du secondaire et du primaire), qui représentent les deux tiers des effectifs de la C.S.P. C'est une caractéristique qu'elle partage avec le Parti Socialiste et les Verts, qui comptent respectivement 25 % et 28 % de professeurs parmi leurs adhérents en 1998. Le milieu enseignant est, par contre, relativement faiblement représenté au Parti Communiste (15 % des adhérents, professeurs et instituteurs confondus). Mais, si le P.S, les Verts et la L.C.R ont en commun cette forte proportion d'enseignants, ils se

¹²⁶ Cf. Tableau 4 dans : *C'était la gauche plurielle*, Op. cit., p.26.

¹²⁷ Les données pour la L.C.R ont été recalculées en excluant les étudiants et les retraités du total, pour que la comparaison avec les chiffres fournis pour les partis de l'ex-gauche plurielle dans : *C'était la gauche plurielle*, Op. cit., soit possible. Toutes les données concernant ces partis sont issues de cet ouvrage. Le fait que nous ayons exclu les retraités peut biaiser, en partie, notre comparaison puisque ces derniers sont ventilés entre les différentes C.S.P dans l'ouvrage auquel nous nous référons ici. Mais, nous voulons souligner que dans le cas de la L.C.R, la

distinguent du point de vue des autres composantes de la catégorie : « Cadres et professions intellectuelles supérieures ». La population militante du P.S et des Verts est composée d' « un cinquième de cadres supérieurs, professeurs exclus »¹²⁸, soit respectivement 19 % et 20 %. La catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures », professeurs exclus, ne constitue que 13,5 % à la L.C.R (les seuls « cadres supérieurs » ne sont que 5,3 %). Enfin, le poids des catégories intermédiaires (instituteurs non compris) est relativement comparable à la L.C.R, au P.S et aux Verts (respectivement 23,7 %, 28 % et 27 %¹²⁹).

catégorie « retraités » ne représente que 4 % des effectifs, le biais existe donc, mais peut être considéré comme relativement marginal.

¹²⁸ *C'était la gauche plurielle*, Op. cit., p.27.

¹²⁹ Les données pour le P.C, instituteurs non compris, ne sont pas fournies dans l'ouvrage.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

Le tableau suivant présente la répartition des catégories socioprofessionnelles des actifs à la L.C.R en 2003¹³⁰, dans les trois partis de la gauche plurielle en 1998 et dans la population globale âgée de 15 ans et plus en 1999 :

(en %)

	L.C.R	P.C.F	P.S	Verts	Population globale
Professions indépendantes	2	5	1	7	9
Cadres, prof intellectuelles supérieures, ...	41	11	42	37	12
Catégories intermédiaires	24	20	38	43	22
Employés	18	33	14	10	30
Ouvriers	8,5	31	5	3	27
[Autres] ¹³¹	6,5				

Données pour le PCF, le PS, les Verts et la population globale : *C'était la gauche plurielle*, D.Boy, F.Platone, H.Rey, F.Subileau, C.Ysmal, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p.28.

La comparaison avec la structure par actifs de la population globale permet de mettre en évidence la position particulière de la L.C.R, du point de vue de sa composition sociologique, entre le P.C d'un côté et le P.S et les Verts de l'autre. On constate en effet qu'« environ un tiers des

¹³⁰ Nous avons recalculé la composition sociologique de la L.C.R pour les actifs, donc en excluant du total les retraités et les étudiants. Les calculs sont donc réalisés sur la base de 1372 cartes.

¹³¹ Nous avons dû créer une catégorie « autres » pour la L.C.R, qui comprend les chômeurs, les précaires et les permanents. En effet, les cartes d'adhérents dont nous disposions ne permettaient pas de les ventiler entre les différentes catégories d'actifs. Les chômeurs notamment (qui représentent à eux seuls 4,6 % des actifs), n'ont pas indiqué leur profession antérieure. La catégorie « autres »

actifs français et des actifs communistes appartiennent aux couches moyennes ou supérieures, les deux tiers de chacun d'eux appartenant aux milieux populaires. Les socialistes et les Verts appartiennent, eux, massivement (80 %) aux groupes sociaux moyens ou supérieurs »¹³². A la L.C.R, les catégories populaires (employés et ouvriers) représentent près de 27 % des actifs. Les catégories moyennes et supérieures constituent deux tiers des adhérents, soit près de 65 %. Cette proportion est donc bien supérieure à leur poids au P.C, mais aussi bien inférieure à ce qu'elles représentent parmi les adhérents socialistes et Verts (de l'ordre de -15 points).

Se situant à mi-chemin entre le P.C d'une part, et le P.S et les Verts d'autre part, la composition sociologique de la L.C.R distingue cette organisation des uns et des autres. Mais c'est surtout l'analyse de sa structure par âge qui révèle une spécificité marquante.

biaise donc en partie la comparaison avec les données pour le PCF, le PS et les Verts.

¹³² Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.28.

3. Une pyramide des âges inversée par rapport aux partis de la gauche institutionnelle :

L'analyse de la répartition démographique de la L.C.R en 2003 révèle une particularité marquante (voir graphiques en annexes), qui la distingue très fortement des partis de la gauche institutionnelle : près de la moitié des militants de l'organisation ont moins de 40 ans.

Le tableau suivant présente la répartition par âge¹³³ des militants de la L.C.R en 2003 ¹³⁴:

(en %)

	Ligue Communiste Révolutionnaire
Moins de 30 ans	24,9
30-39 ans	22,3
40-49 ans	28,2
50-59 ans	20,8
60-69 ans	3,3
70 ans et plus	0,5

¹³³ Les calculs sont réalisés sur la base de 1625 talons de cartes sur lesquels figurait effectivement l'âge de l'adhérent(e). Cette donnée est celle qui a été le moins souvent renseignée.

¹³⁴ Pour faciliter les comparaisons avec la structure par âge des partis de l'ex-gauche plurielle : le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les Verts, nous avons retenu les mêmes tranches d'âge que celles utilisées dans : Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Un quart de l'organisation a moins de 30 ans. Cette proportion doit être rapportée à la « quasi-absence des adhérents de moins de 30 ans » dans les trois partis de l'ex-gauche plurielle en 1998¹³⁵. Cette tranche d'âge ne représente alors que 10 % des adhérents communistes et tombe à 6 et 5 %, respectivement pour les Verts et le P.S. La catégorie des moins de 30 ans est donc très fortement sous-représentée dans les partis de la gauche traditionnelle. Leur part dans la population française de 18 ans et plus était en effet de 21 % en 1999. Les moins de 30 ans à la L.C.R sont, par conséquent, à la fois très fortement sur-représentés par rapport à leur poids dans les formations de la gauche institutionnelle, mais aussi par rapport à leur poids dans la population globale (+ 4 points).

Au-delà de la part très importante des moins de trente ans, qui marque déjà une particularité forte de la composition de cette organisation, la L.C.R se révèle être une organisation structurellement jeune, et notamment beaucoup plus jeune que les partis de la gauche institutionnelle. Si un quart de l'organisation a moins de trente ans, près de la moitié de ses militants ont moins de 40 ans, et les trois quarts de ses adhérents ont aujourd'hui moins de 50 ans. Or, cette composition

¹³⁵ L'ouvrage que nous avons utilisé pour faire nos comparaisons, mentionné ci-dessus, présente l'avantage de dresser un bilan complet et récent de la sociographie de la gauche plurielle. Pourtant, nous souhaitons souligner que les données disponibles dans ce livre sont antérieures au 21 avril 2002. Or, les partis de l'ex-gauche plurielle ont eux aussi enregistré, à des degrés divers, des variations de leur nombre d'adhérents. Ces évolutions pourraient avoir en partie modifié la structure de la population militante de ces partis. Cette précision faite, il nous semble important de souligner que la comparaison reste, selon nous,

distingue très nettement la L.C.R des partis de l'ex-gauche plurielle. L'enquête sur ces partis, présentée dans l'ouvrage : *C'était la gauche plurielle*, conclut à « la désaffection des jeunes adultes à l'égard [de ces] organisations politiques »¹³⁶, y compris chez les Verts. « Le phénomène est attesté d'un double point de vue : les adhérents sont, dans leur ensemble, âgés ; le vieillissement, par rapport aux premières enquêtes de référence est patent »¹³⁷. Les moins de 40 ans, qui représentent la moitié des effectifs militants à la L.C.R ne sont, en 1998, que 29 % au P.C.F, 24 % chez les Verts et 14 % au P.S.

Le tableau ci-dessous présente la structure par âge des adhérents des partis de l'ex-gauche plurielle :

(en %)

	PCF		PS		Verts	
	1979	1998	1985	1998	1988	1998
< 30 ans	24	10	7	5	24	6
30-39 ans	24	19	26	9	39	18
40-49 ans	19	27	28	19	18	41
50-59 ans	17	19	18	27	10	20
60-69 ans	9	13	14	23	10	10
70 ans et plus	7	12	7	17		5

Données : *C'était la gauche plurielle*, D.Boy, F.Platone, H.Rey, F.Subileau, C.Ysmal, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.20.

pertinente, dans la mesure où ces évolutions ne peuvent avoir modifié que dans une part limitée la structure telle qu'établie en 1998 pour ces partis.

¹³⁶ Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.20.

¹³⁷ *Ibid.*, p.20.

La spécificité de la structure par âge de la L.C.R apparaît de façon flagrante si l'on regarde le poids des 60 ans et plus dans les effectifs militants de ces partis politiques. Les catégories 60-69 ans et 70 ans et plus sont, pour ainsi dire, inexistantes à la L.C.R en 2003, puisqu'elles ne représentent que 3,8 % des effectifs de l'organisation. Au contraire, ces mêmes catégories constituent une part très importante des militants des partis de la gauche traditionnelle : 40 % des effectifs militants du Parti Socialiste, un quart des militants communistes et 15 % chez les Verts.

Enfin, toutes les tranches d'âge inférieures à 59 ans sont sur-représentées à la L.C.R par rapport à leur poids respectif dans la population globale. Inversement, les catégories supérieures à 60 ans sont très fortement sous-représentées par rapport à leur poids dans la population, comme le montre le tableau suivant. Ces caractéristiques distinguent là encore très fortement la L.C.R du P.S, du P.C et des Verts.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

	Population globale en 1999 (%)	L.C.R (%)	sur /sous représentation (en points)
< 30 ans	21	24,9	+4
30-39 ans	19	22,3	+3
40-49 ans	18	28,2	+10
50-59 ans	15	20,8	+6
60-69 ans	12	3,3	-9
70 ans et plus	15	0,5	-14,5

Données pour la population globale 1999 : *C'était la gauche plurielle*, D.Boy, F.Platone, H.Rey, F.Subileau, C.Ysmal, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.21.

*

La répartition démographique de la L.C.R, telle que la font apparaître les cartes des adhérents, montre une spécificité de ce parti politique, par rapport aux partis de la gauche traditionnelle, du point de vue de la jeunesse de ses effectifs militants. Il sera intéressant, par la suite, de déterminer jusqu'à quel point l'afflux militant de l'après 21 avril 2002 peut expliquer cette structure par âge. Il faudra aussi comparer cette structure par âge de la L.C.R à des données plus récentes encore concernant les partis de l'ex-gauche plurielle, prenant en considération les évolutions consécutives à l'après 21 avril 2002. Cette période ne s'est d'ailleurs pas toujours soldée par un afflux militant pour ces organisations. Les Verts notamment, ont enregistré une perte du nombre

de leurs adhérents d'environ – 27 % entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003¹³⁸.

La spécificité de la structure par âge des organisations d'extrême gauche est ainsi confirmée. On peut en effet rappeler qu'en 1968, la J.C.R¹³⁹ se caractérise déjà par la jeunesse de ses effectifs militants : « après mai 68 le groupe est [...] à une énorme majorité composé de très jeunes gens. Au congrès de fondation de la L.C, l'âge moyen des militants est de 20 ans, en 1977, l'organisation a vieilli mais l'âge moyen n'est encore que de 25,8 ans »¹⁴⁰. Si cette jeunesse de la population militante semble bien être une spécificité de la L.C.R, on peut se demander jusqu'à quel point cela ne s'explique pas par le manque d'attractivité des partis de la gauche traditionnelle pour la catégorie des jeunes adultes, comme le soulignent les auteurs de *C'était la gauche plurielle*. Les entretiens réalisés avec des militants de la L.C.R tendent en effet à soutenir cette hypothèse. Par ailleurs, ces résultats doivent être rapportés à l'hypothèse de départ sur l'influence de l'investissement de la L.C.R dans les mouvements sociaux, pour rendre compte de son attractivité actuelle. Parmi ces structures, le mouvement alter-mondialiste se caractérise en effet aussi par une moyenne d'âge assez jeune. Les moins de 36 ans représentent 28 % des

¹³⁸ *Le Monde*, article de Christine GARIN daté du 10 juillet 2003. Selon cette estimation, les Verts ont perdu 2643 adhérents en un an. C'est la première fois, depuis 1997, qu'ils enregistrent une baisse de leurs effectifs.

¹³⁹ Jeunesse Communiste Révolutionnaire.

¹⁴⁰ APJPS Dossier Congrès. Compte-rendu chiffré du 2^{ème} congrès de la L.C.R, 1977, in : Jean-Paul SALLES, *La Ligue Communiste, tentative de construction d'un parti*

adhérents d'ATTAC en 2000¹⁴¹. La capacité de la L.C.R à être en phase avec ce mouvement alter-mondialisation a probablement exercé une influence sur sa capacité spécifique à attirer une population plus jeune que dans les autres structures partisans de gauche. Les données fournies par les cartes d'adhérents ne nous permettent pas à elles seules de conclure sur ce point. Il faudra donc se tourner vers l'enquête qualitative menée auprès de militants de la L.C.R pour vérifier cette hypothèse.

Enfin, il faut préciser que si les effectifs sont, comme en 1968, très jeunes, les militants actuels n'ont plus le même statut. La composition sociologique a, elle, totalement changé. Les jeunes militants des premières années de la J.C.R et, à partir de 1969, de la Ligue Communiste, sont pour l'essentiel étudiants. En 2003, les militants de la L.C.R sont des actifs à 84 %. Toujours jeune, la population militante de la L.C.R n'offre plus le même « visage sociologique ».

La jeunesse des effectifs militants tend à remettre en question l'idée d'une désaffection généralisée des jeunes adultes à l'égard des organisations politiques. Cette désaffection, qui s'observe depuis de nombreuses années à l'égard de l'activité politique institutionnelle, a poussé à conclure à un « divorce » d'avec la forme partisane elle-même.

révolutionnaire en France après Mai 68, Mémoire de DEA Histoire et Civilisations, Université de Poitiers, octobre 1999.

¹⁴¹ Cf. ATTAC, *Une enquête : Qui sont ses adhérents ? Que veulent-ils ? A partir de l'analyse de 1000 questionnaires*, Document provisoire publié pour le colloque du 24 mai 2002 organisé à l'Université Paris 8, Institut d'études européennes, Université Paris 8, mai 2002.

Nos résultats sont, de ce point de vue, particulièrement étonnants. Car, au-delà des faits, qui montrent que la structure partisane n'est peut-être pas en soi un « anachronisme » pour les jeunes générations, les entretiens ont révélé une « affection partisane », largement partagée parmi les militants que nous avons rencontrés.

CHAPITRE IV :

Une cellule de la L.C.R dans le XVII^{ème} arrondissement de Paris (A) : Identité(s) des militants

Les militants de la L.C.R se retrouvent dans des cellules, de quartier dans les grandes villes, ou de ville, ou dans des cellules de type professionnel : Impôts, SNCF, EDF/GDF... A Paris, il existe donc des cellules de quartier. L'afflux militant de l'après 21 avril 2002 a entraîné une hausse des effectifs dans les cellules préexistantes, mais a aussi permis la création de nouvelles cellules dans certains arrondissements. Dans ces nouvelles cellules, sont réunis de nouveaux militants et certains anciens qui militaient jusque-là dans la cellule la plus proche.

Parmi ces nouvelles cellules, celle du XVII^{ème} arrondissement de Paris est particulièrement intéressante. Elle permet tout d'abord d'étudier la coexistence de nouveaux militants entrés récemment (après le 21 avril 2002) ayant au maximum une année et demi de militantisme à la L.C.R avec d'autres plus anciens, qui étaient jusqu'alors dans la cellule du XVIII^{ème} arrondissement. De plus, cette cellule est encore petite et ne compte actuellement qu'un noyau dur de dix personnes, ce qui permet de l'analyser dans son intégralité. Dix entretiens ont été réalisés sur cette cellule¹⁴², avec sept nouveaux et trois anciens militants. Enfin, les

¹⁴² Cf. tableau récapitulatif des entretiens en annexes.

caractéristiques propres à l'arrondissement choisi -le XVII^{ème}- doivent être retenues car il a deux « visages » sociologiques assez différents. Il comporte à la fois des quartiers très populaires et, dans la partie qui touche le VIII^{ème} arrondissement, des quartiers beaucoup plus bourgeois. On peut ainsi supposer que des populations aux caractéristiques sociologiques assez différentes y sont représentées.

Cette cellule présente pourtant un inconvénient : les « anciens » sont de jeunes gens qui ont tous environ 10 ans d'ancienneté dans l'organisation (ils ont d'abord milité quelques années dans l'organisation de jeunesse de la L.C.R : les *Jeunes Communistes Révolutionnaires*). Il manquait donc dans le corpus d'entretiens les anciens militants des premières années : ceux des années 60 et 70. Nous avons donc complété ce panel en interviewant quatre autres militants de la L.C.R, choisis sur deux critères : leur ancienneté dans l'organisation et leur profil.

- le premier est un homme, entré en 1971 et qui est resté à la L.C.R jusqu'à aujourd'hui.
- le second est une femme, entrée en 1979 à la L.C.R, mais qui avait auparavant milité à la *Gauche Prolétarienne* de 1970 à 1973 (date à laquelle elle s'auto-dissout), puis à *Révolution !* (une organisation issue d'une scission de la Ligue Communiste) en 1975 jusqu'à la disparition de cette organisation en 1979. Cette militante a participé à la création du syndicat

SUD PTT en 1989, et y occupe aujourd'hui un poste de secrétaire fédérale.

- le troisième est un homme, entré à la L.C.R en 1976 (il a été sympathisant de 1973 jusqu'à son entrée en 1976). Il a quitté l'organisation en 1988. Il fait partie de ces anciens militants de la L.C.R, qui ont quitté le parti à cette époque de grave crise et sont revenus sous l'impulsion de la campagne d'Olivier Besancenot ou de l'après 21 avril 2002. Il est rentré à la L.C.R en juin 2002. Il a aussi participé à la création de SUD et y est toujours activement investi.
- le quatrième est Alain Krivine, porte-parole de la L.C.R et membre fondateur de la *Jeunesse Communiste Révolutionnaire* en 1966.

Le guide d'entretien¹⁴³ s'articule autour de cinq grands axes thématiques : la trajectoire individuelle, la question du projet et des référents identitaires, le rapport à la structure partisane, les activités militantes, le jugement par rapport aux partis de la gauche traditionnelle et par rapport à Lutte Ouvrière.

L'amorce : « J'aimerais qu'on parle dans cet entretien de ton adhésion à la Ligue Communiste Révolutionnaire »¹⁴⁴, était suivie d'une invitation à

¹⁴³ Voir en annexes.

¹⁴⁴ Lors de nos entretiens, nous avons été amenée à abandonner le mode du vouvoiement, inhabituel pour les militants de la L.C.R, nouveaux comme anciens. On peut dire que le tutoiement fait aussi partie de la « culture d'organisation » à la L.C.R. A la pratique, il nous a donc semblé préférable de l'adopter lors de nos entretiens pour que la discussion puisse s'établir dans de bonnes conditions.

débuter par la trajectoire individuelle (« et peut-être commencer par le début, que tu m'expliques comment tu en es arrivé là ? »). Commencer par le parcours individuel de l'enquêté était important dans notre démarche puisque nous nous sommes intéressée à la question des déterminants de l'engagement dans cette organisation politique, en tenant compte de l'existence d'éventuels « parcours types », qui pourraient mettre au jour certaines logiques d'engagement. Etant donné notre hypothèse sur le rôle de l'investissement de la L.C.R dans les mouvements sociaux, pour rendre compte de l'attractivité particulière qu'elle exerce aujourd'hui, il était important de connaître le parcours des enquêtés. Etaient-ils effectivement investis dans ces structures ? Le premier contact avec la L.C.R s'est-il établi à cette occasion ? Il s'agissait donc ici d'aborder la question des conditions de leur engagement.

Un autre pôle du guide regroupe des questions relatives aux valeurs, aux référents identitaires, à la filiation politique, au projet politique - celui de la L.C.R et le leur - ainsi que des questions touchant à la stratégie et au rapport à la violence. Ce groupe de questions s'attachait donc aux représentations de ces militants, à leurs systèmes de valeurs, leur logique de pensée. Ces questions, touchant fondamentalement aux « *propriétés* » et aux « *raisons d'agir* » des militants, constituent un terrain d'expression favorable à la révélation d'éventuels points de clivage entre militants.

Un troisième pôle thématique aborde la question des rapports au parti politique, afin de mieux comprendre ce qui a poussé les militants à rentrer dans une structure politique partisane et quelle signification a

pour eux ce choix. Nous avons aussi voulu préciser la manière dont ces militants conçoivent les rapports entre le parti politique et les autres types de structures d'engagement.

Un autre aspect concerne leur militantisme dans ce parti, tant d'un point de vue concret (quelles activités militantes, combien de temps consacré...), que d'une manière plus générale (les gens qu'ils fréquentent sont-ils eux-mêmes des militants...). Surtout, pour les nouveaux militants, il peut être pertinent d'interroger la thèse de Jacques Ion¹⁴⁵ en essayant de voir si leur militantisme correspond effectivement à un engagement de type « distancié » ?

Enfin, un dernier pôle thématique concerne leur jugement à l'égard des partis de l'ex-gauche plurielle, pour mesurer jusqu'à quel point l'hypothèse d'un « divorce » entre ces militants et la gauche institutionnelle s'avère pertinente et rend compte de leur choix d'entrer dans un parti politique d'extrême gauche. Le guide aborde aussi la question de la perception qu'ont ces militants de Lutte Ouvrière, afin de tester l'attractivité particulière de la L.C.R dans le champ de l'extrême gauche partisane.

Il faut enfin préciser que les guides d'entretien pour les anciens militants étaient, quant à eux, plus « individualisés ». Ces entretiens complémentaires avec des « anciens » de la L.C.R ont un statut particulier dans le corpus. Réalisés après ceux des militants de la cellule du XVII^{ème},

¹⁴⁵ Jacques ION, *La fin des Militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997.

ils n'ont évidemment pas fait l'objet de la même grille d'entretien. Car, au-delà de leur histoire et de leur parcours propre, les entretiens avec ces anciens militants avaient pour but de servir de référents pour les questions de type historique et de moyen de vérification de certaines hypothèses avancées à l'issue de l'analyse des entretiens de la cellule XVII^{ème}.

* *

La cellule du XVII^{ème} se caractérise par une multiplicité des trajectoires et des identités plurielles. Il est pourtant possible d'établir une certaine typologie.

Multiplicité des trajectoires :

Les parcours de ces militants dénotent des « logiques plurielles »¹⁴⁶ de leur engagement. Trois « parcours-type » peuvent être dégagés :

- L'engagement après un militantisme de type associatif et syndical :

Valérie était déjà militante dans des associations alter-mondialisation : à ATTAC, ainsi que dans les collectifs VAMOS et G8-illégal, collectifs

¹⁴⁶ Nous reprenons cette expression d'un texte de Violaine ROUSSEL, « Les logiques plurielles de l'engagement au Front National », in : *ContreTemps*, n°8, septembre 2003.

unitaires rassemblant les organisations qui participent à l'organisation des contre-sommets du G8. Son degré d'investissement nous permet de la classer comme « animatrice » dans ces structures.

Pierre a déjà milité dans des associations à caractère politique. Sur la faculté où il étudie, il participe à la création d'une association après le mouvement de grève de novembre-décembre 1995. Il s'agit alors d'une association « de gauche », organisant des débats sur des sujets de société. Quelques années plus tard, il s'investit dans une « association citoyenne » locale dans la ville de Puteaux. C'est une association « à but politique » créée dans le but de faire exister une « opposition » dans cette ville tenue par la droite.

Julie, elle, entre à SOS-racisme alors qu'elle est au collège, autour de l'année 1986. Le militantisme dans cette association anti-raciste constitue son premier engagement.

Enfin, Laurent passe d'abord par le militantisme syndical à l'U.N.E.F¹⁴⁷ sur la faculté où il étudie. C'est pour lui aussi le premier engagement.

Il faut souligner, pour l'ensemble des militants de ce groupe, le rôle fondamental de ce premier militantisme de type associatif ou syndical pour rendre compte de leur entrée à la L.C.R. En effet, dans leur parcours, la rencontre avec des militants de la L.C.R ou bien des J.C.R au sein de ces structures apparaît comme un élément essentiel. Ces dernières fournissent bien souvent l'occasion du premier contact avec

¹⁴⁷ Union Nationale des Etudiants de France.

l'organisation, à travers ses militants. Elles peuvent constituer des cadres d'« acculturation »¹⁴⁸, leur donnant à la fois l'occasion d'échanger avec eux, mais aussi d'observer leur façon de militer. Valérie souligne ainsi l'importance de ces rencontres :

« J'ai été beaucoup influencée par « X »¹⁴⁹. J'aime bien sa vision des choses. Il a beaucoup d'acuité dans l'analyse. On pouvait discuter. Il y avait toujours des possibilités d'échanges ».

« Attac m'a permis de faire une translation vers la Ligue. Dans Attac, j'étais pas la plus radicale au début. Mais ça a permis une radicalisation. En fait il y a un processus d'acculturation progressive. En un an ça a beaucoup évolué, sur des termes comme exploitation et anticapitalisme. Et par rapport à la révolution, « Y » disait qu'il n'y a pas de vraie différences entre des réformes radicales et la révolution. Au début, j'étais pour un capitalisme régulé. Et l'acculturation avec d'autres militants a été essentielle ».

Entretien Valérie, 25 ans, professeur, militante depuis mars 2003.

- L'engagement après la rupture avec un parti de la gauche institutionnelle :

Dans la cellule du XVII^{ème}, deux nouveaux militants sont des « ex » du Parti Communiste. Le premier, Julien, a milité au P.C pendant 7 ans, de fin 1993 à septembre 2001. Il a été élu au comité de section, puis au bureau et au secrétariat de section, était membre du Comité Fédéral et devait être présenté aux élections municipales de 2001 comme conseiller

¹⁴⁸ Terme employé à plusieurs reprises par Valérie.

¹⁴⁹ X et Y (voir plus loin) sont deux militants de la L.C.R.

pour le 9^{ème} arrondissement de Paris. Il quitte le P.C quelques mois avant ces élections. Il a donc été très investi dans ce parti qui représentait pour lui « *(sa) famille* ». La seconde, Sophie, n'a pas occupé de poste de direction. Tous deux ont quitté le Parti Communiste sur la base de désaccords politiques importants. Notons que la L.C.R a aussi accueilli après le 21 avril 2002 des militants venus des Verts et du Parti Socialiste.

- Le premier engagement politique :

Certain(e)s militant(e)s n'ont connu aucun engagement préalable dans des structures de type associatif, syndical ou partisan. L'entrée à la L.C.R est donc pour eux le premier engagement politique. Pourtant, la plupart d'entre eux ont participé auparavant à des mobilisations sociales ou étudiantes : grèves lycéennes, mouvement lycéen et étudiant contre le C.I.P, mouvement social de novembre-décembre 1995. Ils précisent y avoir participé en tant « *qu'étudiant lambda* » ou « *simple participante* ». C'est le cas pour Serge, Isabelle, Guillaume et Claire. Cette dernière se distingue par une participation beaucoup plus active. Elle organise la grève lors d'un mouvement lycéen et est élue à la coordination de son lycée. Elle est fille d'anciens militants d'extrême gauche et elle est, très jeune, politisée.

Identités plurielles :

Ces militants ont par ailleurs grandi dans des univers familiaux très variés, tant du point de vue social, que du point de vue de l'orientation politique de la famille.

Positionnement politique des parents :

Dans ses recherches sur la socialisation politique, Annick Percheron souligne que « l'intérêt pour la politique, la force, la visibilité et la transparence des préférences parentales constituent, aujourd'hui comme hier, des facteurs décisifs dans la formation et la reproduction des identifications politiques au sein de la famille »¹⁵⁰. De plus, « les familles transmettent d'autant mieux leurs préférences que celles-ci sont plus affirmées. Ainsi, dans le cas de la France, la proportion de choix identiques passe de 37 % pour le centre à 43 % pour la droite et 47 % pour la gauche ; au sein même de la gauche, l'identité des choix entre générations se situe à 42 % quand les parents sont socialistes et à 65 % quand ceux-ci sont communistes »¹⁵¹. Il serait intéressant de pouvoir disposer de telles informations sur la transmission des choix des parents

¹⁵⁰ Annick PERCHERON, *La Socialisation Politique*, Paris, Armand Colin, 1993, p.138.

¹⁵¹ Annick PERCHERON, *La socialisation politique dans l'enfance et l'adolescence*, Thèse de Science Politique, IEP de Paris, 1984, p.87 et 90.

militants à l'extrême gauche à leurs enfants. On sait que plus les choix des parents sont visibles, plus le milieu familial est homogène, et plus la transmission des choix au sein de la famille a de chances d'être réussie¹⁵². Dès lors, on aurait pu s'attendre à trouver une forte proportion d'enfants de parents se situant à l'extrême gauche dans cette cellule et notamment des enfants de militants d'organisations d'extrême gauche.

Or, il n'en est rien. Dans notre corpus, les enfants de parents se situant clairement à l'extrême gauche représentent une toute petite minorité. Ils ne sont que deux dans cette situation. Les deux parents de Claire étaient dans les années 60 et 70 au P.C.M.L.F.¹⁵³, une organisation d'extrême gauche maoïste. Ils ne militent plus dans aucun parti, mais sa mère est déléguée au SNUIPP. Guillaume, lui, est fils de militants à la Ligue Communiste. Sa mère n'est plus à la L.C.R, mais milite au SNES. Son père a été cadre dirigeant de la L.C.R et y milite toujours. Chez les autres militants, les situations sont variées. Trois d'entre eux viennent d'une « *famille de gauche* », ou « *traditionnellement de gauche* » et de « *famille politisée* ». Les parents n'étant pas militants, mais votant régulièrement, soit pour le parti socialiste, soit pour le parti communiste. Trois autres, enfin, sont issus d'une « *famille de droite* ». Les parents ne sont pas militants, mais votent pour la droite (R.P.R) et certains pour l'extrême droite (Front National). Enfin, il est plus difficile de classer Isabelle. Ses parents n'étaient « *pas politiquement engagés* », la mère vote socialiste et le père F.N.

¹⁵² *Ibid.*, p. 91.

¹⁵³ Parti Communiste marxiste-léniniste de France.

Origine sociale :

L'origine sociale des militants de la cellule XVII^{ème} les distingue aussi, quoique moins fortement. A part Valérie, qui vient d'une famille socialement très aisée, les autres sont issus des classes moyennes (pour six d'entre eux, les parents font partie des catégories employés, professions intermédiaires ou professeurs) ou de milieu modeste, voire précaire (père ouvrier ou chômeur et mère au foyer pour trois d'entre eux).

Les militants de la cellule XVII^{ème} font d'ailleurs eux- mêmes quasiment tous partie de ces catégories :

Cadre	(Education Nationale)	1
Professeur	(Education Nationale)	1
Profession intermédiaire	(Ministère Justice)	1
Employé	(dont 1 Educ Nat)	2
Etudiant		2 (dont un est étudiant-salarié)
Précaires (CDD, chômage)		3

Près de la moitié des militants de la cellule (4 sur 10) sont fonctionnaires : trois dans l'Education Nationale et une au Ministère de la Justice (éducatrice à la P.J.J¹⁵⁴). La cellule du XVII^{ème} est donc aussi intéressante dans la mesure où elle s'avère assez proche, du point de vue de sa composition, de la structure sociologique de l'organisation dans

¹⁵⁴ Protection Judiciaire de la Jeunesse.

son ensemble. Les fonctionnaires de la fonction publique et d'entreprises publiques représentent en effet environ 40 % des adhérents en 2002.

L'étude de l'origine sociale, de la trajectoire militante ainsi que du cadre de socialisation politique au sein de la famille, laisse entrevoir l'hétérogénéité des parcours et des situations au sein de ce collectif. La cellule du XVII^{ème} renvoie ainsi l'image de militants aux « identités plurielles » et aux trajectoires variées.

1. Flou idéologique et flottements identitaires :

Dans cette étude, nous nous sommes posée la question des « bouleversements de l'identité du collectif par la superposition de différentes « générations » de militants dont les propriétés et les raisons d'agir ont varié »¹⁵⁵. Or, il s'avère que l'identité de la Ligue Communiste Révolutionnaire est aujourd'hui bel et bien bouleversée par l'arrivée de nouveaux militants. Cet afflux récent, qui a doublé les effectifs, ouvre dans cette organisation une phase nouvelle. Pourtant, si notre recherche nous permet de confirmer l'influence des nouveaux militants dans ces « bouleversements », elle met aussi en évidence le fait que des changements de fond étaient déjà intervenus auparavant, à travers des

¹⁵⁵ Christophe BROQUA, Olivier FILLIEULE, « Les associations de lutte contre le sida. Approche des logiques de l'engagement à AIDES et à Act Up », in : MAYER Nonna (dir.), BROQUA Christophe, DUCHESNE Sophie, HAMIDI Camille, FILLIEULE Olivier, *Dynamique de l'engagement et élargissement des solidarités*, rapport MIRE/Fondation de France, Paris, 2000, chap.3, p. 202.

évolutions chez d'anciens militants. Ces derniers, entrés dans une période de radicalisation politique à la fin des années 60 ou dans les années 70, dans une organisation qui se rattachait alors à des modèles forts (la révolution de 1917 notamment), qui se référait explicitement aux théories de Marx , Lénine et Trotsky, ont évolué dans leurs positions ; leurs certitudes ont en partie été remises en cause.

Du point de vue du projet politique, comme du point de vue des « marqueurs identitaires », ou encore en ce qui concerne la question de la stratégie à suivre, la L.C.R. se trouve ainsi aujourd'hui dans une période de flottement identitaire. Les militants interrogés n'apportent pas les mêmes réponses à ces questions. Le projet politique, malgré quelques points d'accord sur des valeurs, des réformes clés, apparaît flou et imprécis. Un glissement de sens s'opère sur des notions identitaires, telles qu'être « communiste », « révolutionnaire », « trotskyste »... Enfin, la question de la stratégie à suivre est plus que jamais objet d'interrogations. Ce sujet clive d'ailleurs nettement le groupe des militants de la cellule du XVII^{ème} entre anciens et nouveaux militants.

Un projet politique en refondation ?

Nous avons posé à chacun des militant(e)s de la cellule du XVII^{ème} la même question : « *Quel est le projet politique de la L.C.R ? Que veut la L.C.R aujourd'hui ?* ». Les réponses à cette question sont, pour la plupart des

militants, imprécises et floues. Surtout, elles se caractérisent par leur diversité. Les militants répondent plutôt par l'énonciation de valeurs (justice, égalité...), de réformes clés (hausse du SMIC de 50 %, l'interdiction des licenciements...), ainsi que par des revendications qui restent à un niveau très général (une répartition des richesses plus juste, une répartition des profits, la fin de toute exploitation, de toute oppression...). Chez certains militants, la réponse est toutefois plus précise. Pierre, par exemple, a d'abord abordé la question de manière très générale, en expliquant avant tout contre quoi se battait la L.C.R. Nous lui avons posé la question en lui demandant s'il pouvait développer plus au niveau du projet concret, du point de vue de l'organisation concrète. Il a alors énoncé des orientations clef dans quatre domaines : politique, économique, féministe et écologiste. Malgré cela, on a toujours peu d'information sur l'organisation concrète de la vie économique et sociale dans cette future société socialiste.

«Q : Comment tu qualifierais le projet politique de la LCR ? Qu'est-ce que veut la L.C.R. aujourd'hui ?

Le projet de la Ligue, c'est changer radicalement un système capitaliste qui...son fonctionnement laisse de côté toute une part de la population, qui accentue les inégalités, isole les individus, fait la promotion de l'individualisme. A la Ligue aussi il y a une prise en considération de l'aspect individuel, mais pour la L.C.R : « ce qui est bon pour les autres est bon pour moi », et pas comme dans le capitalisme : « ce qui est bon pour moi est bon pour les autres ». C'est : je pense aux autres et ensuite ça s'applique à moi. A terme, le sort de tout le monde sera amélioré, donc, y compris le mien ». [...]

*« Q : Mais le projet politique de la L.C.R., concrètement ça consiste en quoi ?
Au niveau politique, un renfort de la démocratisation via un système de mandats.
Pour que les représentants vivent pour la politique et pas de la politique. D'un point
de vue économique, nationaliser un maximum d'entreprises publiques. (...) Il faut
que les ouvriers participent à la gestion des entreprises. Il faut des pouvoirs de
contrôle. (...) Au niveau féministe, rétablir l'équilibre dans le travail (l'égalité des
salaires). Il faut se battre contre une certaine image des femmes, et des hommes aussi
d'ailleurs. Contre la domination, contre le sexisme. (...) Et l'environnement, la prise
en compte pas seulement des profits. Penser en termes (...) de développement durable.
Est-ce que le progrès c'est toujours d'avoir plus ? Le développement des nouvelles
énergies. Ce qui est important c'est le pouvoir de contrôle »,*

Entretien Pierre, 31 ans, bibliothécaire, militant depuis mai 2002.

Certains nouveaux militants éludent simplement la question, ou restent dans le vague :

*« Le projet politique de la Ligue ? c'est un projet révolutionnaire. Mettre en place une
nouvelle société. La transformation des rapports politiques, économiques.*

Q : mais par rapport au projet concret ?

*Sur le comment le réaliser, c'est difficile. Même ceux qui sont idéologiquement assez
au point se posent des questions. Ce sera une société qui nécessitera des choses
drastiques. Des nationalisations, oui. Une organisation radicalement différente ».*

*Entretien Sophie, 46 ans, attachée d'administration scolaire, militante depuis mai
2002.*

On pourrait penser que cette imprécision des militants sur la question du projet politique de la L.C.R. est une caractéristique propre aux nouveaux militants. Entrés depuis peu dans l'organisation, ils seraient moins au fait du projet concret de leur parti. Mais les réponses des « anciens » de la cellule XVII^{ème} invalident une telle explication. Selon les trois « anciens » militants, dans l'organisation depuis près de dix années, l'énonciation du projet politique de la L.C.R. demeure incertaine :

« La LCR est pour un monde juste, égalitaire, libre, démocratique. Un monde qui repose sur la collectivité, sur du vivre ensemble. Donc une collectivisation des moyens de production. Et au niveau politique, une démocratie à 100 %. La finalité serait un monde socialiste » ;[...] « un monde meilleur, débarrassé des classes sociales, où l'organisation de la vie soit collective et collectiviste ».

Entretien Julie, 26 ans, employée, militante depuis 1994.

Laurent, quant à lui, dit ne maîtriser que très partiellement le projet, les propositions concrètes de la L.C.R. Mais il précise qu'il connaît les orientations politiques de ce parti, et c'est cette connaissance là qui lui importe le plus.

« Au final, la Ligue propose de mettre en débat des propositions, mais ne propose pas de projet ficelé. Ce serait plus le modèle d'une avant-garde auto-limitée, pas là pour imposer, mais pour verser au débat.(...) Je ne sais pas les thématiques mises en avant par la ligue. Je ne sais même pas les revendications, le programme... Mais les orientations, oui ! Sur l'anti-globalisation capitaliste, ils sont pionniers ; contre la construction européenne, ils développent une critique de gauche ; et sur la critique de l'organisation du travail. Sur les questions féministes et écologistes, on y travaille toujours ».

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis déc. 1993.

Claire apporte une réponse différente. En effet, pour elle, il est difficile d'expliquer le projet politique de la L.C.R tout simplement parce qu'il n'existe pas en tant que tel :

« Le projet politique de la L.C.R ? Ben, j'aimerais bien qu'elle y réfléchisse. Les thèses du Congrès n'allaient pas assez loin sur ça. C'est la question qui se pose aujourd'hui. La Ligue grossit, nos idées sont mieux reçues. Mais on ne veut pas la révolution et c'est tout. Le but c'est une société socialiste. Il n'y a pas assez de réflexions sur

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

ça ».(...) « On va tous vers la même grande idée : une société socialiste. On s'interdit toujours de parler de quelle société nous voulons. Mais, on s'interdit du coup d'y réfléchir et de rêver.(...) Il faut penser aux choses concrètes, par exemple comment on ramasse les poubelles.(...) Je crois qu'on aurait besoin de réfléchir à où on va, comment... ».

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

Cet aspect est aussi souligné par Irène, militante à la L.C.R depuis 1979, en réponse à notre question sur les points faibles de la L.C.R ¹⁵⁶ :

« (...) Le fait qu'elle ait pas un projet crédible, ça c'est une vraie faiblesse. Cela ne veut pas dire qu'il y ait des raccourcis possibles.

Q : quand tu dis projet crédible, c'est du point de vue de la prise du pouvoir ?

Pas seulement. Aujourd'hui comment tu participes à l'évolution des choses sur le plan politique, la construction d'un parti beaucoup plus important, qui aurait plus de crédibilité électorale, etc, etc, ça peut être même ce genre d'étapes. C'est pas parce qu'on est en panne historiquement, mais parce que la situation est pas évidente, c'est pas facile. Mais c'est une faiblesse, c'est incontestable ».

Entretien Irène, 50 ans, détachée syndicale à Sud (technicienne), militante depuis 1970, à la L.C.R depuis 1979.

Cette idée - le fait que le projet politique de la L.C.R n'existe pas en tant que tel - est aussi évoquée par de nouveaux militants, mais sur des bases différentes. Ce qui pour Claire et pour Irène est un manque, une faiblesse, est en revanche « une force » pour certains nouveaux. Ces derniers expriment l'idée selon laquelle le projet politique de la L.C.R n'existe pas en tant que tel, car il est « en refondation ».

¹⁵⁶ Il s'agit d'une question double, posée aux anciens militants : « quels sont, selon toi, les points forts de l'intervention de la L.C.R ? Et ses points faibles ? »

« En fait, j'ai l'impression que la Ligue est en refondation. La Ligue avant, bon c'est Krivine et l'idée de s'abstenir sur la taxe Tobin. Plein de vieux briscards restés sur l'idée de la révolution mondiale.(...) Depuis un an, il y a une influence énorme des nouveaux militants. Ils vont remettre en question pas mal de choses. Le projet politique de la ligue il est aussi en refondation. De toute façon, moi, si je m'investis dans un parti, c'est pour le construire. Et on a envie de reconstruire pas mal de choses ».

Entretien Valérie, 25 ans, professeur, militante depuis mars 2003.

Il est certes évident que, dans n'importe quel parti politique, les militants ont souvent des difficultés à énoncer clairement le projet défendu par leur organisation¹⁵⁷. Mais est moins en cause ici une méconnaissance du programme de l'organisation que l'éventail large de réponses que nous ont fournies les militants. L'imprécision découle surtout de la diversité des réponses données à une même question. De plus, les militants eux-mêmes reconnaissent qu'il existe un flou au niveau du projet politique, et pour certains, qu'il n'existe pas en tant que tel.

¹⁵⁷ Comme le souligne Violaine ROUSSEL dans le cas des militants au Front National, « les thématiques et valeurs professées par le parti ne se retrouvent pas toujours, ou pas toujours à l'identique, dans les propos des militants ». Leurs discours révèlent souvent des « bricolages composites » par rapport au programme officiel de l'organisation. Cf. Violaine ROUSSEL, « Les logiques plurielles de l'engagement au Front National », in : *ContreTemps*, n°8, septembre 2003. Cette observation est valable pour tous les partis, à des degrés divers, cf. Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 1977, voir notamment p. 126-127.

Si un certain flottement existe bel et bien du point de vue du projet politique, on peut l'observer à d'autres niveaux, dont celui des références identitaires des militants, également « en flottement ».

2. Une remise en cause des marqueurs identitaires :

*« Ce qu'on est, c'est maintenant complexe et c'est tant mieux;
et c'est pas forcément évident de le simplifier sur un terme ou sur une définition »,
Irène, 50 ans, militante à la L.C.R depuis 1979.*

A travers cette recherche, nous avons voulu questionner l'identité, à la fois celle du collectif, et celle des militants qui le composent. Ces hommes et ces femmes ont choisi de s'engager dans un parti « communiste » « révolutionnaire », qu'on qualifie de « trotskyste ». Ces termes, qui constituent autant de « marqueurs identitaires » pour ces militants, sont-ils vraiment pour eux des référents identitaires ? L'utilisation de tels qualificatifs pose une série de questions. La première étant de savoir si les militants se reconnaissent dans ces termes, s'ils se qualifieraient eux-mêmes de cette manière ? La seconde consiste à s'interroger sur la signification qu'ils donnent à ces termes. Qu'est-ce que cela signifie pour eux aujourd'hui d'être « communiste » ? Et « révolutionnaire » ? Que signifie, pour un jeune militant entré sous l'impulsion de la campagne Besancenot aux présidentielles de 2002, le fait de se revendiquer « trotskyste » ?

- Les militants L.C.R. des « communistes révolutionnaires » ?

Les militants à la L.C.R. aujourd'hui ne se reconnaissent pas tous dans ces qualificatifs. Et contrairement à ce que l'on pourrait penser, le clivage sur ces référents identitaires ne se fait pas uniquement selon la distinction : anciens / nouveaux. Surtout, si une majorité des personnes interrogées adoptent ces référents, les significations données à ces termes révèlent un glissement de sens sur ces notions identitaires.

Parmi les militants de la cellule XVII^{ème}, 8/10 se qualifient de « communiste » (dont un qui précise qu'il est autant communiste qu'anarchiste, qu'il se situe quelque part entre les deux). Deux nouvelles militantes rejettent par contre ce terme et toutes les deux sur la même base : ce terme désigne selon elles un concept vague, flou, dont elles ne cernent pas la signification.

Et il semble effectivement que cette signification pose question. Les autres militants reprennent à leur compte ce qualificatif. On trouve, chez certains, une définition assez traditionnelle :

« Oui, je suis communiste, comme ceux qui font de la lutte de classe la clef d'à peu près tout »,

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

« La théorie communiste pure n'est pas réellement applicable en tant que telle, mais ce qu'on voit dans le communisme, c'est le changement radical par rapport au

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

capitalisme, avec, plutôt que la mise en avant du profit, l'aspect social, le lien entre les individus et l'aspect communautaire, collectif »,

Entretien Pierre, 31 ans, bibliothécaire, militant depuis mai 2002.

Mais chez d'autres, si ce qualificatif est revendiqué, la signification accordée au mot « communiste » est assez étonnante. Une militante reprend à son compte le qualificatif de « communiste », mais elle le définit comme :

« une idéologie de la justice, de l'égalité et de la solidarité. C'est un humanisme avant tout. (...) Un humanisme fort ».

D'autres militants partagent une acception particulièrement vague et générale : pour Claire, *« ça signifie vouloir vivre dans une société juste et égalitaire, et point ! »*. Chez Guillaume, c'est *« un principe d'égalité entre les hommes, de partage des richesses, de tout »*.

Par ailleurs, et contrairement à ce que l'on pourrait penser intuitivement, le terme ne fait pas non plus l'unanimité chez les anciens militants. Ainsi, Irène souligne les problèmes que lui pose ce mot, référent identitaire embarrassant : *« moi d'ailleurs, je préfère « révolutionnaire » que « communiste », je pense que communiste c'est un terme qui est pas bon. Parce que maintenant c'est difficile de trier entre l'expérience communiste et sa caricature stalinienne. J'aurais souhaité changer de terme... »*. Elle n'utilise d'ailleurs pas le terme « communiste » pour répondre à la question : *« As-tu le sentiment d'appartenir à un courant politique spécifique ? »*. Elle se rattache plutôt au « courant révolutionnaire ».

Donc, si le terme « communiste » semble demeurer un marqueur identitaire fort, il faut souligner que c'est au prix d'un glissement de sens qui en modifie partiellement la signification. Le terme prend, chez un certain nombre de militants, une acception large et devient un synonyme d'égalité, de justice et de partage.

Le qualificatif de « trotskyste » acquiert quant à lui une acception quasiment limitée à l'anti-stalinisme. Et ce, aussi bien chez les jeunes que chez les vieux, les nouveaux comme les anciens. Pour bon nombre des nouveaux militants, *« Trotsky n'est pas du tout une référence »* ou alors ils ne se considèrent *« pas trotskyste en tant que tel, mais par rapport à la critique du stalinisme, oui »*. On retrouve le même type de discours chez certains anciens militants. Patrick par exemple, parle de la *« référence historique à Trotsky »* comme de l'un des points faibles de la L.C.R aujourd'hui, qui l'empêche de se différencier clairement de L.O.

L'entretien que nous avons réalisé avec Alain Krivine révèle aussi des évolutions par rapport aux référents identitaires d'autant plus significatives qu'elles sont exprimées par l'un des membres fondateurs de la J.C.R en 1966 :

« Le bagage théorique [de la L.C.R] c'est un bagage théorique apporté par les anciens, mais pas considéré de façon dogmatique [...]. Le léninisme c'est quoi, c'est l'apport de Lénine, et de ses petits copains, à une époque déterminée, dans un rapport de force déterminé, avec une actualité particulière de la révolution, donc c'est ça le léninisme. Le trotskysme pareil. C'est pour ça qu'aujourd'hui être trotskyste, moi c'est

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

des termes qui me sortent par les trous de nez, sauf par rapport à des anti-trotskyistes [...]. Le trotskysme, c'est un moment déterminé du combat des marxistes révolutionnaires, qui impliquait notamment la lutte contre le stalinisme, contre la bureaucratie, contre la contre-révolution stalinienne, donc c'est un moment d'histoire déterminé. Alors bien sûr, cela a une suite après, cela a formé des gens dans cette bagarre. Mais, par exemple aujourd'hui, c'est clair que si pendant toute une époque la caractéristique des trotskystes c'était d'être communistes anti-staliniens, aujourd'hui c'est absurde. Tu vas voir des jeunes, tu dis « je suis communiste anti-stalinien », le stalinisme tout le monde s'en tape, parce que c'est complètement fini. C'est plutôt : être trotskyste aujourd'hui, c'est comment être révolutionnaire au XXI^{ème} siècle, c'est ça qui est intéressant. »

Cet affaiblissement de la référence au trotskysme est également présent chez Olivier Besancenot, porte-parole de la L.C.R. Celui-ci écrit ainsi dans son dernier livre : *« Comme aime à le répéter Alain Krivine, 'je me sens juif face à un antisémite et trotskyste face à un stalinien'. Le terme de « trotskysme » est effectivement né du petit dictionnaire stalinien. Trotsky lui-même n'aimait pas le mot, il lui préférait « marxiste révolutionnaire ». De cette étiquette imposée, la L.C.R. n'a pas à « rougir », sans mauvais jeu de mots. Cette filiation nous lègue la fierté, peu partagée dans le mouvement ouvrier, d'avoir toujours combattu capitalisme et stalinisme »*¹⁵⁸.

Cette définition correspond bien à celle que donnent les quelques militants interrogés. S'ils sont trotskystes, ce n'est pas tant dans le sens d'une adhésion à la théorie de la Révolution permanente, que dans le sens d'une inscription dans la filiation de l'engagement de Trotsky contre

¹⁵⁸ Olivier BESANCENOT, *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*, Paris, Flammarion, 2003.

le stalinisme. Ils revendiquent ce « marqueur identitaire » avant tout « par opposition à » plutôt que en « adhésion à » :

« Trotskyiste ? c'est un peu comme révolutionnaire. Oui, dans le sens de l'héritage par rapport à une tradition vivante, maintenue dans des conditions effroyables. Oui, trotskystes dans le sens : ceux qui ont eu le courage de tenir cette tradition : contre la social-démocratie, le nazisme, le stalinisme, je les reconnais. C'est une question de tradition, d'héritage de luttres et de dissidence. Mais aujourd'hui, c'est pas forcément utile en tant que tel » ,

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Ce marqueur identitaire pourrait ainsi presque être assimilé à un « stigmat » : une identité négative, dévalorisante et stigmatisante pour celui qui la porte¹⁵⁹, réinvestie positivement par ceux qui en sont affublés, en réponse, et qui devient ainsi une identité affichée en positif.

Quant au terme de « révolutionnaire », il rallie un peu moins de monde dans la cellule du XVII^{ème}. De façon étonnante, ils ne sont presque que la moitié à s'en revendiquer (6/10). Ce qualificatif apparaît aux yeux de trois d'entre eux comme inadapté pour qualifier leur militantisme . Ils associent au terme « révolutionnaire » une signification bien précise, auquel leur type de militantisme ne correspond pas. C'est, pour Valérie, une terminologie du XIX^{ème} siècle, qui rappelle des épisodes sanglants de

¹⁵⁹ Cf. Erving GOFFMAN, *Stigmat, les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit, 1975. Il faut rappeler qu'au départ, le terme « trotskyste » est un qualificatif créé par les staliniens pour désigner leurs opposants.

l'histoire. Chez Julien, être révolutionnaire signifie « *un sacrifice de ce qu'on est en tant qu'être humain à une idée. Dans ce programme, la violence, la prise d'armes peut avoir lieu* ». Tous deux disent ne pas se reconnaître là-dedans. C'est donc ici essentiellement l'aspect violent qu'évoque le terme « révolutionnaire » qui leur pose problème. Sophie et Laurent ne se reconnaissent pas non plus dans ce terme car leur militantisme n'est pas un engagement de l'ordre du sacrifice à la cause. « *Un révolutionnaire est quelqu'un qui risque sa peau* », et ils avancent l'idée qu'ils n'oseraient pas employer ce terme pour qualifier leur « *gentil militantisme* ».

Pour tous les autres militants, être révolutionnaire c'est vouloir « *rompre radicalement avec la société telle qu'elle est aujourd'hui* », et la révolution, le « *seul moyen viable et crédible de changer le monde* ». Il n'est pas souvent fait référence, dans ces définitions, à la « stratégie révolutionnaire », ou au « comment » se réalise ce changement radical. Mais quand c'est le cas, les militants le font paradoxalement pour préciser que bien que se revendiquant révolutionnaires, ils refusent le recours à la violence :

« Etre révolutionnaire, c'est avoir la volonté de vouloir briser un système, le renverser, un système qui ne convient pas. Mais ça n'a plus le sens : on prend les armes et on va tuer les bourgeois. C'est plutôt une révolution qui passe par des réformes. Mais, on a un positionnement révolutionnaire par rapport à la situation actuelle »,

Entretien Pierre, 31 ans, bibliothécaire, militant depuis mai 2002.

On a là une association qui peut sembler assez paradoxale : être « révolutionnaire » n'empêche pas certains militants de se dire « réformiste ».

Il faut souligner que pour surprenante qu'elle puisse paraître, cette association se comprend au vu de l'acception particulièrement large donnée au terme « révolutionnaire ». Si la définition se réduit au fait de *vouloir changer radicalement la société*, alors il n'est pas contradictoire de prôner des réformes pour y parvenir¹⁶⁰.

Les entretiens avec d'anciens militants de la L.C.R entrés dans les années 70 mettent aussi au jour une certaine évolution dans les significations qu'ils donnent au terme « révolutionnaire ». Si pour Patrick, être « révolutionnaire », signifie qu'« *à un moment donné, toute forme d'affrontement est possible* », pour Bertrand par exemple, la signification semble avoir évolué :

« Etre révolutionnaire, c'est ce que dit Besancenot, c'est se bagarrer pour changer le mode de fonctionnement. Lui il dit 'il faut remettre le monde sur ses 2 pieds, il marche à l'envers'; ça oui, c'est être révolutionnaire. Maintenant être révolutionnaire pour le grand Soir et créer des Soviets, moi j'y crois plus, c'est des trucs quand j'avais 20 ans mais il faut arrêter de ...bon...

> et c'est un changement de fond ou ?

Pour moi personnellement, je crois que c'est la même problématique qu'on voit différemment, mais euh c'est sûr que certains vont trouver que si je dis ça je suis peut être pas non, pas le dernier, mais l'avant dernier des traîtres(...) Mais oui, c'est ça être révolutionnaire actuellement, c'est plus vouloir construire les Soviets et donc le conseil qui va avec, on va pas mettre sur pieds des commissaires du peuple (...). Si on veut changer les rapports quotidiens sur l'organisation des sociétés, là on est révolutionnaire et on va pas nécessairement refaire la prise du Palais d'Hiver ».

Entretien Bertrand, 54 ans, professeur du second degré, militant depuis 1971.

¹⁶⁰ Ce point sera développé dans la partie suivante concernant la stratégie.

Pour l'ensemble des militants, il y a une évolution sur la signification du terme « révolutionnaire », y compris chez les plus anciens. Mais les nouveaux se disent aussi « réformistes ». Alors que chez les anciens, la distinction réformiste / révolutionnaire est maintenue. Il semble bien que la question précise du « comment faire la révolution ? », ou des moyens qu'on utilise, clive nettement notre corpus en deux groupes : anciens et nouveaux militants. Fondamentalement, c'est la question de la stratégie qui les divise.

3. La stratégie à suivre, objet de clivage pour les militants :

*« Faudrait réécrire un Que Faire ? en 2003 »,
Simon, militant cellule XVII^{ème}.*

La question de la stratégie opère un clivage parmi les militants de la cellule du XVII^{ème}. Lorsque cette question n'a pas été abordée directement par les militants, nous leur avons posé des questions sur la stratégie à suivre pour « faire la révolution », ainsi que sur la question du recours à la violence. Les réponses à ces questions distinguent très nettement les nouveaux militants des anciens.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

Les points d'opposition apparaissent dans le tableau suivant :

Nouveaux	Anciens
Pour la voie des urnes, la voie parlementaire.	La voie des urnes : ils n'y croient pas. Elections = tribune pour diffuser ses idées
Recours à la violence massivement rejeté.	Même s'il n'y a pas de volonté de violence, elle apparaît comme inévitable et est conçue comme un moment nécessaire. Violence si répression de la part de la classe dirigeante.

Ces deux groupes se distinguent tout d'abord très clairement sur l'attitude vis à vis du processus électoral et du système parlementaire.

Les nouveaux militants prônent tous la voie électorale. Le changement radical de la société aura lieu par des réformes. Julien, ex-militant du P.C, défend pour la L.C.R une culture de gouvernement. Il prône la voie institutionnelle d'accession au pouvoir. Pour lui, *« la subversion ne marche pas »*. On pourrait penser que cette position reflète avant tout l'influence de son parcours militant et ses sept années passées dans un parti qui a effectivement fait le choix de l'institutionnalisation. Mais son positionnement semble bien refléter quelque chose de plus profond, partagé par l'ensemble des nouveaux militants. Guillaume estime ainsi que la L.C.R a changé sa position sur la question de la prise du pouvoir : *« c'est le grand progrès de la Ligue : le projet aujourd'hui, c'est de parler, dire ce qu'on pense. La force de conviction fera tomber les oppositions possibles. La révolution se fait par des réformes justes et sociales. On arrive au pouvoir par les urnes, c'est plus concevable autrement »*. Serge, lui, identifie le projet de la L.C.R au sien :

celui « d'un changement par les urnes et donc pour permettre ça, avant, de rallier le plus de monde possible autour de l'organisation ». « Mais la révolution, la dictature du prolétariat, on sait tous très bien que ça n'existera jamais ». Ainsi, pour ces nouveaux militants, la stratégie pour arriver à prendre le pouvoir est « la voie parlementaire, via les élections », bien que certains soulignent en même temps les limites de la démocratie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. « Le changement de système doit être imposé par les lois, dans le respect démocratique ».

Sur la question précise de la stratégie, le groupe constitué par les anciens militants de la cellule du XVII^{ème} s'illustre par une position bien différente. Ils ne croient pas du tout que le changement, le renversement de la société, pourra se faire par la voie des urnes. S'ils prônent la démocratie et montrent, y compris, un attachement fort au vote et au principe de l'élection en général, ils estiment que le système actuel « n'est pas démocratique », « qu'il est verrouillé », et qu'il est donc illusoire de penser que la voie électorale pourra être le moyen pour prendre le pouvoir. Les élections restent une étape importante, mais comme tribune pour divulguer leurs idées et comme moyen de renforcer la crédibilité du parti. Ce rejet n'entraîne pas pour autant la vision d'une stratégie alternative claire. Les anciens de la cellule se caractérisent surtout par le peu de certitudes dont ils font preuve sur cette question. Ce thème a pourtant fait l'objet chez eux de nombreuses réflexions, dans lesquelles la question du recours à la violence est centrale. En effet, ces militants se révèlent

particulièrement sceptiques quant à l'idée que la « *force de conviction (fera) tomber toutes les oppositions possibles* ». En l'occurrence, la réaction violente de la part « *de la bourgeoisie* », de « *la classe dirigeante* », de « *la réaction* » fait partie des données de leur équation. Ce faisant, même sans disposer de la solution, il ne peuvent l'envisager sans violence à un moment donné.

C'est le cas pour Claire chez qui les réflexions sur la stratégie sont intimement liées à la question de l'éventualité du recours à la violence :

« > Est-ce que la L.C.R vise la prise du pouvoir ?

Non, c'est pas la prise du pouvoir le but. C'est convaincre le plus de gens possible, qu'il y en ait de plus en plus qui aient envie de changer le monde.

> Et comment on le change ?

Je le sais de moins en moins. Au début je pensais : on prend les armes et la masse qui est autour soutient. Maintenant... ça me paraît de plus en plus loin, de plus en plus inaccessible. En tous cas, c'est pas en gagnant les élections. Pour moi, on se présente aux élections parce que c'est une tribune politique. C'est la phase : on sème des idées. (...) C'est pas ma culture, parce que c'est rentrer dans le système.

> Et comment on change alors ?

Comment ?... ouais bon ben, c'est les barricades ! J'aimerais trouver quelque chose entre les élections et les armes. Si on est majoritaires, peut-être prendre les armes, mais maltraiter le moins possible nos ennemis. (...) Mais, en tous cas, pas d'extermination de nos ennemis, et puis, comment tu juges qui sont nos ennemis ? Ca nous fait retomber dans des travers qu'on critique dans la société d'aujourd'hui »,

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

« On est pour la prise du pouvoir démocratique, avec la majorité ». Laurent précise que pour cette raison, il est pour changer de nom. « La révolution est nécessaire, mais avec ces termes [N.B : « communiste », « révolutionnaire »], on indique trop fortement qu'on veut refaire Octobre 1917. Il y a une disjonction entre le projet et le nom. (...) Ce modèle là - l'avant-garde qui tire les gens - est périmé ». La tactique à suivre selon lui n'est pas claire. Mais « il s'agirait plus d'une avant-garde auto-limitée, pas là pour imposer mais pour verser au débat ».

Et sur la question de la violence :

« je n'ai pas de fascination pour la violence. Mais, historiquement, on a pu vérifier que dès qu'on s'affirmait, on était réprimé. Et en France, de ce point de vue, on a une histoire brutale (il y a eu Thermidor, 1830, 1848, la Commune de Paris, 1936, 1968) . (...) La violence n'est pas choisie par ceux qui se révoltent, c'est la répression qui les y pousse ».

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Cette question du recours à la violence distingue aussi les anciens de la cellule de la majorité des nouveaux militants qui affichent à ce sujet une position de refus catégorique. La violence n'est pour ces derniers *« pas une manière d'y arriver », « pas pour le mouvement ouvrier », ils « ne (s'inscrivent) pas dans ce projet de radicalisation »*. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux estiment que leur position sur cette question reflète celle de la L.C.R. Isabelle précise ainsi : *« c'est pas du tout le discours de la Ligue maintenant. On en parle jamais de Trotsky, la violence politique, tout ça c'est un mythe »*.

Seuls trois d'entre eux (sur sept) envisagent la possibilité d'un recours à la violence qui *« peut être nécessaire par rapport à une réaction en face »*. On retrouve chez eux une position assez proche de celle des anciens militants. Comme chez Sophie qui rejette le recours à la violence dans l'état actuel du rapport de force (*« il faut préserver les militants et aller au bout de ce qu'on peut faire légalement »*), mais qui souligne qu'à terme, *« les processus révolutionnaires ne peuvent pas se faire au son des fifres et des tambours »*.

L'attitude vis à vis du concept de « dictature du prolétariat » symbolise bien le clivage qui existe entre ces deux groupes. Là encore, il recoupe très nettement la césure entre anciens militants et ceux entrés dans la période de l'après 21 avril 2002. Les nouveaux militants le rejettent en bloc. Valérie trouve ce concept « monstrueux », Guillaume estime, lui, « qu'il n'y a plus la dictature du prolétariat » au programme de la L.C.R.¹⁶¹. Mais les entretiens avec les anciens militants de la cellule montrent qu'ils ne partagent pas ces positions. Julie, par exemple, considère que *« ça doit passer par là »*. Car *« on va expérimenter des choses fragiles, nouvelles... On va pas buter tous les bourgeois, mais certains essaieront de reprendre le pouvoir.(...) A un moment donné, on se met d'accord sur des fondamentaux essentiels à la transition, et il faudra les défendre »*. Elle précise : *« mais dans la Ligue, c'est discuté. Jusqu'à maintenant c'est resté dans notre bagage »*. Pour Claire, la dictature du prolétariat est aussi une phase nécessaire : *« ça fait un peu gros mot. C'est toujours compliqué d'avancer le terme dictature. Mais bien sûr qu'il faut renverser la tendance »*. La question de la démocratie est pourtant omniprésente dans son discours, dans son projet de société. Nous lui avons donc demandé s'il n'y avait pas là une contradiction. Mais, pour elle, *« ce serait dans la phase de transition. A un moment donné, il y a une phase d'éducation, comme la discrimination positive »*. Laurent développe un autre raisonnement. Pour lui, la question de la

¹⁶¹ Ce qui, au moment de l'enquête, était faux d'un point de vue factuel. La dictature du prolétariat était en effet encore inscrite à l'article 1.1 des statuts de l'organisation. Mais lors du XV^{ème} Congrès de la L.C.R, qui s'est tenu du 30 oct.

dictature du prolétariat est une baudruche car le prolétariat est la majorité (le prolétariat, c'est pour lui le salariat) , et la dictature de la majorité, c'est la démocratie.

Quoi qu'il en soit, l'opposition sur la question de la dictature du prolétariat est révélatrice du clivage que l'on observe plus généralement dans cette cellule du XVII^{ème} sur la stratégie. Les militants de la L.C.R semblent avoir plus de doutes et de questions que de certitudes à ce sujet. S'ajoute à cela l'imprécision sur le projet politique, l'absence même, pour certains, d'un tel projet. Et une identité devenue de plus en plus « complexe », à la fois la même et complètement différente, le fait que certains référents identitaires s'estompent, que d'autres soient même remis en question... Tous ces sujets faisant par ailleurs l'objet de clivages entre les militants. Bref, l'ensemble de ces éléments peut renvoyer l'image d'un parti qui navigue à vue et on pourrait s'attendre à ce que ces militants soient complètement « déboussolés ». Or, il n'en est rien. Bien au contraire, le contraste est saisissant entre un tel flottement et la vitalité dont cette organisation fait preuve aujourd'hui. Du point de vue de l'attractivité qu'elle exerce tout d'abord, avec un afflux de militants, qui, s'il s'est ralenti, ne se tarit pas. Mais surtout, du point de vue de l'enthousiasme, voire de la réelle « *euphorie* » qu'expriment les militants que nous avons rencontrés :

au 2 nov. 2003, de nouveaux statuts dans lesquels la « dictature du prolétariat » ne figure plus, ont été adoptés par 85 % des délégué(e)s (suffrages exprimés).

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

« il y a une vraie satisfaction dans le militantisme, oui ! Avec les gens surtout. C'est vraiment génial, on rencontre des gens, on élabore des tas de choses, c'est génial. Il y a une vraie euphorie d'être ensemble, de partager des choses ensemble. (...) La cellule, elle est encore à l'état d'embryon pour l'instant, mais il y a vraiment un grand enthousiasme »,

Entretien Julie, 26 ans, employée, militante depuis 1994.

Il n'y a pas de « désarroi militant », et s'il existe indéniablement des sujets de clivage entre militants et des doutes, ils se rejoignent tous sur certains thèmes, qui constituent le noyau dur de leur engagement et qui les unissent.

CHAPITRE V :

Une cellule de la L.C.R dans le XVII^{ème} arrondissement de Paris (B) : Base du lien partisan

Malgré les points de clivage, les doutes ou les imprécisions, les militants de la cellule XVII^{ème} ne forment pas un groupe éclaté. Au fondement de leur engagement, on retrouve les mêmes ressorts. Ces militants, quel que soit leur âge ou leur ancienneté dans l'organisation, sont unis par le même rejet violent, la même rage, contre le système actuel et contre les autres partis de gauche. Mais leur engagement n'est pas basé que sur un rejet. Et d'ailleurs, ces deux éléments auraient du mal à rendre compte à eux seuls de leur entrée dans un parti politique. En réalité, ces rejets ne les conduisent pas à une révolte de type nihiliste. Au contraire, ces militants expriment toutes et tous la même demande de la structure partisane pour s'organiser et « changer le monde ».

1. Le rejet violent du système actuel :

« Du passé faisons table rase ... »

Les militants que nous avons rencontrés pour cette recherche expriment tous de manière violente leur rejet du système actuel. Et ce, quel que soit leur âge, leur ancienneté dans le parti ou la nature de leur parcours

antérieur. On peut parler d'une vraie rage, d'un dégoût profond, vis à vis de la société telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Rien ou presque ne trouve grâce à leurs yeux. Ce système, précisons tout d'abord qu'ils l'identifient tous comme « système capitaliste » ou « système libéral ».

Valérie, 25 ans, a milité pendant plusieurs années dans l'association ATTAC. Elle dit avoir été assez modérée au début et s'être radicalisée au sein de cette association, par la rencontre avec des militants de la L.C.R., qu'elle rejoint en mars 2003. Dans son discours, on reconnaît le type d'argumentaire développé à ATTAC (l'attention portée à la finance internationale, le thème de la marchandisation des services et des êtres). Mais elle exprime d'une manière très radicale son rejet du système actuel :

« Q : Et par rapport au système actuel, qu'est-ce que tu lui reproches ?
Tu le juges comment ?

J'ai un sentiment d'immense injustice. Même plus. Je le trouve vraiment monstrueux, au sens propre du terme. C'est un monstre à plusieurs têtes. Avec les multinationales, de l'autre côté la finance avec les paradis fiscaux et puis des espèces de serviteurs politiques qui appliquent ça et qui sont complètement pris par le système. C'est un monstre tentaculaire qui déploie ses tentacules pour marchander, mercantiliser tous les secteurs de la société. Ça c'est ce qui me frappe le plus : tout est marchandise, tout s'achète. Il y a une main mise des pouvoirs financiers, des multinationales, sur tout aspect de la vie, ton corps, la santé, la culture... On est dans un état extrêmement critique et moi j'ai extrêmement peur ».

On pourrait penser que son jeune âge explique en grande partie la radicalité du propos. Pourtant, Sophie, à 46 ans, exprime le même dégoût, la même rage, de manière non moins violente :

« On vit dans une société outrageusement inégalitaire, totalement mensongère, surtout depuis la chute du Mur, qui met en avant que le marché va tout réguler, tout résoudre et que on aurait pas pu rêver mieux, pour nous, nos enfants.(...) Il y a des millions de gens qui vivent dans des conditions affreuses dans le monde, dans un dénuement inqualifiable à l'aube du XXIème siècle. Les inégalités sont révoltantes, elles s'exacerbent. (...) La pauvreté est devenue un stigmate indépassable. On a donné aux pauvres des miettes, juste ce qu'il faut pour éviter la révolte. Mais plus que les miettes, non, on leur donnera pas. (...) J'ai 46 ans, mais le sentiment de révolte est aussi neuf que quand j'avais 15 ans. (...) Il faut changer radicalement les choses. La société future sera peut-être moins séduisante matériellement, mais les gens seront des êtres humains, et plus seulement des machines à consommer. C'est répugnant ce qu'on nous demande : travailler / consommer / bouffer et aller aux chiottes ! Ce que je dis est vulgaire, mais est à la mesure du sentiment nauséeux que cela me donne ! Quel est le sens de tout cela ? [N.B : cette dernière phrase est répétée trois fois]

Il y a quelques jours sur Arte, j'ai vu une émission sur la mondialisation, sur la crise aux Philippines. J'ai vu ces types, grands financiers, on a l'impression que ce sont des gens sérieux et en fait non : ce sont des fous, des dingues ! Ils jouent avec la vie des autres comme des gamins au Monopoly. L'être humain n'existe pas, est totalement nié. Je me suis demandée si ce que les différents totalitarismes n'ont pas réussi à faire, le capitalisme ne va pas finir par le faire. Une société où les gens sont formatés. Parce que contre les différents totalitarismes, il y a eu des révoltes. Là, c'est tellement insidieux. Il faut être capable de rejeter le formatage de la pensée et des êtres ».

Chez les anciens militants de la cellule XVII^{ème}, on retrouve la même rage, le même jugement sans appel :

« Où que tu portes ton regard, c'est insupportable ! Moi, j'ai les nerfs en pelote en permanence. Il y a aujourd'hui une crise globale. Ce qui permettait de rendre le système supportable s'effondre. Le système actuel est un Léviathan. C'est la guerre de

tous contre tous, avec une autorité réduite à la sanction. (...) La vie sociale et culturelle est une aliénation aujourd'hui. Elles sont d'une pauvreté effarante.»

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Tous les militants de la cellule expriment ainsi le même dégoût, un certain désespoir même, vis à vis d'un système qu'ils jugent « monstrueux », « hautement criminel ». Et la manière dont ils formulent ce rejet révèle un autre point d'accord entre eux. En effet, ils développent leur argumentation à travers le même « cadre ». Les « cadres de perception » ou d'« expérience » désignent, chez Goffman¹⁶², ce qui permet aux individus de « localiser, percevoir, identifier, classer les événements de leur environnement, de leur vécu et du monde ». La formalisation de la révolte à travers de tels « cadres » est une condition de la possibilité du passage à l'action. Les mouvements sociaux ne naissent pas mécaniquement d'une accumulation de frustrations. Comme le souligne Erik Neveu¹⁶³, le passage à l'action collective suppose un travail sur les représentations qui donne un langage au mécontentement : « doter la protestation d'un langage signifie transformer le malaise vécu en injustice, en scandale, le légitimer au regard d'un système de normes et de valeurs, bref « monter en généralité », transformer un cas en

¹⁶² Erving GOFFMAN, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991, (1^{re} éd. 1974).

¹⁶³ Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002.

cause »¹⁶⁴. Pour les militants de cette cellule, le « sens de l'injustice »¹⁶⁵ est une composante essentielle de leur cadre de perception. Bert Klandermans précise dans son ouvrage : *The social psychology of protest*, en quoi consiste ce sentiment d'injustice. Il « provient d'une indignation morale due à des griefs (...). Souvent, cette indignation morale concerne des inégalités illégitimes – c'est-à-dire, un traitement inégal des individus et des groupes qui est perçu comme injuste. De tels sentiments d'injustice ont été la raison d'être de toute une série de mouvements : le mouvement ouvrier, le mouvement pour les droits civiques, le mouvement des femmes, celui pour les droits des homosexuels, pour ne citer que quelques exemples »¹⁶⁶. L'ensemble des militants que nous avons interrogés expriment leur rejet du système et plus largement leur perception du monde et de la société dans laquelle ils vivent à l'aune de cet « *injustice frame* ».

Ces cadres de perception comportent une dimension cognitive en apportant « les mots, les classements, les explications qui ordonnent le monde »¹⁶⁷. Le fait que la L.C.R fournisse, à travers les analyses qu'elle

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 91.

¹⁶⁵ Le « *sense of injustice* », est identifié par Gamson comme l'une des trois composantes des cadres de l'action collective, avec aussi « an element of identity » (un élément d'identité) et « the factor of agency » (facteur d'agence), cf. W. GAMSON, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

¹⁶⁶ Bert KLANDERMANS, *The social psychology of protest*, Oxford, Blackwell, 1997, p. 17 (notre traduction F.J.).

¹⁶⁷ Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002, p.91.

propose, de tels cadres de perception aux militants, est évoqué par Laurent de la cellule XVII^{ème} :

« Quand je suis rentré à la Ligue, ils commençaient à utiliser le terme : néo-libéralisme. Moi, j'ai découvert ça grâce à Critique Communiste, une revue de la Ligue. Toutes les thématiques anti-mondialisation actuelles, je les ai découvertes à la Ligue, cinq, six ans avant la naissance d'Attac. (...) C'est quelque chose de très important, quand tu commences à comprendre les choses, tu as l'impression de sortir du brouillard. Il y a des gens qui te proposent une grille. C'est un soulagement énorme ! ».

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Or, on retrouve dans les discours des militants de la cellule XVII^{ème} les mêmes « mots », les mêmes « classements », et les mêmes « explications qui ordonnent le monde ». Ainsi, la lutte des classes est une grille de lecture très majoritairement partagée et apparaît effectivement comme une explication qui ordonne leur perception du monde.

« La lutte de classe est une grille de lecture permanente. Pour moi, tout s'analyse à travers les classes et la lutte des classes. Sans en avoir beaucoup lu, ma référence c'est Marx. Pour moi, c'est sur ça que sont basés les rapports sociaux ».

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

« La question de la lutte de classe mobilise tout le monde. C'est une grille de lecture pertinente. C'est le moteur principal de l'histoire. (...) Elle est permanente, seconde par seconde, tout le temps, dans les rapports de force ».

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Cette référence à la lutte des classes comme grille d'analyse de la société est particulièrement forte chez les anciens militants. Leur ancienneté

dans l'organisation (ils militent depuis dix ans à la L.C.R) pourrait l'expliquer. Car, comme le souligne Annie Collovald, « le groupement militant n'est pas qu'un agrégat d'individualités militantes, il est aussi une institution sociale dotée d'une histoire passée, de valeurs et de normes héritées qui, en ce sens, « cadrent les expériences » des militants actuels »¹⁶⁸. Pourtant, cette grille est partagée par l'ensemble des militants de la cellule, y compris les plus récents : Valérie, Serge, Isabelle, s'y réfèrent aussi :

« (...) J'ai beaucoup de mal avec les vieux concepts. Sauf certains : la lutte des classes, par exemple, est encore opératoire ».

Entretien Valérie, 25 ans, professeur, militante depuis mars 2003.

« Etre communiste révolutionnaire, ça signifie être dans un parti qui défend les valeurs du monde ouvrier, les luttes, la structuration de la société en terme de classes. Cette vision là est toujours bien présente. Oui, je me considère communiste révolutionnaire, et ça signifie faire partie de cette organisation qui n'a pas abandonné la référence à la lutte des classes ».

Entretien Serge, 32 ans, chômeur, militant depuis déc. 2002.

La lutte de classes constitue donc un point d'accord entre tous les militants, nouveaux comme anciens. Ainsi Alain Krivine souligne que la lutte de classes est une grille de lecture pertinente de la société actuelle et demeure un référent fondamental pour la L.C.R, même si une réactualisation de cette notion s'impose :

¹⁶⁸ Annie COLLOVALD (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002, chap.5, p. 211.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

« Autant on ne remet pas en cause la notion de lutte de classes [...] mais par contre, il y a toute une étude à faire sur les changements internes de la classe ouvrière. Moi je pense que plus que jamais le prolétariat a même grandi, si on s'en tient à une définition très générale, qui a jamais été limitée aux O.S d'usine et à ceux qui produisaient directement de la plus value. Mais si on s'en tient à l'idée de ceux qui jouent un rôle absolument décisif dans le processus de production, à ce moment là on s'aperçoit qu'il y a de nouvelles couches du prolétariat [...] qui font que cela reste les trois quart de la société. Mais par contre - c'est là où c'est intéressant - c'est que à la différence du prolétariat restreint d'il y a un siècle, ces nouvelles couches ont pas forcément conscience de faire partie du prolétariat, parce qu'elles ont des statuts totalement différents : social, économique, intellectuel, totalement différents et justement toute la difficulté aujourd'hui c'est d'arriver, dans ce cadre totalement hétérogène, à faire comprendre par des revendications nouvelles et unifiantes que ça fait partie d'une totalité. »

Enfin, certains « mots », certains « classements » reviennent dans la majorité des entretiens, comme le mot « bourgeoisie » qui désigne l'ennemi, ou encore le terme « capitaliste » ou le « capitalisme » pour désigner le système actuel :

« Je me sens de la classe ouvrière par opposition à la bourgeoisie. (...) La Ligue se bat contre le capitalisme, avant tout contre le capitalisme, c'est-à-dire contre toute forme d'oppression : des pauvres par les riches ; de la classe ouvrière par la bourgeoisie ; des immigrés par les racistes... ».

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

La révolte vis à vis du système actuel, le rejet de la société telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, sont donc au fondement de l'engagement de tous ces militants, quelle que soit leur ancienneté dans l'organisation. Mais l'existence de cadres de perception partagés, de mots, de

classements, présents chez une majorité de militants, esquissent une autre dimension de ce qui unit ces militants : une dimension identitaire. Le recours au langage a une dimension hautement symbolique. En désignant des causes et des responsables, cette dimension symbolique est aussi normative. « Elle dit le bien et le mal, le « nous » et le « eux », et comporte aussi par là une composante *identitaire* »¹⁶⁹. L'identification d'un ennemi (extrême droite et droite), le positionnement face aux autres forces, participent de cette construction identitaire. En particulier, tous dans la cellule expriment un rejet qui les fédère : celui des partis de la gauche traditionnelle.

2. Le rejet violent des partis de la gauche traditionnelle :

« *Pourquoi on y va, c'est le socle de ce qui nous unit* ». Cette phrase d'une militante de la cellule XVII^{ème} nous semble effectivement bien résumer un élément fondamental qui fait tenir ensemble ce collectif. Il faut pourtant préciser en quoi consiste ce « pourquoi ». Nous avons vu que le rejet violent du système actuel en est une composante centrale. Mais un autre élément rassemble tous les militants de cette cellule : le rejet violent des partis de la gauche institutionnelle : le Parti Socialiste en premier lieu, mais aussi le Parti Communiste et les Verts.

¹⁶⁹ Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002, p.91.

- Le jugement vis à vis du Parti Socialiste :

Les mots des militants pour exprimer leur jugement à l'égard du Parti Socialiste se caractérisent par leur dureté, leur violence. S'ils sont très critiques envers l'ensemble des partis de l'ex-gauche plurielle, le Parti Socialiste, en tant que pivot de cette coalition, cristallise les déceptions, voire la haine des militants.

Ces reproches ne sont pas développés sur la même base chez tous les militants. Deux types de critiques peuvent être dégagés :

Le premier utilise le registre de la déception. Les militants avaient des attentes fortes vis à vis du Parti Socialiste, pour qui ils ont d'ailleurs voté au second tour en 1995 et en 1997. Mais ces attentes ont été déçues par la politique mise en oeuvre. Le deuxième type de critiques se situe sur un terrain un peu différent : les militants ont un jugement très dur basé sur la politique menée, mais s'affirment dès le départ méfiants vis à vis d'un parti socialiste « *social-démocrate* », « *qui trahit depuis 1914* ». Il faut donc souligner cette distinction entre des militants qui se positionnent comme fondamentalement opposés aux sociaux-démocrates, et ceux qui étaient, jusqu'à très récemment encore, en confiance vis à vis des partis de la gauche, qui avaient des attentes fortes concernant ces partis, et qui expriment aujourd'hui une déception énorme et un rejet violent basés sur ce qu'ils ressentent comme une « *trahison* ».

Pour mesurer l'ampleur de cette césure, on peut noter que les dirigeants du P.S ont figuré chez presque la moitié des militants de la cellule XVII^{ème}, en réponse à la question : « quel est le personnage politique que tu aimes le moins ? » posée en toute fin d'entretien, détrônant les hommes politiques d'extrême droite et de droite cités par les autres militants.

Au-delà de ces deux types de critiques, on retrouve souvent les mêmes arguments évoqués : les socialistes sont « *des traîtres* », ils « *n'(ont) pas rempli (leur) contrat* ». Ils « *ne sont pas socialistes* », ni « *de gauche* ». Le P.S est assimilé à un « *parti de droite* », et à plusieurs reprises comparé à « *l'U.D.F* ». Les militants sanctionnent durement « *la politique qui a été menée* » qui n'était « *pas une politique de gauche* » et le fait qu'elle n'a consisté « *qu'à mettre des pansements, sans jamais remettre en cause le système* ». La rupture est totale.

« Le P.S, ce sont les pires. Ils ont trahi des idéaux, les attentes des gens. Y a pas pire, quand un ami te promet un truc et puis non... Ils sont responsables du dégoût de la chose publique ».

Entretien Julien, 32 ans, étudiant- salarié, militant depuis avril 2003.

« Plein de choses m'ont dégoûtée, la promesse non tenue sur la régularisation des sans-papiers, les lois Chevènement, le PARE... ». Isabelle exprime une « grande déception vis à vis du P.S » qui « en cinq ans, n'a pas eu une politique socialiste. Ils ont adapté leur politique à la loi du marché, c'est pas une politique de gauche. Au second tour en 1995, j'avais voté socialistes. A l'élection de 2002, de toutes façons, j'avais décidé de pas voter P.S au second tour ».

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

Sophie souligne elle aussi le fait que « le P.S n'a pas rempli son contrat ». Mais, elle précise qu'on « ne peut pas s'attendre à grand chose de la part du P.S. Ils sont devenus de bons sociaux-démocrates ».

Et ils sont nombreux à affirmer une même méfiance vis à vis du Parti Socialiste :

« Le P.S, au mieux, c'est un parti social-démocrate de centre gauche, mais à terme, ça va être comme le parti Démocrate américain. C'est une droite moyennement molle. Le P.S n'a jamais été un parti de gauche, il n'a jamais fait aucune réforme de gauche. Encore moins maintenant. Moi, je soutenais l'action à Annemasse pour aller casser le meeting du P.S à Genève. Je n'y étais pas, mais je soutenais. Le mouvement d'Annemasse est anti-capitaliste, anti-libéral. Le P.S, lui, n'est pas anti-capitaliste. C'est comme si l'U.M.P venait à un sommet anti-capitaliste ! Ils ne sont pas pour un autre monde ».

Entretien Guillaume, 20 ans, étudiant, militant depuis décembre 2002.

Serge, lui, souligne « le réformisme, les compromissions au niveau global ». « Chez les militants du P.S, on n'est plus dans la lutte des classes. (...) Je voulais pas de tout ce concret dans un désert de références. Aborder les problèmes sans idéologie. (...) Leur pragmatisme, c'est ce que je déteste. (..) Aussi chez les Socialistes, cette arrogance : renvoyer, stigmatiser les petits partis ».

Par ailleurs, les anciens militants de la cellule se distinguent en différenciant clairement dans leur jugement la direction et les militants. La direction fait l'objet de toutes leurs critiques, mais ils précisent qu' « il reste encore quelques personnes intéressantes au P.S » du côté des militants.

« Le P.S, je les déteste. Je pense qu'il y a encore quelques personnes pas trop pourries à la base. Après, la direction du P.S : je sais même pas si on en est encore à l'analyse qu'on avait sur l'accompagnement social du système capitaliste.(...) Ils se fourvoient

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

complètement dans le libéralisme.(...) Ils ont trahi sur plusieurs choses et notamment sur les sans-papiers. Ils ont scié la branche sur laquelle ils étaient assis. Ca a été essentiel. Je pensais vraiment qu'ils ne renieraient pas leurs idéaux de gauche. Sur l'économie je m'y attendais : l'accompagnement du libéralisme. Mais « social », je sais même plus. »

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

« Le Parti socialiste, il reste quelques personnes intéressantes, mais ils ne partent pas. Pour le reste, ce sont les représentants de la bourgeoisie auprès de la classe ouvrière. C'est un parti de classes moyennes et supérieures, de cadres, de gagnants du système. Ils ne sont pas en contact avec les gens. Il n'ont plus qu'un rapport électoraliste avec eux ».

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Les militants sont aussi très critiques vis à vis du Parti Communiste et des Verts. Les mêmes arguments reviennent dans tous les entretiens.

- Le jugement vis à vis du Parti Communiste :

Les militants sanctionnent tous très durement la participation du Parti Communiste au gouvernement de la gauche plurielle. Plus largement, ils dénoncent la « dérive à droite » du P.C. Pour eux, ils « ne sont plus communistes ». Par ailleurs, certains militants critiquent aussi le « manque de démocratie » au sein de ce parti, un fonctionnement encore « stalinien » et l'aspect « vieillot » du discours.

« Le P.C s'est fourvoyé au gouvernement, plus que ce que je pensais. Je pensais qu'ils batailleraient dans la gauche plurielle. Sur les retraites, par exemple ils sont en pointe,

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

au gouvernement, on ne les a pas entendus. C'est une belle déception quand même parce que le P.C avait un rôle très important pour moi dans le paysage politique français : la défense des ouvriers. C'était un suicide politique. J'aurais tendance à dire que le Parti Communiste est mort. D'autant plus qu'ils ne tirent pas les bons bilans. L'enjeu maintenant, c'est que les militants communistes ne soient pas trop en-dehors de tout engagement politique. (...) Mais moi, je ne me réjouis pas de la mort du P.C ».

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

« Le P.C est totalement archaïque, c'est des gens d'une autre époque. C'est une force d'action impressionnante, mais une force de réflexion misérable. Ils ne réfléchissent pas. Et puis l'opposition... la fédération du Nord est ouvertement stalinienne. (...) Et comment peut-on rentrer dans la gauche plurielle en tant que communiste. (...) Ils n'ont plus rien de communiste ».

Entretien Guillaume, 20 ans, étudiant, militant depuis décembre 2002.

« Le P.C n'est pas plus à gauche que le P.S et les Verts. C'est un parti Stalinien, qui reste un ennemi, ou plutôt non, pas un ennemi, un adversaire en tant que direction. Ils préfèrent faire vivre l'appareil bureaucratique plutôt que de défendre les travailleurs. Surtout, j'ai rarement vu des gens aussi détruits, complètement bousillés que les ex-militants du P.C ».

Entretien Julie, 26 ans, employée, militante depuis 1994.

- Le jugement à l'égard des Verts :

L'ensemble des militants que nous avons rencontrés reprennent les mêmes arguments. Les Verts, « c'est n'importe quoi ce parti », c'est « un épiphénomène ». Ils sont « mous », « pas assez à gauche ». Surtout, c'est un « parti thématique », qui « manque d'un projet global pour la société ».

« Les Verts se sont bien fourvoyés aussi au gouvernement. Je sais pas quoi te dire, c'est n'importe quoi ce parti. Ils sont jamais d'accord. C'est que des batailles

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

internes... Je serais incapable de te dire quelles sont les idées des Verts aujourd'hui, entre Voynet, Lemaire ... Et niveau démocratie, on prendra pas modèle sur eux... (rires) ».

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

« Vis à vis des Verts... je suis hyper critique ! Ils n'ont pas d'idéologie, c'est un épiphénomène. Leur idéologie ne repose sur rien. C'est de la politique à vue. Et j'ai rarement vu des Verts sur le terrain ».

Entretien Julie, 26 ans, employée, militante depuis 1994.

Malgré ce jugement très dur vis à vis des partis de l'ex-gauche plurielle, certains militants, surtout les anciens de la cellule, se distinguent par des préoccupations politiques concernant l'avenir et évoquent leur désir de recomposition d' *« un pôle de radicalité avec des militants du P.C, des Verts, certains du P.S qui restent fondamentalement à gauche, les Anar et L.O aussi »*. Pour Claire, ce pôle pourrait aussi rassembler *« des gens qui ont les mêmes idées que nous : des profs, des éducateurs... qui ne feront pas la démarche de rentrer à la L.C.R, mais qui partagent nos analyses »*. Le futur de la L.C.R, Julie, Laurent et Claire *« l'(espèrent) comme des re compositions, lancer une autre organisation, un autre parti »*. Julie, elle, défend la stratégie du Front unique contre la droite et l'extrême droite, qui constituent *« l'ennemi principal »* :

« Moi, je défends la stratégie du Front Unique. La droite et l'extrême droite, c'est l'ennemi principal. Après, on dispute le combat à gauche ».

Entretien Julie.

C'est un autre point de césure entre anciens et nouveaux militants. Tous expriment le même rejet sans appel des partis de la gauche institutionnelle. Mais là où les anciens appellent de leurs vœux un rassemblement dans un pôle large anti-capitaliste, avec toutes les forces militantes disponibles, les nouveaux campent sur une position plus radicale. Guillaume par exemple, exprime une « *rupture totale vis à vis des partis de la gauche plurielle* ». Quant à l'idée de créer un « *grand parti de la gauche révolutionnaire* », il estime que « *les militants viendront d'eux-mêmes* » et qu'« *ils n'ont qu'à rentrer à la Ligue !* ». Ce sont donc bien ici deux options divergentes qui s'esquissent et qui, à terme, pourraient s'avérer compliquées à gérer.

*

Ce rejet des autres partis de gauche, partagé par tous, apparaît comme une autre dimension de la composante *identitaire* qui unit les militants de cette cellule et plus largement, les militants que nous avons rencontrés. Comme le souligne Bert Klandermans, l'action collective requiert une identité ou une conscience collective, qui pour se construire s'appuie sur des « attributions causales ». « Ce sont ces attributions causales qui produisent le mélange potentiellement explosif, d'indignation morale partagée et de conscience oppositionnelle, cruciales pour l'identité collective dans le contexte des mouvements sociaux et qui (...) créent

l'identité collective politiquement significative»¹⁷⁰. Ce que souligne B. Klandermans pour les mouvements sociaux est aussi opératoire dans un cadre partisan, notamment dans le cas de la L.C.R. Malgré des « identités plurielles », ces éléments partagés concourent à une certaine homogénéisation de l'identité du collectif en unifiant un groupe qui pourrait être relativement « éclaté »¹⁷¹.

Les développements qui précèdent pourraient laisser croire que le rejet constitue le seul ciment des militants de cette cellule. Mais cela n'est pas le cas. Ils expriment tous une même volonté d'action commune dans une structure partisane, le même désir de « *changer le monde* ». « La quête du sens et d'un nouvel ordre de vie »¹⁷² les unissent aussi puissamment. Ce sont ces questions que nous allons aborder maintenant.

3. L'« affection » partisane :

Colette Ysmal, dans une contribution portant sur les transformations du militantisme et le déclin des partis¹⁷³, souligne une « spécificité française »

¹⁷⁰ Bert KLANDERMANS, *The social psychology of protest*, Oxford, Blackwell, 1997, p. 41 (notre traduction F.J.).

¹⁷¹ Cf. nos développements dans la première partie de ce chapitre.

¹⁷² Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002, p.75.

qui « tient sans doute à la défiance que les Français ont, depuis toujours, manifestée envers l'organisation partisane. Conséquence, à gauche, de l'anarcho-syndicalisme qui contestait aux partis socialistes tout pouvoir réel de transformation sociale et, à droite, d'un discours qui tient les partis pour des éléments de division de la communauté nationale, les partis sont en grande partie, et en dépit de quelques embellies, restés un corps étranger »¹⁷⁴. Ainsi, dans un sondage SOFRES en mai 1989, 3 % des personnes interrogées déclaraient appartenir à un parti politique, et seulement 11 % se disaient prêtes à en faire partie¹⁷⁵. Cette désaffection partisane est donc très généralement partagée.

Les militants que nous avons rencontrés se distinguent nettement de ce point de vue. Leurs entretiens révèlent une très forte valorisation de la structure partisane. Cet aspect est souligné par l'ensemble de ces militants, mais tout particulièrement par les nouveaux, et ce, quel que soit leur parcours antérieur. Aussi bien ceux qui sont passés par d'autres structures militantes auparavant (associations pour la plupart), que ceux qui n'étaient investis nulle part avant l'adhésion à la L.C.R. Différents arguments sont avancés par les militants pour rendre compte de l'importance du parti politique.

¹⁷³ Colette YSMAL : « Transformations du militantisme et déclin des partis », in : *L'Engagement politique : déclin ou mutation ?*, PERRINEAU Pascal (dir.), Paris, Presses de la FNSP, 1994, chap.2.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.42, 44.

Un premier type d'argument renvoie à une vision hiérarchisée de l'action politique, avec l'idée que le parti politique est « *au-dessus de tout* », parce que « *tout est politique* ». « *C'est le politique qui est premier* », dès lors, pour ces militants « *hors le parti, point de salut !* » :

« Tout est politique ! Ce qui gère l'association, c'est le politique. Dans les années 90, cette question s'est beaucoup posée entre associations et politique. Alors, autant aller tout de suite au plus haut, et c'est toujours le politique qui est premier ».

Entretien Julien, 32 ans, étudiant- salarié, militant depuis avril 2003.

Mais ces militants expriment plus fondamentalement le même besoin d'un « *projet politique global* » et la volonté d'adhérer à une organisation capable de fournir un « *débouché politique* » à leurs revendications. Souvent, ceux qui développent cet argument étaient engagés dans d'autres structures avant d'entrer à la L.C.R. Mais les syndicats et les associations dans lesquels ils étaient investis se sont révélés, à un moment donné, insuffisants. Ces structures laissent en effet volontairement en suspens la question du débouché politique et celle de la prise du pouvoir. C'est cette mise en retrait que critiquent ces militants. Ils ont évoqué notamment l'impuissance à traduire dans le champ politique les propositions qu'ils défendaient. Ils ont alors ressenti le besoin de « *donner une plate-forme politique* (à leurs) *luttés* ». Rejoindre un parti répond alors chez eux au besoin de « *passer à l'étape supérieure* » et est vécu comme « *un aboutissement* » dans leur parcours. Celui de Valérie est, de ce point de

¹⁷⁵ Cf. Colette YSMAL, *Ibid.*, p.44.

vue, exemplaire. Elle explique très clairement sa décision de rentrer dans un parti politique par les limites ressenties dans son engagement au sein d'ATTAC. Elle milite dans cette association depuis trois ou quatre ans, mais explique qu'à un moment donné, elle s'est posée la question de savoir : « *comment ça se traduit sur la scène politique ?* ». Elle a été déçue par l'image de « *rigolos idéalistes* » et par le fait que « *concrètement, les gens pensent qu'on n'est pas crédibles* ». Elle dit avoir été exaspérée par des remarques récurrentes sur le thème : « *mais concrètement, prenez le pouvoir, vous verrez que c'est pas si simple !* ». Elle « *(voulait) un débouché politique* » à son engagement. L'importance de la structure partisane, elle l'explique aussi comme une réponse à la radicalisation dans « le mouvement »¹⁷⁶. Par la nécessité d'organiser cette radicalité et de pouvoir la faire perdurer. Et ce à travers l'élaboration d'une plate-forme politique et la possibilité de lui donner une traduction au niveau institutionnel.

Sophie évoque quant à elle un autre type d'argument en soulignant qu'un parti politique est souvent un lieu de formation pour ses militants, au-delà de sa fonction première d'organisation des individus engagés dans une cause. L'entrée à la L.C.R est vécue par cette militante comme l'occasion d'une re-socialisation politique, après plusieurs années de militantisme dans une cellule du P.C où elle déplorait l'absence de débat politique :

¹⁷⁶ Elle fait ici référence au mouvement social du printemps 2003 contre la réforme des retraites et la décentralisation dans l'éducation nationale.

« Ces dernières années, j'avais un type d'engagement qui s'appuyait plus sur une révolte instinctive. Maintenant, je veux passer à autre chose. A la Ligue, le travail de fond est nécessaire. (...) Ca va m'aider à me reformuler moi-même idéologiquement »

Enfin, certains militants avancent l'idée selon laquelle *« rentrer dans un parti, c'est se positionner réellement »* et c'est *« la volonté de participer activement à un changement »* au sein d'un collectif. Dans leur discours, on discerne le même besoin de sortir d'un isolement et de pouvoir partager leur révolte avec d'autres. Pierre explique en avoir eu *« marre de gueuler seul devant la télé »*. Isabelle, elle, a aussi voulu franchir le pas et militer pour *« ne plus avoir raison toute seule dans sa cuisine »*. Pour Serge, le fait de franchir le pas pour rentrer à la L.C.R., *« c'était urgent au niveau personnel »*. Le *« passage à l'acte »* intervient chez lui dans une période très difficile d'un point de vue social et personnel. Il connaît en effet une situation de désaffiliation sociale, due au chômage, et une situation d'isolement renforcée par le fait qu'il a deux enfants en bas âge. Par ailleurs, lui et sa compagne sont de province et il ne connaît que peu de gens à Paris. Il s'est donc retrouvé *« doublement isolé »*, dans une situation qu'il présente lui-même comme *« très destructrice »* :

« C'était limite difficile de ne pas devenir fou, de ne pas s'enfermer dans une révolte un peu primaire. Le fait de militer c'était aussi un moyen pour ne pas perdre le contact avec la réalité. C'était urgent au niveau personnel. J'avais besoin de me confronter, d'alimenter ma réflexion, car je tournais en rond ».

Entretien Serge, 32 ans, chômeur, militant depuis déc. 2002.

Serge, mais aussi les autres militants de la cellule, soulignent ainsi un aspect essentiel du militantisme : l'importance de « *se sentir ensemble* », de se rattacher à un collectif, de partager sa révolte avec d'autres. Là, s'esquisse une autre dimension fondamentale de l'engagement : la dimension *affektive*, particulièrement forte chez ces militants dans une petite organisation.

4. Le sens de leur militantisme :

*« La lutte elle-même vers les sommets suffit à remplir un cœur d'homme.
Il faut imaginer Sisyphe heureux ».*

Albert Camus, *Le Mythe de Sisyphe*.

« L'attention de la sociologie politique pour le militantisme s'est longtemps bornée à deux terrains. Elle a privilégié l'engagement dans les partis politiques ; elle s'est surtout fixée sur un travail d'objectivation de certains déterminants du militantisme comme le statut social, la socialisation familiale.(...) Elle a (...) prêté peu d'attention à l'expérience vécue des militants »¹⁷⁷.

¹⁷⁷ Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002, p.76.

Pourtant, dans ces vécus militants, la dimension émotionnelle et affective est prépondérante¹⁷⁸. Ce qui peut sembler, au premier abord, paradoxal dans l'engagement, peut s'éclairer si l'on prend en considération cet aspect de l'investissement militant. Pour de nombreux auteurs, la croyance dans le fait que l'action collective entreprise puisse être victorieuse, est présentée comme l'une des clés de la construction sociale de la protestation et plus généralement, de l'engagement. Bert Klandermans, reprenant le terme utilisé par W.Gamson, identifie le « facteur d'agence » (*« the factor of agency »*), comme l'une des trois composantes des cadres de l'action collective. Ce « facteur d'agence » concerne la perception des opportunités politiques. Il pourrait bien être, selon lui, la composante la plus importante des cadres de l'action collective : « together with grievance interpretation the dissemination of the belief that collective action can be successful is the key to the social construction of protest »¹⁷⁹. Pour Schwartz et Paul aussi : « promises of success lead to the rapid mobilization of constituents of conflict organizations »¹⁸⁰. Ils en font même une condition de la survie de tout mouvement. Nous sommes alors face à un paradoxe. Car, les militants que nous avons rencontrés sont nombreux à avoir souligné leurs doutes

¹⁷⁸ Sur la dimension émotionnelle et symbolique de l'engagement, voir : Philippe BRAUD, *L'Emotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

¹⁷⁹ Bert KLANDERMANS, *The social psychology of protest*, Oxford, Blackwell, 1997, p. 42.

¹⁸⁰ SCHWARTZ and PAUL (1992), in : Bert KLANDERMANS, *The social psychology of protest*, Oxford, Blackwell, 1997, p. 42.

quant à la possibilité d'un horizon révolutionnaire proche, d'une éventuelle victoire. Doutes pour certains, pour d'autres pure et simple incrédulité. Ces militants ne croient parfois pas vraiment à la possibilité de sortir un jour victorieux. Serge, entré à la L.C.R en février 2003, affirme ainsi au cours de l'entretien : « *moi, je ne crois pas qu'un jour on prendra le pouvoir* ». Et plus étonnant, ce scepticisme est aussi partagé par certains anciens militants. Laurent, qui milite depuis 10 ans environ à la L.C.R, ne dit pas autre chose quand il précise : « *Je ne dis pas que la révolution est possible. Je dis qu'elle est nécessaire* ». Dans cette optique, les coûts de l'engagement seraient alors forcément supérieurs aux bénéfices qu'ils pourraient en retirer. Leur investissement serait-il irrationnel ?

Certainement pas. Et il nous semble utile de revenir ici sur la question de la rationalité de l'action. Comme le souligne Erik Neveu, il faut « dépasser la notion réductrice de rationalité comme calcul coûts / avantages, pour lui substituer le critère de l'action *raisonnable*, dont les acteurs ou l'analyste peuvent rendre raison »¹⁸¹. Un certain nombre d'actions ne peuvent s'expliquer par le seul recours au modèle du calcul rationnel, mais redeviennent raisonnables « au sens d'adéquates à un univers de significations. La participation à l'action collective peut aussi être raisonnable, et même rationnelle, sans que cela suppose de la part des acteurs un processus réfléchi de délibération ou de calcul. La force

¹⁸¹ Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002, p. 88.

de l'émotion, les réactions issues des *habitus* suffisent souvent à provoquer des engagements inspirés par la solidarité, l'indignation, un sens pratique qui n'implique pas une posture comptable »¹⁸². L'importance d'une telle approche a été soulignée par Pierre Bourdieu dans *Le sens pratique* : « Il y a une *économie des pratiques*, c'est-à-dire une raison immanente aux pratiques, qui ne trouve son « origine » ni dans les « décisions » de la raison comme calcul conscient ni dans les déterminations de mécanismes extérieurs et supérieurs aux agents. [...] Faute de reconnaître aucune autre forme d'action que l'action rationnelle ou la réaction mécanique, on s'interdit de comprendre la logique de toutes les actions qui sont raisonnables sans être le produit d'un dessein raisonné ou, à plus forte raison, d'un calcul rationnel »¹⁸³.

Tous les militants ont, en effet, fortement souligné la dimension émotionnelle et affective de leur engagement. Le militantisme, c'est aussi fondamentalement « *du lien social* », un cadre où s'exprime une « *convivialité* » forte, une « *solidarité* ». Les militants ont beaucoup mis en avant les rapports humains enrichissants au sein de cette cellule, et donc aussi la dimension amicale que peuvent prendre les relations dans le militantisme. Il semble que cet aspect, présent dans tous les partis politiques, soit exacerbé dans le cadre d'une petite organisation comme

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, Les Editions de Minuit, 1980, p. 85-86.

la L.C.R. La structure partisane tend alors à devenir une véritable « *famille* » pour les militants. Mais plus fondamentalement, le militantisme apparaît souvent chez ces hommes et ces femmes comme une urgence, presque une condition de survie. En réalité, le fait de s'investir dans un parti politique pour changer une société qu'ils rejettent est le moyen pour eux d'« *exister en tant qu'individu en désaccord avec cette société* », et cela redonne « *du sens dans (leur) vie* ». Ils militent « *pour exister* ».

Serge, au-delà de la fonction d'intégration sociale que remplit le militantisme dans un parti politique, souligne toutes ces dimensions :

« [Le militantisme], *c'est aussi une source de lien social. C'est un bon moyen, à la fois pour s'intégrer et mettre tes actes en conformité avec ta pensée. [...]* Toute la révolte accumulée, sans débouché, est canalisée par le fait d'appartenir à une organisation, le fait d'avoir des réunions, des points [...]. Tu trouves aussi une famille, des potes, qui relativisent donc la révolte qui aurait pu entraîner des positions super décalées, privilégiant la violence. Tu retrouves du sens dans ta vie. La société n'est plus vécue comme un tout hostile à casser, il y a plus de nuances ».

Serge dit militer « *pour qu'il y ait un pôle de radicalité. Pour se regrouper, pour exister, pour que l'idée révolutionnaire continue à exister. C'est aussi exister en tant qu'individu en désaccord avec cette société* ».

Ils sont nombreux à insister sur la force du collectif, sur l'importance du fait de « *se sentir ensemble* » :

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

« L'intérêt des J.C.R, de la L.C.R, c'est le collectif. Ensemble, on est forts, c'est le truc cardinal ! Le fait de se sentir ensemble. Tu revis. Et puis, les luttes c'est des fêtes aussi. C'est des grandes vacances intelligentes. C'est garder un lien ».

Entretien Laurent, 30 ans, chômeur (journaliste occasionnel), militant depuis
déc. 1993.

Sophie souligne la « grande fraternité » qui s'exprime pour elle dans le militantisme. Elle évoque notamment cet aspect en racontant l'occupation de l'église Saint-Bernard, à laquelle elle a participé :

« Il y a eu la lutte des sans-papiers à Saint-Bernard. [...] Je me suis retrouvée, c'est complètement idiot à dire, dans ma famille. Y avait quand même beaucoup de gauchistes dans ce Saint-Bernard : y avait les gens de la C.N.T, la Ligue, L.O... et y avait vraiment des gens avec des idées très à gauche, même si peut-être ils étaient dans des partis institutionnels. Et j'ai eu vraiment l'impression de me retrouver dans ma famille. La façon dont je parle est peut-être pas très politique mais, euh, c'est vrai que c'est ce que je retrouve un peu là en ce moment, avec le mouvement social auquel j'ai participé avec la Ligue, un peu quand même l'impression effectivement d'être en terrain connu, avec une certaine connivence tout de même, euh, avec les personnes que je peux rencontrer.[...] C'est très fort.[...] Je me souviens presque, vraiment, l'atmosphère est encore très présente en moi comme ... on était face à une situation détestable, on était face à des méthodes détestables et il y avait une grande fraternité ».

Les entretiens menés avec les « anciens » de la cellule XVII^{ème} permettent d'affiner ce propos. Dans une structure de ce type, le militantisme prend un caractère contre-sociétal fort. Ces militants décrivent le parti politique comme « un îlot de socialisme », « une forme de contre-société » avec une culture propre, des « modes de vie » et « des pratiques » particuliers. C'est un peu « un autre monde ».

Le militantisme aux J.C.R a laissé à Laurent de « *grands souvenirs* ». Il parle des collages avec « *une bande d'amis* ». Quand il évoque son entrée à la L.C.R, il dit : « *j'avais trouvé ma famille !* ». Le militantisme est pour lui une véritable « *école de vie, parce qu'il y a toujours beaucoup de problèmes d'éthique, la préoccupation de mettre les actes en adéquation avec ce que tu penses (...). La Ligue, c'est une forme de contre-société* ». Pour Claire, le cadre militant, c'est aussi un îlot de socialisme :

« un moment dans une bulle, tu souffles. Avec des gens qui partagent les mêmes idées que toi. Comme les camps de la IV¹⁸⁴, c'est super important, là c'est vraiment l'îlot de socialisme. Tu touches un peu du doigt ce vers quoi tu veux aller : en termes de réflexion politique et de quelle société tu veux construire. [...] Ça aide à supporter la vie dans l'autre monde. Y a un côté rassurant. Et, savoir qu'on n'est pas tout seul.

Entretien Claire, 28 ans, éducatrice P.J.J, militante depuis 1993.

Leur militantisme apparaît ainsi comme une façon de supporter une société qu'ils rejettent. Il relève, dans leur discours, de l'ordre de la nécessité. Mais est aussi vécu comme un sacrifice :

« Ça coûte d'être dans la lutte. Ça devient de l'ordre du sacrifice. [...] Je reste convaincue qu'il existe un potentiel. Et je peux pas rester sans rien faire, sans apporter ma contribution à l'édifice de la résistance. Mais c'est super dur ».

Entretien Claire.

¹⁸⁴ Les camps de la IV^e Internationale ont lieu chaque année dans un pays différent depuis la fin des années 70 et rassemblent de jeunes militants des organisations de jeunesse des partis affiliés à la IV^e Internationale. Le camp fonctionne selon un principe d'autogestion et se donne pour but de créer pour une semaine un cadre de formation, de débats et de vie, qui fonctionne selon les principes défendus par ces organisations.

« Je me pose pas la question [de savoir si elle trouve une satisfaction dans son militantisme], c'est une nécessité de le faire. Je crois que je pourrais pas supporter ce monde si je me dis pas que je milite pour le changer ».

Entretien Julie, 26 ans, employée, militante depuis 1994.

* * *

Les militants que nous avons rencontrés partagent tous la même révolte, non pas de type nihiliste, mais au contraire constructive, puisqu'ils se retrouvent dans leur désir de « changer le monde » et font le choix de s'investir activement dans une structure de type partisane pour y parvenir.

La situation de ces militants semble paradoxale : face à une « crise inédite (du) couple stratégie / projet de société »¹⁸⁵, au flottement des référents identitaires et peut-être surtout face aux doutes qu'ils expriment, on pourrait s'attendre à ce qu'ils soient complètement déboussolés, fragilisés. Mais les militants ne le sont pas, bien au contraire. En réalité, le paradoxe n'en est pas un : car, n'est-ce pas justement ce qui fait que cela marche ? Ce qui peut objectivement être analysé comme flou, imprécis, comme un espace vide pouvant laisser la place au doute, peut aussi, si l'on change de prisme d'analyse, devenir un « *champ du possible* » où « *tout*

¹⁸⁵ Christophe AGUITON, Philippe CORCUFF, « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », in : *Mouvements (Paris, 1998)*, 1999- 03/04, (n° 3) , p. 13.

est à faire », et plus encore, où tout semble pouvoir être entrepris. Le flottement devient alors une force.

C'est ce sentiment qu'ont exprimé certains militants pour qui l'engagement politique à la L.C.R est de l'ordre de « la grande aventure ». Ils considèrent la Ligue Communiste Révolutionnaire comme un espace en friche où tout est désormais à faire, à « reconstruire ». *« La Ligue, elle commence à exister il y a deux ans. Il y a un avant et un après. Avant ça ne m'intéresse pas trop. L'intéressant, c'est l'avenir ! »*. Ces phrases prononcées par un des nouveaux militants de la cellule résument bien ce sentiment. Ces hommes et ces femmes sont engagés dans un grand projet de « refondation ». Il y a donc beaucoup d'espoir dans cet engagement. Un espoir à la hauteur de la déception qu'ils expriment tous violemment vis à vis des partis de la gauche traditionnelle, et peut-être plus généralement vis à vis du monde tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Enfin, il nous faut replacer les propos de ces militants dans leur contexte. Tous les entretiens (un excepté) ont été réalisés mi- 2003, juste après le mouvement social du printemps contre la réforme des retraites et la décentralisation dans l'Education Nationale. Or, la France n'avait pas connu de mouvement d'une telle ampleur depuis 1968. Au-delà, le seul référent possible est celui du mouvement de novembre-décembre 1995, qui, bien que d'une grande ampleur, a, sur la durée, rassemblé moins de grévistes qu'en 2003. L'« euphorie » que dénotent les propos des militants doit donc être resituée dans ce contexte. Ce mouvement

social s'est soldé par une défaite¹⁸⁶. Mais, il a parallèlement marqué les esprits par son ampleur, et surtout par sa radicalité. Tout cela ne peut évidemment pas être sans conséquence sur les militants qui ont été activement investis dans le mouvement. Or, ceux que nous avons interviewés y ont pris une part active, s'investissant parfois « 24h/24h » pendant ces deux mois. Sophie l'exprime bien quand elle nous dit avoir retrouvé un peu de cette « *grande fraternité* » qu'elle ressent dans le militantisme avec le mouvement social du printemps 2003 auquel elle a participé avec la L.C.R. Par ailleurs, la « *force du collectif* », le fait de « *se sentir ensemble* », ne se ressentent jamais plus que dans un mouvement de ce type. Cette précision ne remet bien évidemment pas en cause nos observations, mais elle nous semble nécessaire car on ne peut faire abstraction du moment où se fait l'enquête. Cette situation a pu, dans une certaine mesure, influencer la tonalité des propos des militants.

¹⁸⁶ Le projet de loi sur la réforme des retraites a été adopté. Le projet de décentralisation a, quant à lui, été modifié substantiellement suite à la forte mobilisation des professeurs et personnels de l'Education Nationale et a été, en partie, repoussé.

CHAPITRE VI :

Profils types de militants pour un parti « pas comme les autres ».

Tous les éléments que nous venons d'évoquer contribuent à expliquer pourquoi ces hommes et ces femmes se sont tournés vers un parti comme la L.C.R. Mais, de manière plus spécifique, ce qui attire ces militants dans cette organisation vient du fait que, pour eux, la L.C.R n'est pas un parti comme les autres. Elle se distingue clairement, pour ces militants, des autres partis politiques, par les rapports étroits qu'elle entretient avec les mouvements sociaux, ainsi que par son fonctionnement interne. Il s'agit donc ici de la question des spécificités de « l'offre politique » de la L.C.R qui peuvent rendre compte de l'attractivité qu'elle exerce aujourd'hui.

Avant d'aborder cette question, il nous a semblé nécessaire d'affiner notre présentation du point de vue de la demande idéologique de ces hommes et de ces femmes qui ont décidé de s'investir dans cette organisation. C'est pourquoi nous débuterons cette partie par une présentation des « profils » militants que l'on peut distinguer au sein de la cellule XVII^{ème}.

1. Deux profils types de militants : justice sociale / gauche de mouvement :

On retrouve dans l'ensemble des entretiens les mêmes thématiques évoquées, mais la priorité donnée aux unes ou aux autres distingue les militants selon deux orientations. L'ancienneté dans le parti semble ici exercer une réelle influence. Parmi ces thématiques importantes dans leur engagement sont évoqués : la précarité, l'internationalisme, l'anti-racisme et anti-fascisme, le féminisme, l'écologie, la lutte contre l'homophobie.

Deux groupes se dégagent selon la priorité donnée, de manière explicite ou non, à ces domaines de lutte :

Le premier donne la priorité à la question de la précarité. Il s'agit essentiellement des nouveaux militants. Cette question, et plus largement celles de la « misère sociale », du chômage, de la répartition des richesses, des conditions de vie, est présentée, ou apparaît, au fondement même de leur engagement à la L.C.R.

Chez Isabelle, adhérente depuis mai 2002, le thème de la précarité est prépondérant. Elle aborde souvent la question du chômage, du niveau de vie, de la répartition des richesses, les retraites, la santé. Elle souligne sa grande déception au moment de la campagne présidentielle de 2002 : « *le problème du chômage aurait été important, le problème de la misère sociale est passé à la trappe alors que c'est essentiel* ». Pour elle, le projet politique de la L.C.R

visée à « *mettre fin à la misère sociale* ». Elle milite « *pour que tout le monde ait de quoi bouffer* ». Pierre rentre aussi à la L.C.R. à la même époque essentiellement sur les questions économiques, de répartition des richesses, « *pour que tout le monde puisse vivre décemment, c'est dans ce sens que s'inscrit (son) engagement* ». Il faut souligner que pour ces deux militants, les thèmes du féminisme, de l'écologie, de l'anti-racisme et de l'internationalisme sont présents et s'avèrent aussi importants. Ce sont pour eux des domaines de mobilisation essentiels et le fait que la L.C.R. soit investie activement sur ces terrains est un élément qui a compté dans leur choix de parti.

Mais, chez deux autres militants de ce groupe, la priorité accordée à la lutte contre la précarité s'accompagne d'une relégation au second plan des autres luttes. L'aspect féministe et écologique notamment sont moins évoqués, voire pas du tout. Surtout, l'internationalisme n'est plus de mise. Chez eux, s'opère un recentrage sur « le national ». Serge a été lui aussi séduit par le discours sur la précarité que tenait la L.C.R. (et qu'il n'avait pas trouvé au Parti Communiste, avec qui il avait eu un bref contact). Dans le projet politique de la L.C.R., c'est la première chose qu'il souligne. Il est donc entré à la L.C.R. sur la question de la précarité. Le fait que d'autres préoccupations soient aussi abordées, des questions d'ordre culturel (défense des langues régionales), l'investissement auprès des sans-papiers, la défense d'une agriculture respectueuse de l'environnement, sont aussi pour lui des points importants. Par contre, le mouvement alter-mondialisation n'est pas central pour lui. Il se définit

comme un militant « *dans son pays* » et pas comme un militant de la révolution mondiale. Chez Julien, cet aspect est encore plus marqué. Ce qui l'intéresse vraiment, « c'est le national » ; « *l'international ne m'intéresse pas tant que ça. D'abord l'important, c'est le national* ». Le mouvement altermondialiste lui apparaît un peu superficiel, il estime que ses militants manquent de culture politique. Il faut souligner que Julien est un ex-militant du P.C et il explique lui-même que le recentrage sur le national est une caractéristique forte du Parti Communiste.

Ainsi, il ressort de nos entretiens que les questions de la précarité et de la misère sociale constituent la préoccupation principale d'une majorité des nouveaux militants à la L.C.R. La thématique de la justice sociale est au cœur de leur engagement. Ces nouveaux militants soulignent d'ailleurs leur déception vis à vis des partis de la gauche institutionnelle à travers cette grille : les partis de l'ex-gauche plurielle n'ont pas répondu à leurs attentes sur ces questions, essentielles selon eux, et qui font pourtant partie des thèmes traditionnels de la gauche. La L.C.R, en axant prioritairement sa campagne présidentielle sur ces questions de la précarité et de la justice sociale (avec notamment son « Plan d'urgence sociale ») a su capter cette demande.

Chez les militants du second groupe, la thématique de la lutte contre la précarité n'est certes pas absente, et occupe même une place importante. Mais elle l'est au même titre que toute une série d'autres luttes qu'ils

défendent concrètement à travers un investissement militant dans diverses organisations des mouvements sociaux. Ils et elles sont des militants « sur tous les fronts », avec au premier plan l'internationalisme, mais aussi l'anti-racisme et l'anti-fascisme, le féminisme, la lutte contre l'homophobie, l'écologie, le syndicalisme... La dimension internationaliste est l'élément prépondérant dans ce groupe, ce qui tend aussi à les distinguer des autres. Les trois anciens militant(e)s de la cellule ont ce profil, ce qui peut être directement relié à leur ancienneté dans l'organisation. Le rôle et l'influence du cadre partisan apparaissent ici comme particulièrement significatifs. L'analyse d'Annie Collovald rappelle que le groupement militant est aussi une institution sociale dotée d'une histoire passée, de valeurs et de normes héritées qui, en ce sens, « cadrent les expériences » des militants actuels¹⁸⁷. Ces militants font, depuis près de dix ans, partie d'un parti politique dont l'intervention dans les mouvements sociaux, sur l'ensemble de ces secteurs, est un axe prioritaire. L'investissement dans ces structures étant d'ailleurs explicitement favorisé. En ce sens, il y a bien interaction entre les militants et l'organisation. Si ces derniers influencent directement l'identité du collectif dans lequel ils s'investissent, le parti, lui aussi, a une capacité à « cadrer » les expériences des militants qui le composent, à les orienter.

¹⁸⁷ Annie COLLOVALD (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002, chap.5, p. 211.

Julie correspond parfaitement à ce profil de « pluri-militante ». A la fois ses préoccupations, mais aussi ses engagements concrets, démontrent l'importance accordée à chacun de ces domaines. Le militantisme dans une association anti-raciste constitue son premier engagement politique (à SOS- racisme), elle milite par ailleurs dans le collectif des sans-papiers. Elle « *milite au quotidien* » dans des structures de solidarité internationale : le collectif Palestine et le collectif Tchétchénie. A Strasbourg, où elle habitait avant, elle était en lien avec le réseau des travailleurs turcs, maghrébins... L'internationalisme, elle le vit aussi concrètement puisqu'elle a séjourné à plusieurs reprises à l'étranger et, à chaque fois, a milité dans les sections de la IV^{ème} Internationale dans ces pays : en Belgique¹⁸⁸, en Italie¹⁸⁹. Elle a participé à de nombreux camps de la IV^{ème} Internationale qu'elle considère comme « *extrêmement importants pour comprendre les choses à l'échelle internationale, discuter, échanger sur les expériences des militants dans différents pays* ». Elle souligne à plusieurs reprises dans l'entretien que « *les mouvements alter-mondialisation sont fondamentaux et traduisent cette nécessité internationale* ». Elle milite d'ailleurs à ATTAC. Le féminisme et son militantisme à la CADAC constituent une dimension très importante de son engagement. L'écologie est aussi un domaine de mobilisation, elle a été notamment très investie dans les collectifs anti-nucléaire à Strasbourg. Enfin, elle souhaite s'investir à la

¹⁸⁸ Le Socialistische Arbeiderspartij (Parti ouvrier socialiste), section belge de la IV^e Internationale.

¹⁸⁹ Bandiera Rossa, section italienne de la IV^e Internationale, est une tendance au sein du P.R.C (Partito della Rifondazione Comunista).

rentrée à la C.N.H¹⁹⁰, sur la question de l'homosexualité, qu'elle considère comme un domaine essentiel et très peu pris en charge à la L.C.R. Les autres militants de ce groupe sont aussi investis dans un grand nombre d'organisations. Claire a été l'une des animatrices du Collectif pour les droits des femmes à Marseille, où elle militait avant, ainsi qu'à Ras L'Front (elle était élue au bureau local). Elle est par ailleurs très investie au niveau syndical dans le SNPES PJJ (FSU), où elle est déléguée nationale du personnel et élue au bureau du département Trésorerie. Laurent, lui, a été très investi à Ras L'Front et à AC!. Les préoccupations de type internationaliste, féministe et écologiste sont aussi présentes chez lui. Enfin, ce profil existe aussi chez les nouveaux, notamment ceux issus du réseau associatif. Chez Valérie par exemple, militante très investie dans l'association ATTAC et dans d'autres structures du mouvement alter-mondialisation, on retrouve aussi l'internationalisme comme axe prioritaire de son engagement.

Le second groupe, où l'on trouve notamment les anciens militants, se caractérise ainsi par un profil internationaliste et « gauche de Mouvement ». Ces militants sont investis dans diverses organisations des mouvements sociaux, portant de fait la question de l'émancipation sociale sur l'ensemble des terrains. La lutte contre la précarité est un axe essentiel de leur militantisme, mais au même titre que la lutte contre le Front National, celle pour faire avancer les droits des femmes, etc. Chez

¹⁹⁰ Commission Nationale des Homosexualités de la L.C.R.

les nouveaux militants, entrés dans la période qui s'ouvre après le 21 avril 2002, même si ces thématiques peuvent parfois être très présentes, on constate que les préoccupations d'ordre économique et social : chômage, misère, conditions de vie de la population, précarité, occupent une place prépondérante, et donc finalement, des thématiques assez traditionnelles du mouvement ouvrier sont au tout premier plan de leur engagement.

Peut-on pour autant parler de préoccupations purement « matérialistes » chez les nouveaux, qui s'opposeraient aux valeurs « post-matérialistes » des autres militants, comme le laisserait entendre la théorie de Ronald Inglehart ? Il nous semble en réalité que les termes seraient particulièrement mal appropriés. Chez ces nouveaux militants, la précarité dont il est tant question dans leurs entretiens est aussi bien économique que sociale, et fait toujours fondamentalement référence à la dignité humaine, bafouée selon eux par ces situations de vie précaires. S'ils parlent d'une précarité de type économique, ils soulignent le fait que cette précarité économique entraîne des situations humainement insupportables. Il est donc fondamentalement question de dignité humaine. La précarité est aussi souvent une précarité sociale. La perte du lien social, l'abandon par les pouvoirs publics de certaines couches de la population, sont des éléments qui reviennent comme un leitmotiv dans leur discours.

Enfin, parmi ces militants, on peut souligner un « profil » militant à part, du point de vue des modalités d'intervention, qui distingue les deux ex-

militants du Parti Communiste du reste du groupe. Ces militants ont une « culture du militantisme de proximité », caractéristique du militantisme au P.C. Militer, c'est pour eux être sur le terrain, sur le quartier. Ils espèrent à la rentrée pouvoir impulser un travail de ce type : porte à porte, « faire les boîtes à lettres »... Julien exprime d'ailleurs un manque de ce point de vue. Il a besoin d'ancrer son militantisme dans des actions de proximité, sur le quartier.

Finalement, c'est donc plus le type de militantisme et la façon de concevoir la lutte qui distinguent ces militants. L'importance relative accordée au « national » ou à l'« international », tout d'abord, les différencie. C'est bien la caractéristique « gauche de mouvement » qui est, chez les uns et les autres, plus ou moins affirmée. Ces deux profils militants nous renvoient, au-delà, l'image de la L.C.R pour les militants. Son investissement dans différents secteurs d'intervention, son discours sur la justice sociale et la pratique dans « le mouvement social », ont attiré différents « profils » militants, parmi lesquels on peut distinguer une tendance « gauche ouvrière » et une tendance « gauche de mouvement ».

2. La L.C.R : l'image d'un parti « pas comme les autres » :

Si nos entretiens révèlent tous une « affection » partisane, il faut aussi souligner que pour beaucoup de militants, la Ligue Communiste Révolutionnaire n'est « *pas un parti comme les autres* ». Au-delà de la spécificité des thématiques défendues, il semble que, pour eux, la L.C.R se distingue des autres partis politiques, tant du point de vue de la pratique militante, que du point de vue de son fonctionnement interne. Ces caractéristiques la distinguent, pour les militants, autant des partis de la gauche institutionnelle, que des autres partis d'extrême gauche, Lutte Ouvrière notamment.

Un parti à la frontière de deux types de militantisme :

La L.C.R est un parti particulièrement investi dans les mouvements sociaux, à la frontière de deux types de militantisme. Cette insertion dans les mouvements sociaux est une caractéristique que l'on pourrait qualifier d'historique. Pour Irène, militante à la L.C.R depuis 1979, c'est même « *une faculté qu'on retirera jamais à la Ligue ou ce serait plus la Ligue* ». Tous les anciens militants de la L.C.R, entrés dans les années 60 et 70, ont fortement souligné cet aspect :

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

« [...] La Ligue a toujours eu deux 'visages' : un visage un peu avant-gardiste proclamé mais aussi un lien aux mouvements de masse qui remettait en cause ce visage, il y a toujours eu un aspect dialectique assez complexe...

> même au début ?

Oui, en fait même au début, même si , par exemple en 68, la Ligue a été complètement dans le coup, c'est une faculté qu'on retirera jamais à la Ligue ou ce serait plus la Ligue ... dès qu'il y a un mouvement de masse d'être capable de plonger dedans ».

Entretien Irène, militante à la L.C.R depuis 1979.

C'est pour eux le point fort de l'intervention de la L.C.R :

« Les points forts c'est l'intervention de masse, donc les mouvements de masse, le mouvement syndical, l'antiracisme, le mouvement des femmes, toute l'écologie, l'anti-guerre, la jeunesse – ça c'est absolument incontestable ».

Entretien Irène.

L'insertion dans les mouvements sociaux est devenue un axe prioritaire pour les militants de l'organisation à tel point que les frontières sont devenues poreuses entre le parti et « le mouvement social ». Comme nous l'avons souligné plus haut, on peut évoquer l'idée que ces organisations de mouvement social ont pu constituer des « structures de rémanence »¹⁹¹ pour les militants de la L.C.R dans une période de reflux. Cette notion paraît en effet pertinente pour rendre compte des stratégies mises en œuvre par les militants dans la période du reflux, dans les années 70 et durant toute la décennie 80, qu'ils soient restés militants à la L.C.R, ou bien qu'ils l'aient quittée en gardant le lien à travers ces

¹⁹¹ Nous renvoyons au chapitre II de la première partie pour le développement sur le terme « structure de rémanence ».

structures. Ces dernières ont pu constituer « des refuges ou de possibles instruments de reconversion pour les militants politiques marginalisés par des défaites ou des évolutions *a contrario* de leurs attentes. Ainsi, (...) les associations issues des « nouveaux mouvements sociaux » pour de nombreux militants issus de l'extrême gauche défaite au début des années 1970 »¹⁹².

Le travail de Valérie Lafont, sur la vie associative et l'engagement au Front National, nous procure un très bon exemple du rôle de ce type de « structures de mobilisation » en période d'absence d'opportunités politiques. La « continuité » du militantisme politique se réalise à travers une myriade d'associations-relais qui ont d'abord une fonction externe : « celle de la création, du maintien et de l'entretien des structures de mobilisation et des réseaux de recrutement à travers l'histoire »¹⁹³. Elle souligne dans cet article qu'« un tissu associatif dense et constitutif de réseaux est essentiel au maintien d'un public potentiel quand l'absence d'opportunités politiques (absence d'un leader, situation politique nationale défavorable, conflit entre les différents courants de l'extrême droite ...) entrave le développement d'un parti politique ». V. Lafont s'attache dans ses recherches au cas du F.N, mais souligne que cette

¹⁹² Danielle TARTAKOWSKY, « Une Redéfinition du Politique par les Associations », in : ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, (dir.), *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

¹⁹³ Valérie LAFONT, « Lien Politique et Lien Social : la vie associative et l'engagement au Front National », in : ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles,

fonction de l'activité associative ne lui est pas spécifique. Le cas du Parti Communiste est même cité en exemple par certains des militants qu'elle a interrogés.

En réalité, le rôle de ces structures (de « rémanence » ou de « mobilisation ») est certainement valable pour tout parti politique, à des degrés variables. Du côté de l'extrême gauche, et de la L.C.R plus particulièrement, elles apparaissent comme un élément clef pour comprendre la « continuité » du mouvement. Cet investissement se réalise, dans le cas de la L.C.R, à la fois dans des associations et des syndicats, qui restent des vecteurs de diffusion d'une culture fondamentalement politique. Le militantisme dans ces structures, dans une période de recul, tend ainsi à devenir pour beaucoup de militants l'engagement prioritaire.

L'ouvrage de Daniel Bensaïd, *Résistances*, nous fournit une belle image de ces « structures de rémanence ». L'auteur, philosophe et dirigeant historique de la L.C.R, intitule une partie de son livre : « La patience du marrane ». Les marranes sont ces juifs d'Espagne qui, sous Isabelle la Catholique, choisissent de se convertir pour échapper aux persécutions. Secrètement, ils restent pourtant fidèles à leur culture, ne la renient nullement, la font vivre et, en réalité, lui permettent de perdurer. D. Bensaïd ajoute : « le marrane se présente ainsi comme une figure essentielle du présent, un spectre toujours revenant, une taupe peut-être, dans sa résistance secrète aux puissances de la domination ». En de

TARTAKOWSKY Danielle, (dir.), *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Ibid.

nouveaux temps de bouleversements, de paniques identitaires et d'appartenances incertaines, nous sommes confrontés au spectre d'un marrane imaginaire». ¹⁹⁴ On peut enfin noter que *La patience du marrane* fait partie du premier chapitre intitulé : «Galeries et souterrains, Politiques de la résistance ». Sous la figure du marrane se dessine donc celle du révolutionnaire. Les «galeries» et les «souterrains» nous paraissent être une bonne image des «structures alternatives» ou «structures de rémanence» qui, par des voies, certes détournées, font pour le militant politique, avancer la cause.

Les propos tenus par les anciens militants de la L.C.R que nous avons interrogés tendent à confirmer ces hypothèses :

> à propos de ces années difficiles on a l'impression que ces structures un petit peu alternatives, liées au mouvement social, que ce soit une nouvelle forme de syndicalisme à travers SUD , ça a été aussi une manière de passer cette période ?

oui, tout à fait , tu as tout à fait raison...

Ca a été une manière de passer cette période. Parce que SUD s'est créé en 89, aux PTT, donc ça correspond exactement au mur de Berlin, à des moments où il y a eu des vrais étiolements, de vraies involutions des organisations politiques ou de leur rôle et le syndicalisme, lui, de manière un peu souterraine, peut être pas très visible de l'extérieur, a préservé..., une des caractéristiques de SUD à l'époque c'est de s'être opposé à tout ce qui dominait : 'il faut s'ouvrir à la concurrence', au secteur de la Poste et des Télécoms , il faut privatiser, c'est l'avenir, c'est l'Europe, et SUD a résisté à ces sirènes là, a construit une théorie sur la défense des services publics, sur la dimension sociétale que ça avait au- delà des revendications des salariés. Et puis l'intransigeance sur le plan de la lutte, une forme de syndicalisme où on consultait le personnel, où on favorisait l'auto organisation, on remettait au goût du jour la démocratie directe, tout ça a beaucoup contribué... (...) à préparer 95, tous ces..., on

¹⁹⁴ Daniel BENSAÏD, *Résistances. Essai de taupologie générale*, Fayard, 2001, p. 88.

était très très bien placés en 95 parce qu'on avait préparé le terrain depuis longtemps ».

Entretien Irène, militante à la L.C.R depuis 1979.

Pour ces militants, l'investissement dans ces structures tend à devenir l'investissement premier. Irène dit être :

« maintenant essentiellement engagée dans le syndicat. [...] maintenant j'ai quand même beaucoup moins d'investissement côté Ligue. Bon, je vais dans ma cellule, je trouve ça normal, et puis bon, et puis d'autres trucs, (...), mais j'ai quand même pris pas mal de recul, enfin pas de recul c'est pas le terme, mais je peux pas tout faire quoi ».

Le parcours de Patrick montre aussi que l'investissement dans ces structures (en l'occurrence, pour lui aussi, dans le syndicat SUD) est devenu la priorité, puisqu'il a fait le choix en 1988, de quitter la L.C.R et de s'y consacrer pleinement.

Chez les militants de la cellule XVII^{ème}, on peut affirmer que cette caractéristique de l'intervention de la L.C.R a été un élément important dans leur choix. Pour les militants qui se caractérisent par le profil internationaliste et « gauche de mouvement », mais aussi pour ceux qui ont un profil plus axé sur la justice sociale, et pour qui ces questions sont aussi très présentes, le fait que la L.C.R soit l'organisation politique en pointe sur l'ensemble de ces terrains apparaît comme un facteur primordial dans leur choix de rentrer dans ce parti.

Chez Valérie, qui vient de l'association ATTAC, cet aspect a joué un rôle prépondérant :

« La L.C.R est très investie dans le mouvement alter-mondialiste. C'est ça qui m'a pas mal décidée ! » « [...] Au bout de quatre ans de militantisme [dans l'association ATTAC], ma conclusion ça a été que face à la mondialisation, il faut faire des mécanismes de ressort entre les différents thèmes. C'est très important de faire ces relations en cascade (qui sont pas faites chez les Verts par exemple). La Ligue est à la fois dans le mouvement social, dans le mouvement alter-mondialiste et elle propose aussi quelque chose sur le plan purement politique. [...] La crise de la représentation, la L.C.R y répond bien en faisant l'interface entre les différentes composantes du mouvement ».

« la Ligue est l'organisation qui a aidé le plus les anti-G8. Beaucoup de militants dans le village étaient à la Ligue. Et ils ne se battent pas pour leur boutique ».

Entretien Valérie, 25 ans, professeur du secondaire, militante depuis mars 2003.

Par ailleurs, concrètement, les parcours de nos enquêtés avant leur entrée à la L.C.R, font ressortir l'importance de la rencontre avec des militants de la L.C.R dans ces organisations des mouvements sociaux. Le premier contact avec la L.C.R se fait là. Au sein de l'association ATTAC, Valérie s'est rapprochée de militants de la L.C.R dont elle appréciait « *la vision des choses* », l'« *acuité dans l'analyse* ». Elle nous a beaucoup parlé des échanges qu'elle avait avec eux, des discussions qui l'ont amenée à changer d'opinion sur certaines questions, comme la révolution, l'anti-capitalisme... Sophie, elle, dit avoir été attirée surtout « *par une pratique* ». Le fait de voir les militants de la L.C.R à l'œuvre, à la fois dans les manifestations, mais aussi dans des actions militantes (notamment lors de l'occupation de l'église Saint-Bernard, avec les sans-papiers), est ce qui

l'a décidée à rejoindre ce parti, après une longue période d'hésitation à la suite de sa rupture avec le P.C. Il apparaît ainsi que l'engagement à la L.C.R relève en partie pour certains militants d'une continuité par rapport à d'autres formes d'engagements sur le terrain associatif et syndical.

*

La pratique militante de la L.C.R a, *de fait*, évolué. Sa façon de faire de la politique a changé. La conception léniniste du rôle du parti, dont la Ligue avait hérité, assignait à l'organisation révolutionnaire un rôle d'avant-garde, dans le cadre d'une conception hiérarchisée de la conduite de l'action politique. « Pour Lénine, il y avait bien *a priori* une hiérarchie entre la lutte politique (en haut) et la lutte syndicale (en bas), entre « la conscience social-démocrate » et « la conscience trade-unioniste », qui était aussi une hiérarchie entre l'organisation et la spontanéité [...] ; la supériorité du politique sur le syndical donne alors un rôle tout à la fois englobant au premier [...] et dirigeant au parti social-démocrate [...] ». ¹⁹⁵ Comme nous venons de le voir, cette conception avant-gardiste a été, de fait, remise en cause à la L.C.R. Ainsi, tout en restant la même, la L.C.R a évolué dans la forme. A travers une nouvelle dialectique entre parti et

¹⁹⁵ Christophe AGUITON, Philippe CORCUFF, « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », in : *Mouvements* (Paris, 1998), 1999- 03/04, (n° 3) , p. 12.

« mouvements », une remise en cause des anciens modèles s'est engagée.

Le sentiment d'une originalité au sein de l'extrême gauche :

Aux yeux des militants de la cellule, la L.C.R est aussi « un parti pas comme les autres » du point de vue de son fonctionnement interne. Cet aspect se révèle être particulièrement important pour les nouveaux militants, qu'ils aient milité auparavant dans d'autres structures- parti ou associations – ou pas. Ils soulignent tous de manière très positive la démocratie interne, la liberté des débats, les possibilités d'échanges entre militants... Julien, ex-militant du P.C, parle d'un « *surcroît de démocratie par rapport à l'organisation* ». Tous ces éléments ont été abordés spontanément par les militants lors de l'entretien, démontrant bien l'importance que cela a pour eux :

« La Ligue n'est pas un parti politique au sens formel du terme. C'est pas l'idée qu'on s'en fait. C'est pas comme le P.C avec un commissaire du peuple au cul, y a pas une ligne et point. [...] C'est les autres qui sont pas des partis comme ça devrait être. C'est pas l'armée un parti, c'est pas une tête / une base. C'est une base. A la Ligue c'est comme ça. [...] Rentrer à la Ligue c'est rentrer dans un débat enrichissant. Tout est constamment remis en question, rien n'est acquis. [...] C'est jamais les délégués qui tranchent. Chaque voix compte autant que l'autre ».

Entretien Guillaume, 20 ans, étudiant, militant depuis déc. 2002.

« La Ligue, elle a pris la mesure de ça [de la dépolitisation du corps social]. On lui renvoie beaucoup le côté groupuscule mais même avant ils avaient changé. C'est une organisation où le doute est permis et le débat est pas verrouillé ».

Entretien Serge, 32 ans, chômeur, militant depuis déc. 2002.

Pourtant, il est intéressant de souligner que l'opinion vis à vis du fonctionnement et de la démocratie interne change du côté des anciens militants de la cellule, qui se montrent, pour deux d'entre eux, plus réservés sur ce point. Si, pour eux, la L.C.R est bien plus démocratique que les autres partis politiques, ils ressentent pourtant un décalage « *entre le discours et la pratique* ». Dans l'organisation depuis déjà 10 ans, ils sont plus enclins à relever les dysfonctionnements à ce niveau : Laurent, lui, souligne surtout les problèmes de fonctionnement interne qui se posent avec plus d'acuité depuis l'arrivée des nouveaux militants. Il parle d'une « *phase de désorganisation* » du point de vue de « *la gestion des ressources humaines* » et souligne un fonctionnement qui est « *déjà plus dans la gestion des équilibres* ». Quant à Claire, elle aborde le sujet de la démocratie interne en réponse à notre question sur les points faibles de la L.C.R. Sur cette question, elle émet « *de grosses critiques* ». Ce problème selon elle « *perdure et s'aggrave* ». Elle a « *l'impression que des décisions sont prises là-haut, au B.P¹⁹⁶ et S.B.P¹⁹⁷, et (elle a) pas envie d'être petit bras dans une organisation* ». Elle souligne « *un décalage entre la théorie et la pratique (qui) n'est pas acceptable* ». Cette question est pour elle absolument « *fondamentale car les expériences de révolution ont montré que c'était une des principales difficultés. Toutes les révolutions l'ont montré* ». Elle précise ainsi : « *on ne peut pas être marxiste révolutionnaire et se planter sur la démocratie* ».

¹⁹⁶ Bureau Politique.

¹⁹⁷ Secrétariat du Bureau Politique.

C'est justement ce jugement vis à vis de la démocratie interne et l'importance qu'ils lui accordent, qui amène les militants à porter un jugement très négatif par rapport à Lutte Ouvrière. Au sein de cette cellule, ils émettent tous, nouveaux militants comme anciens, un jugement très critique que l'on peut résumer comme suit : Lutte Ouvrière est pour eux une organisation « dogmatique » et « sectaire ».

« (...) ce qui m'a plu [à la L.C.R] c'est qu'il y avait un réel débat. Par rapport à l'idée que j'avais de la Ligue, je pensais que c'était un truc fermé et non. [...] Il y a un travail démocratique dans les discussions, dans la prise de décisions. Avant j'avais une vision de la Ligue comme un groupe groupusculaire avec des idées arrêtées, rigides, le parti trotskyste par excellence. Je faisais pas la différence entre la Ligue et L.O à une certaine époque. Aujourd'hui, je fais la différence, dans la discussion et le positionnement. La grande différence, c'est la démocratie. A L.O, y a une rigidité énorme. En termes de positionnements politiques, du discours... y a pas de réflexion par rapport à l'évolution de la société, ils ont le canevas politique de Trotsky, mais y a aucune évolution. [...] C'est un parti très en prise avec une conception du passé »,

Entretien Pierre, 31 ans, bibliothécaire, militant depuis mai 2002.

« Alors L.O, jamais ! Au début d'ailleurs j'avais un problème par rapport à la Ligue et son alliance avec L.O. L.O c'est une secte absolue, j'en pense beaucoup de mal. [...] C'est impossible de parler avec eux, ils ne sortent jamais du cadre national, c'est pas possible... Leurs concepts sont vieux... le travailleur, l'ouvrier, aujourd'hui ils sont employés. Ils sont complètement à côté de la plaque. Et puis ils ont une manière de fonctionner hiérarchique, opaque... »,

Entretien Valérie, 25 ans, professeur, militante depuis mars 2003.

Et ce jugement critique est aussi partagé par les anciens militants :

« ≥ Est-ce qu'il y a de réelles différences entre la L.C.R et L.O ?

Oui, des différences de militantisme. D'abord, d'un point de vue stratégique : nous on pense qu'il faut être dans les structures de masse, sur le terrain social en général. Eux, ils ont une analyse marxiste pure. Ce qui compte c'est les travailleurs. [...] Et ils sont extrêmement sectaires, c'est : il y a nous, et zéro ouverture à autre chose. Et puis

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

il y a une différence de construction du parti : L.O c'est hiérarchique, c'est la théorie de l'avant-garde pure et dure. Peu de gens ont droit au chapitre. Nous c'est un peu l'inverse : y a beaucoup d'initiatives... C'est deux visions différentes du militantisme. Souvent c'est dur à concilier, mais faut quand même travailler avec eux ».

Entretien Julie, 26 ans, employée, militante depuis 9 ans.

CONCLUSION

Les résultats mis au jour à travers ce travail nous permettent d'apporter des éléments de réponse quant aux questionnements qui guidaient notre recherche.

Nous nous sommes interrogée sur les raisons qui pouvaient rendre compte de la dynamique militante nouvelle que connaît la L.C.R à partir de 1995, et surtout depuis le 21 avril 2002. Notre hypothèse était que la L.C.R bénéficie aujourd'hui de son investissement sur le terrain des mouvements sociaux, qui connaissent eux-mêmes un nouvel essor à partir des années 90. Les deux démarches de recherche adoptées, à la fois de type quantitatif et qualitatif, confirment cette hypothèse. Mais elles ont aussi révélé l'importance d'autres facteurs explicatifs.

Il apparaît effectivement que l'investissement des militants de la L.C.R dans les mouvements sociaux est un facteur explicatif prépondérant de sa dynamique actuelle. Ce faisant, la L.C.R est devenue l'organisation politique « en pointe » sur ce terrain, se distinguant en cela nettement des autres partis politiques d'extrême gauche et notamment de Lutte Ouvrière. Sa pratique militante elle-même a, de fait, évolué au cours de ces années, à tel point que pour les militants qui la composent, la L.C.R n'est pas un parti politique comme les autres. C'est un parti aujourd'hui à la frontière de deux types de militantisme : l'insertion dans les

mouvements sociaux est telle que les frontières entre « parti » et « mouvement social » sont devenues poreuses.

En cherchant à porter la question de « l'émancipation sociale » sur l'ensemble des terrains, la L.C.R a développé une orientation « gauche de mouvement » qui peut expliquer l'attractivité qu'elle exerce aujourd'hui. Nous avons pu constater que la dimension « gauche de mouvement » constitue la caractéristique forte d'un des deux « profils types » que nous distinguons parmi les militants interrogés dans le cadre de notre mémoire. Ce groupe est constitué de militants « sur tous les fronts », investis dans un grand nombre d'organisations de mouvement social et pour qui l'internationalisme, le féminisme, l'anti-racisme/antifascisme, l'écologie, la lutte contre les discriminations sexuelles de tous ordres, le syndicalisme, constituent des dimensions essentielles de leur engagement. L'étude de l'implantation de la L.C.R tend par ailleurs à confirmer cette hypothèse. A l'échelle de notre étude menée sur trois départements français (le Nord, l'Hérault et la Loire-Atlantique), on peut mettre en évidence une meilleure implantation de la L.C.R dans les zones qui se caractérisent par la sur-représentation d'une population particulièrement réceptive à ces thématiques.

Les entretiens et l'analyse de la composition sociale de la L.C.R ont aussi révélé l'importance de la thématique de la justice sociale comme ressort fondamental de l'engagement de ces militants. Parmi les nouveaux notamment, la question de la précarité, celle de la misère sociale, sont

omniprésentes. Considérant que les partis politiques de la gauche institutionnelle ne se préoccupaient pas assez, voire plus du tout, de ces questions, ils se sont tournés vers un parti politique - la L.C.R - dont le discours axé sur la justice sociale les a attirés. L'analyse de la composition sociologique de ce parti révèle par ailleurs un poids important des catégories populaires (employés, ouvriers, chômeurs, précaires). Celles-ci représentent un peu plus du quart des effectifs militants (27 % précisément). Enfin, la place prépondérante de catégories qui sont, de par leur profession, au contact quotidien de « la misère du monde », tend à conforter les conclusions tirées de nos entretiens.

Notre recherche était aussi sous-tendue par une autre hypothèse concernant la question des « bouleversements de l'identité du collectif par la superposition de différentes « générations » de militants dont les propriétés et les raisons d'agir ont varié »¹⁹⁸. L'idée de départ était celle de l'existence d'un clivage fort entre anciens et nouveaux militants de l'après 21 avril 2002. Cette recherche confirme en partie ce clivage. Car, à l'issue de nos entretiens, la réalité de la Ligue Communiste Révolutionnaire est apparue plus complexe. Notre recherche a mis au jour une « crise inédite du couple stratégie/projet de société »¹⁹⁹ parmi les militants de la L.C.R aujourd'hui. Elle révèle aussi des changements, de l'ordre du brouillage des références identitaires. Mais si ces

¹⁹⁸ Christophe BROQUA, Olivier FILLIEULE, *Op. cit.*

¹⁹⁹ Christophe AGUITON, Philippe CORCUFF, *Op. cit.*

changements se ressentent fortement lorsque l'on distingue anciens et nouveaux militants, il s'avère que des évolutions avaient déjà eu lieu auparavant, chez les anciens militants de la L.C.R, ceux des années 60 et 70. Dans les années 80, marquées par la période du reflux pour les organisations d'extrême gauche, puis pendant la décennie 90 avec la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, une évolution s'est imperceptiblement engagée, un bouleversement de l'identité du collectif était déjà en cours. A tel point que l'on peut dire qu'un *processus de métamorphose* s'est alors initié. L'afflux massif de nouveaux militants, après le 21 avril 2002, fait éclater au grand jour ces évolutions, les accélère aussi et questionne encore plus fortement l'identité de ce parti politique. On assiste bien à une (re)naissance de quelque chose de nouveau. La L.C.R en 2003 est à la fois la même et une autre.

Cette organisation bénéficie aujourd'hui de l'aboutissement d'un processus historique. Le stalinisme a été balayé « pour solde de tout compte ». La chute du Mur de Berlin, l'effondrement de l'URSS et l'avènement d'une nouvelle période historique, marquée par la « victoire » du capitalisme, tout cela a contribué à « faire du passé table rase ». Ainsi, chez les nouveaux militants, et plus généralement pour les jeunes générations militantes²⁰⁰ qui constituent près de la moitié des effectifs de l'organisation en 2003, on sent une déculpabilisation vis à vis de toute cette période : cela fait partie de l'Histoire, mais ce n'est pas leur histoire. Un « verrou » a sauté pour eux. Ce qui peut expliquer pourquoi

²⁰⁰ Militants de moins de quarante ans.

les nouveaux militants s'inscrivent dans un projet de *refondation*, où « *tout est à reconstruire* ». La déception, qu'ils expriment tous violemment, à l'égard de la politique menée par les partis de la gauche institutionnelle, y contribue. Est d'ailleurs révélateur, de ce point de vue, le fait que certains d'entre eux puissent se dire à la fois « révolutionnaires » et « réformistes ». En réalité, ces militants considèrent que la gauche traditionnelle a abandonné le projet de changement de la société, y compris par le biais des réformes. Dès lors, l'association faite entre « réformiste » et « révolutionnaire », qui peut sembler paradoxale, s'éclaire : pour ces militants, la L.C.R couvre tout l'espace entre réformes et révolution.

Enfin, il faut souligner que la Ligue Communiste Révolutionnaire aujourd'hui est un parti *dans le cours* de sa métamorphose. Elle se trouve *au milieu du gué*. Et, à l'avenir, un enjeu de taille se pose à elle. Soit elle mène à bout ce processus, en précisant son projet, en délimitant les frontières de sa nouvelle stratégie, en tournant aussi peut-être, de ce fait, certaines pages de son histoire et de l'Histoire (dont le mythe de la révolution de 1917), et alors pourraient se dessiner les contours d'une organisation « révolutionnaire » d'un nouveau type. Ou bien cette métamorphose n'est pas assumée jusqu'au bout et la dynamique qui s'est engagée risque de se rompre.

BIBLIOGRAPHIE

AGRIKOLIANSKY Eric, *Les partis politiques en France au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2003.

AGUITON Christophe, CORCUFF Philippe, « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », in : *Mouvements*, 1999-03/04 (n°3).

ATTAC, *Une enquête : Qui sont ses adhérents ? Que veulent-ils ? A partir de l'analyse de 1000 questionnaires*, Document provisoire publié pour le colloque du 24 mai 2002 organisé à l'Université Paris 8, Institut d'études européennes, Université Paris 8, mai 2002.

BARAIZE François, NEGRIER Emmanuel, « Montpellier. Victoire à domicile... », in : *Le vote des villes. Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001*, B. DOLEZ, A. LAURENT (ss Dir.), Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

BARNES Samuel, KAASE Max, Dir., *Political Action : Mass Participation in five Western Democracies*, London, Sage, 1979.

BARTHELEMY Martine, DELALEAU Patrick, VALLET Jean-François, *Les Partis d'Extrême-Gauche*, rapport dactylographié, non daté.

BENSAID Daniel, *Les trotskysmes*, Paris, PUF (Que sais-je ?), 2002.

BENSAID Daniel, *Résistances. Essai de taupologie générale*, Fayard, 2001.

BESANCENOT Olivier, *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*, Paris, Flammarion, 2003 .

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

BON Frédéric, CHEYLAN Jean-Paul, *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988.

BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Les Editions de Minuit, 1980.

BOURDIEU Pierre, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

BOY Daniel, PLATONE François, REY Henri, SUBILEAU Françoise, YSMAL Colette, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

BRAUD Philippe, *L'Emotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

BROCHIER Jean-Christophe, DELOUCHE Hervé, *Les Nouveaux Sans-culottes. Enquête sur l'extrême gauche*, Paris, Grasset, 2000.

BROQUA Christophe, FILLIEULE Olivier, « Les associations de lutte contre le sida. Approche des logiques de l'engagement à AIDES et à Act Up », in : MAYER Nonna (dir.), BROQUA Christophe, DUCHESNE Sophie, HAMIDI Camille, FILLIEULE Olivier, *Dynamique de l'engagement et élargissement des solidarités*, rapport MIRE/Fondation de France, Paris, 2000.

CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

COLLOVALD Annie, (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002.

CONTAMIN Jean-Gabriel, WEIL Thomas, « Logique socio-politique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front », in : *Les collectifs anti – Front National*, Les Cahiers du CEVIPOF, n° 13, sous la direction de Nonna MAYER.

CRET'ETIEZ Xavier, SOMMIER Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002.

FABUREL Véronique, *La JCR, avril 1966-juin 1968*, Maîtrise, Paris I, juin 1988.

FIELDS A.Belden, *Trotskyism and Maoism. Theory and Practice in France and the United States*, New York, Praeger, (éd. Autonomedia), 1988.

FILOCHE Gérard, *68-98, histoire sans fin*, Flammarion, 1998.

FREMONT Armand, *Portrait de la France : villes et régions*, Paris, Flammarion, 2001.

FREMONT Armand, *Atlas de la France Universitaire*, Paris, La Documentation Française, 1992.

FUKUYAMA Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

GAMSON W., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

GAXIE Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 1977.

GOFFMAN Erving, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit, 1975.

GOFFMAN Erving, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 1991(1^{re} éd. 1974).

GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, « Libéralisme culturel et libéralisme économique » in : *L'électeur français en questions*, Daniel BOY, Nonna MAYER (Dir.), Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques/ CEVIPOF, 1990.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération, Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987.

ION Jacques, *La fin des militants*, Paris, Edition de l'Atelier, 1997.

KLANDERMANS Bert, *The social psychology of protest*, Oxford, Blackwell, 1997.

KLANDERMANS Bert, MAYER Nonna « Militer à l'extrême droite », in : *Les Croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, Pascal PERRINEAU (Dir.), Paris, Editions de l'Aube, 2001.

KRIEGEL Annie, *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985.

LAFONT Valérie, « Lien politique et lien social : la vie associative et l'engagement au Front National », in : ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, (dir.), *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, 2001.

LAZAR Marc, *Maisons rouges : les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

LAZAR Marc, *Le communisme : une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

Mc ADAM Doug, *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

MALER Henri, *Convoiter l'impossible, l'utopie avec Marx malgré Marx*, Albin Michel (Idées), 1995.

MARIE Jean-Jacques, *Le trotskysme et les trotskystes*, Paris, A.Colin, 2002.

MAYER Nonna (dir.), *Les Collectifs anti- Front National*, Les Cahiers du Cevipof, n°13.

MAYER Nonna, PERRINEAU Pascal, *Les comportements politiques*, Paris, A.Colin, 1992.

MOUCHARD Daniel, *Les « Exclutés » dans l'espace public. Mobilisations et logiques de représentation dans la France contemporaine*, Thèse de doctorat de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2001.

MOUCHARD Daniel, « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un « radicalisme autolimité » ? », *Revue Française de Science Politique*, 2002-08, vol.52, n°4, p.425-447.

NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (éd. Repères), 2002.

NICK Christophe, *Les trotskistes*, Fayard, 2002.

PATTIEU Sylvain, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.

PERCHERON Annick, *La Socialisation Politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

PERCHERON Annick, *La socialisation politique dans l'enfance et l'adolescence*, Thèse de Science Politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1984.

PERRINEAU Pascal (dir.), *L'Engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

ROUSSEL Violaine, « Les logiques plurielles de l'engagement au Front National », in : *ContreTemps*, n° 8, septembre 2003.

SALLES Jean-Paul, *La Ligue Communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après Mai 68*, Mémoire de DEA Histoire et Civilisations, Université de Poitiers, 1999.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

SIMEANT Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 .

SOMMIER Isabelle, *Les Nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.

TARTAKOWSKY Danielle, « Une redéfinition du politique par les associations » in : ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, (dir.), *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

TAYLOR Verta « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 1989, n°54.

YSMAL Colette : « Transformations du militantisme et déclin des partis », in : *L'Engagement politique : déclin ou mutation*, PERRINEAU Pascal (dir.), Paris, Presses de la FNSP, 1994.

ANNEXES

I - Tableau récapitulatif des entretiens réalisés.....	192
II - Guide d'entretien.....	194
III - Les résultats électoraux des trotskystes (1973-2002).....	197
IV - Carte de l'implantation militante de la Ligue Communiste Révolutionnaire en 2003.....	199
V - Carte des groupes de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire en mars 1968.....	200
VI - Carte de la présence de Ras l'Front par département	201
VII - Carte du champ de force du Parti Socialiste Unifié (1969-1984)	202
VIII - Carte du champ de force du courant écologiste (1974-1984)	203
IX - Carte du champ de force du Parti Communiste (1958-1986).....	204
X - Répartition par sexe pour L.C.R, P.C, P.S et Verts	205
XI - Répartition par catégories socioprofessionnelles des actifs pour L.C.R, P.C, P.S et Verts	206
XII - L.C.R : composition sociologique	208
XIII - Répartition par âge pour L.C.R, P.C, P.S et Verts.....	209

Je remercie Patrice MITRANO, de l'atelier cartographie de Sciences Po, pour son aide dans la réalisation technique des cartes.

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

Tableau récapitulatif des entretiens réalisés :

Entretiens	sexe	âge	diplôme	Profession / situation actuelle	Ancienneté à la L.C.R	Engagement dans autres structures
Julien	H	32	Maîtrise	Etudiant salarié	3 mois	
Valérie	F	25	Normalienne Agrégée DEA	Professeur du secondaire	4 mois	ATTAC VAMOS G8-illégal SNES
Pierre	H	31	Maîtrise	Bibliothécaire Fonctionnaire Education Nationale cat.C	1 an et 2 mois	-Collectif « Services Publics solidaires » -CGT
Isabelle	F	26	DESS	En CDD	1 an et 2 mois	Collectif sans-papiers
Serge	H	32	Baccalauréat	chômeur	6 mois contact depuis janvier 2002	
Guillaume	H	20	Baccalauréat BTS en cours	étudiant	6 mois contact depuis janvier 2002	
Sophie	F	46	Licence	Attachée administration scolaire cat A	2 mois	CGT
Claire	F	28	Licence	Educatrice PJJ Fonctionnaire Min de la Justice cat.A	10 ans (J.C.R pendant 4 ans)	- SNPES PJJ FSU - Ras L'Front - Collectif Droits des Femmes
Julie	F	26	Maîtrise	Employée	9 ans (J.C.R pendant 1 an)	-ATTAC -CADAC -Collectif sans-papiers -collectif Palestine - CGT
Laurent	H	30	Maîtrise / MST	Chômeur (journaliste)	10 ans (J.C.R pendant 2 ans)	Ras L'Front
Irène	F	50	Bac +3	Détachée syndicale (technicienne)	LCR : depuis 1979 (militante depuis 1968 : <i>Gauche Proletarienne, Révolution</i>)	SUD (secrétaire fédérale)
Bertrand	H	54	Doctorat	Professeur du secondaire	Depuis 1971	S.N.E.S (direction fédérale)
Patrick	H	46	Baccalauréat	Détaché syndical (employé FP)	Depuis 1976 (sympathisant depuis 73)	SUD

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

La cellule du XVII^{ème} est composée des dix premières personnes. Irène, Bertrand, Patrick et Alain Krivine sont les anciens militants interrogés en complément. Alain Krivine est un des membres fondateurs de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire de 1966 et est porte-parole de la L.C.R.

Guide d'entretien :

Amorce : « J'aimerais que nous parlions de votre adhésion à la Ligue Communiste Révolutionnaire » .

Et peut-être commencer tout simplement par le début : comment en êtes-vous arrivé(e) là ?

militant(e) / la L.C.R

Qu'est-ce qui vous a amené(e) là ?

- parents ?
- profs ?
- amis ?
- environnement (autres engagements) ?
- événement (sur le plan politique ou personnel) ?
- mobilisation politique marquante ?

i.e : le cheminement militant

Depuis quand êtes-vous militant(e) à la LCR ?

Qu'est-ce qui vous a alors décidé à adhérer à ce parti politique ?

Quel contexte (personnel, politique ...)

Quel a été votre premier contact avec la LCR, comment l'avez-vous connue ?

Etiez-vous déjà engagé(e) dans une association, un syndicat, un autre parti politique auparavant ?

Lequel / Laquelle ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui vous intéressait dans cette association / syndicat / parti politique ?

- Pour quelles raisons en êtes-vous parti(e) ?

OU

- Pourquoi avez-vous voulu associer à cet engagement, l'investissement à la LCR ?

Militantisme :

Donc, aujourd'hui, vous êtes à la L.C.R.

Est-ce que vous pourriez me raconter ce qu'on y fait ?

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

- activités militantes ?
- responsabilités (tâches de direction...) ?
- combien de temps consacrez-vous au militantisme par semaine ?
- payez-vous des cotisations ?
- vos amis, les gens que vous fréquentez, sont-ils militants ? votre conjoint(e) ?
- est-ce que vous en êtes content(e) ou pas ?
- aujourd'hui, pourriez-vous concevoir votre vie sans le militantisme ?

Projet :

Comment qualifieriez-vous le projet politique de la L.C.R ? Qu'est-ce que veut la Ligue aujourd'hui ?

Et vous ?

Quelles sont, pour vous, les thématiques les plus importantes ?

Votre organisation s'appelle la Ligue Communiste Révolutionnaire, pour vous qu'est-ce que ça signifie aujourd'hui ?

Vous considérez-vous comme « communiste » ? comme « révolutionnaire » ?

C'est quoi la révolution ?

Et la question de la violence politique ?

La dictature du prolétariat ?

- Quelle filiation politique revendiqueriez-vous ?

Marx, Lénine, Trotsky, qu'est-ce que ça représente pour vous, est-ce que ce sont vos références ? Et Rosa Luxemburg, le Che, Marcos ?

- Est-ce que vous avez lu le livre d'Olivier Besancenot : « Révolution ! 100 mots pour changer le monde » ?

Rapport au parti :

- Qu'est-ce que cela représentait pour vous de rentrer dans un parti ? Quel rôle joue pour vous un parti politique ?

- A quoi ça sert un parti comme la L.C.R ?

- Qu'est-ce qui vous a séduit à la L.C.R ?

- Pour vous, la L.C.R c'est qui ? Est-ce qu'il y a des courants dedans ?

- Le fait que la LCR soit reconnue comme la section française de la Quatrième Internationale, est-ce quelque chose d'important pour vous ?

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

- Quel rapport concevez-vous entre l'engagement dans des structures syndicales et associatives et dans le parti ?
- L'avenir de ce parti, comment le voyez-vous ? Et du point de vue des possibles recompositions / fusions / accords, qu'est ce que vous en pensez ?

Jugement par rapport aux autres partis :

- Quel bilan tirez-vous de l'expérience de la gauche plurielle ?
- Aujourd'hui, quel est votre jugement sur : le Parti Socialiste / le Parti Communiste / les Verts / LO ?
- Y a-t-il pour vous de réelles différences entre L.O et la LCR ?

Positionnement de l'interrogé(e) :

Comment vous situez-vous politiquement ?

- axe gauche / droite
- Comment vous qualifieriez-vous politiquement ?
- Avez-vous le sentiment d'appartenir à un courant politique spécifique ?

Vote :

Parler du 21 avril.

Inscrit(e) ? Depuis quand ? Vote régulièrement ? Qu'en pense-t-il/elle (de la voie parlementaire ?)

Pour quel(s) parti(s) ? Fidélité partisane ou plutôt volatile ? Au second tour, candidat de gauche ?

Socialisation Politique :

Vos parents étaient-ils eux-mêmes engagés politiquement ?

Dans quel type de structure ? Où exactement ? Pendant combien de temps ?

Le sont-ils toujours aujourd'hui ?

Parliez-vous beaucoup politique à la maison ? Frères et sœurs ? Famille élargie ?

N.B : ce guide indique les grandes thématiques que je souhaitais aborder durant l'entretien, les questions et les relances ont bien sûr été reformulées et adaptées en fonction des interlocuteurs.

Les résultats électoraux des trotskystes (1973-2002)

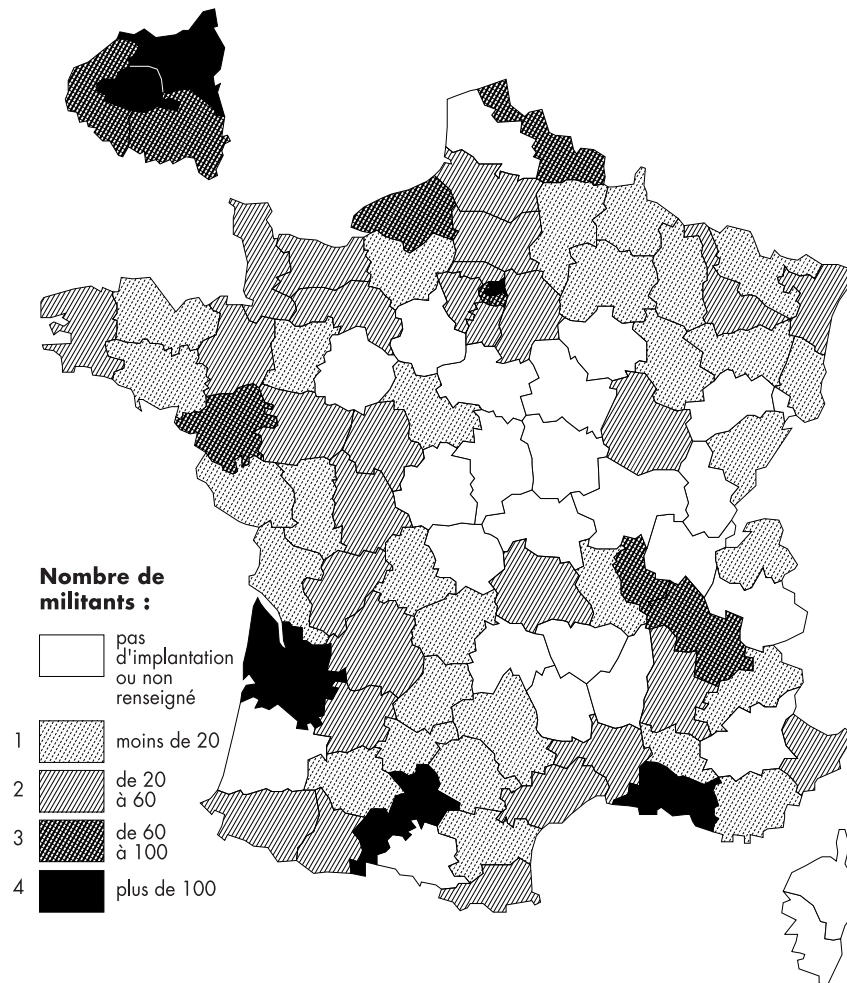
Election	LO	LCR	Lambertistes
1969, présidentielle		1,06 %	
1973, législatives	2,29 %		
1974, présidentielle	2,35 %	0,37 %	Appel à voter Mitterrand dès le premier tour
1977, municipales	3,78 %		
1978, législatives	1,70 %	1,63 %	
1979, européennes	3,08 %		
1981, présidentielle	2,30 %	Pas de candidat	Appel à voter Mitterrand dès le premier tour
1981, législatives	1,11 %		
1983, municipales	2,16 %		
1984, européennes	2,09 %		0,90 %
1986, législatives	1,21 %	0,26 % (avec Les Alternatifs)	
1986, régionales	1,59 %	1,30 % (avec Les Alternatifs)	
1988, présidentielle	1,99 %	2,51 % (dans Comités Juquin)	0,38 %
1989, européennes	1,44 %		0,60 %
1992, régionales	1,84 %		

*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

1993, législatives	2,15 %	1,08 %	
1994, européennes	2,28 %		0,43 %
1995, présidentielle	5,30 %	Appel à voter à gauche du PS (Voynet, Hue ou Laguiller)	Pas de candidat
1995, municipales	2,80 %	4 % (5 accords avec le PCF)	
1997, législatives	3,06 %	1,26 %	0,87 %
1998, régionales	4,50 %	2,70 %	
1999, européennes	5,18 %		
2001, municipales	4,37 %		
2002, présidentielle	5,72 %	4,25 %	0,47 %
2002, législatives	1,12 %	1,27 %	0,32 %

Source: Xavier CRETTEZ, Isabelle SOMMIER, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002, p. 271.

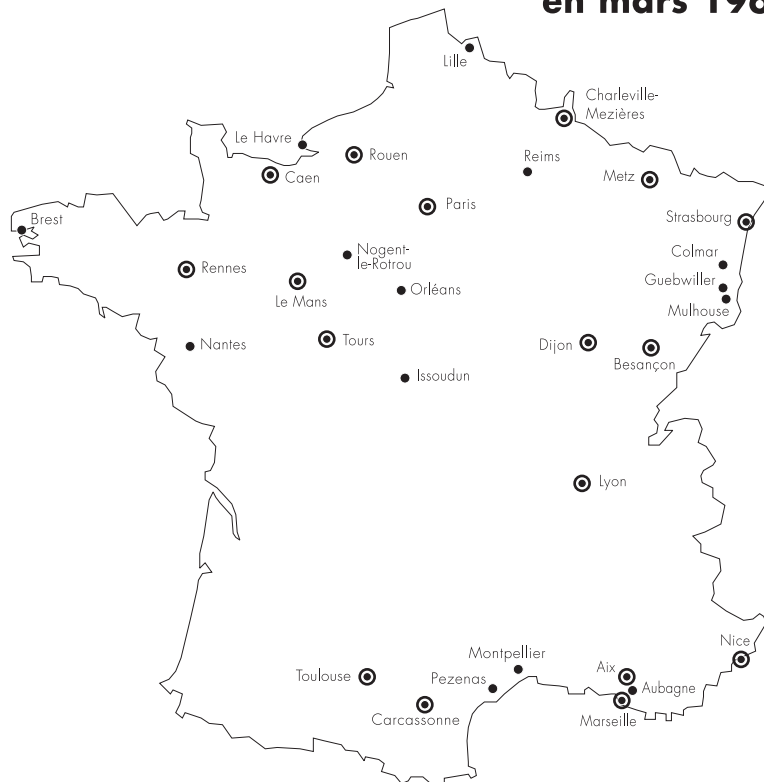
L'implantation militante de la Ligue Communiste Révolutionnaire en 2003



Source : Fichier national des adhérent(e)s de la L.C.R., 2003.
Données compilées à partir des talons de cartes d'adhérent(e)s disponibles
en avril 2003.

Florence JOHSUA, mars 2004

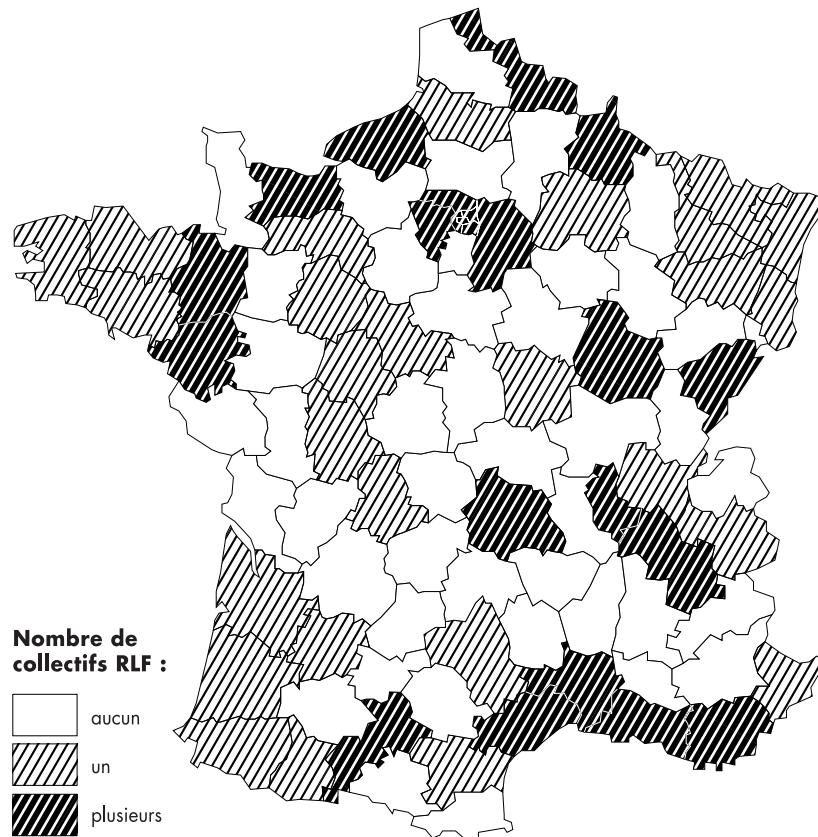
Les groupes de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire en mars 1968



- Ville dans laquelle il existe un groupe J.C.R. (32 groupes en France + 18 pour la région parisienne).
- ⊙ Groupe diffusant un journal J.C.R. local (15 pour la France + 7 pour la région parisienne).
Région parisienne: 18 groupes pour l'ensemble de la région (dont 15 pour Paris ville + 3 : Anthony, Nanterre, banlieue Ouest).

D'après Véronique FABUREL, *La J.C.R., avril 1966-juin 1968*, Maîtrise, Université de Paris I, 1988.

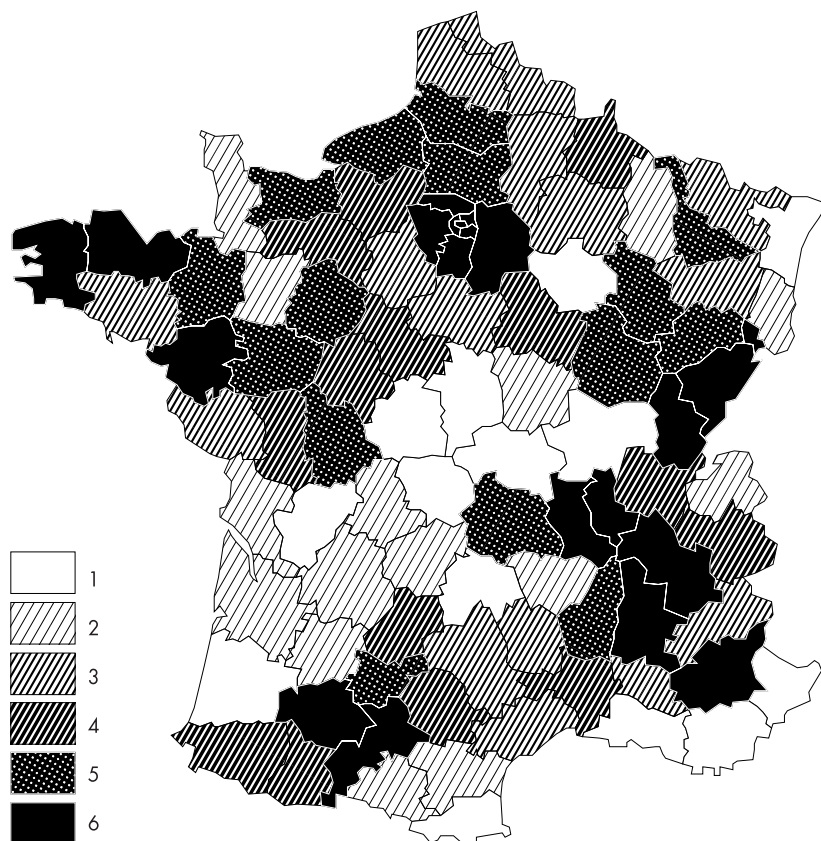
Présence de Ras l'Front par département



D'après Jean-Gabriel CONTAMIN et Thomas WEIL, "Logique socio-politique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front", in: Nonna MAYER (dir.), *Les collectifs anti-Front National*, Les Cahiers du Cevipof, n°13, p. 67.

Florence JOHSUA, mars 2004

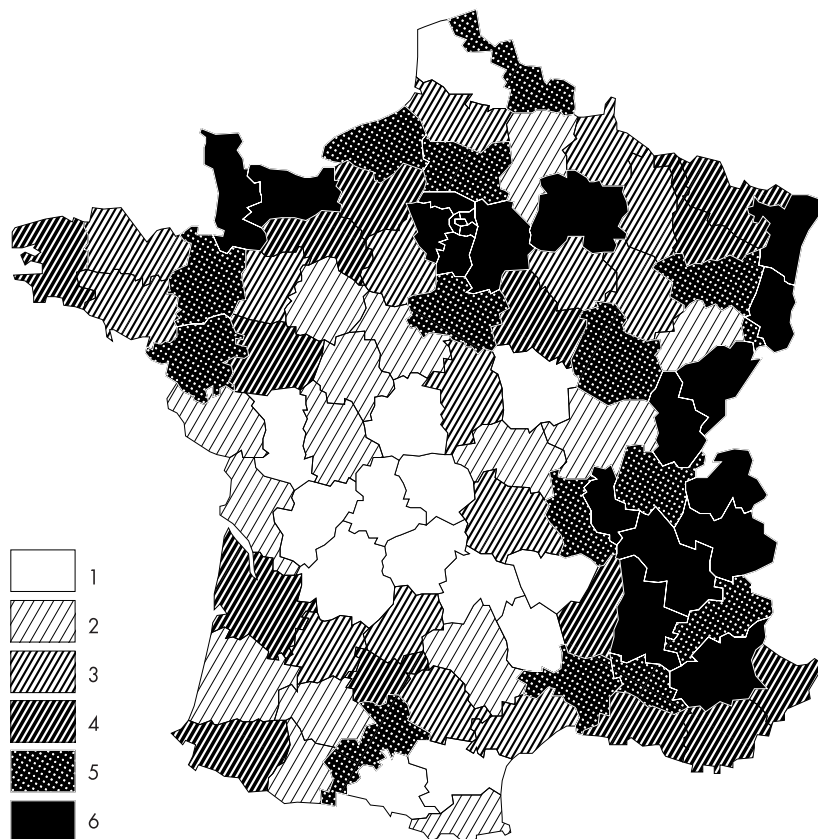
Champ de force du P.S.U (1969- 1984)



D'après Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Hachette, Paris, 1988, p. 291.

Florence JOHSUA, mars 2004

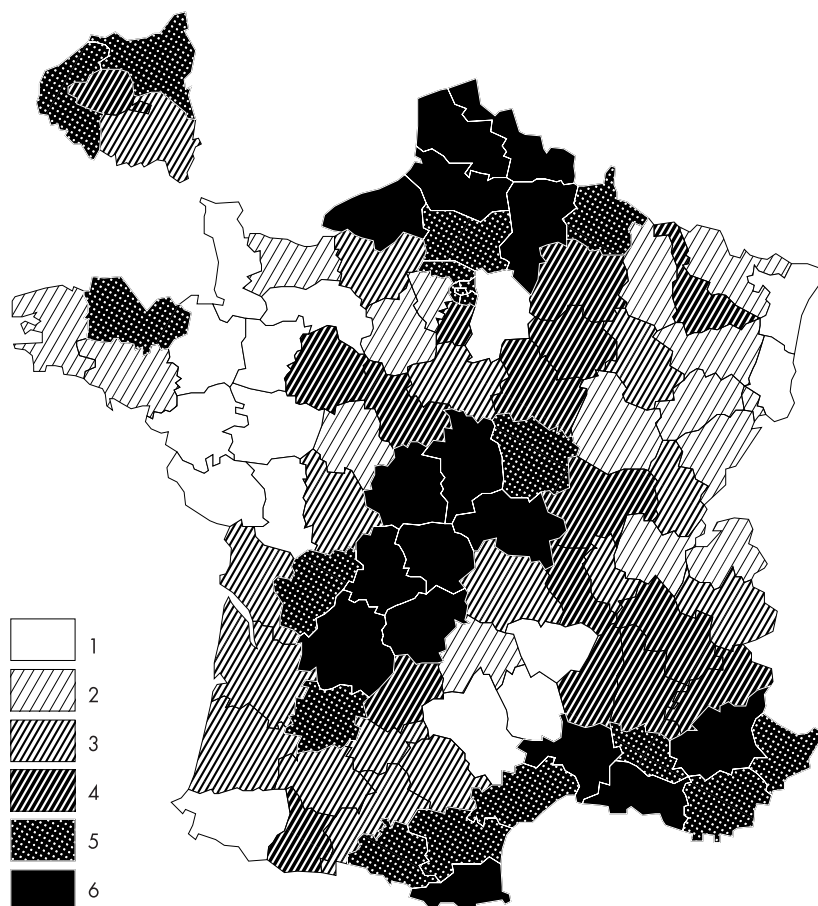
Champ de force du courant écologiste (1974-1984)



D'après Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Hachette, Paris, 1988, p. 299.

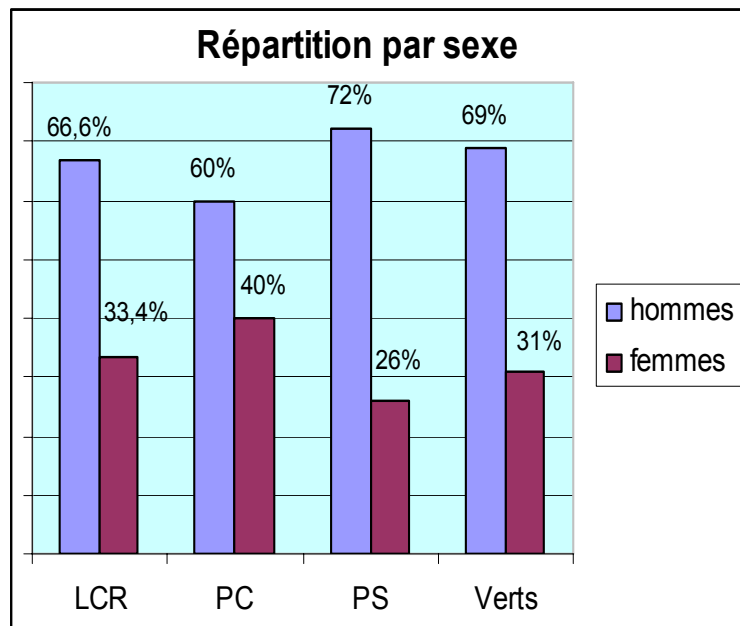
Florence JOHSUA, mars 2004

Champ de force du P.C.F (1958-1986)



D'après Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Hachette, Paris, 1988, p. 55.

Florence JOHSUA, mars 2004

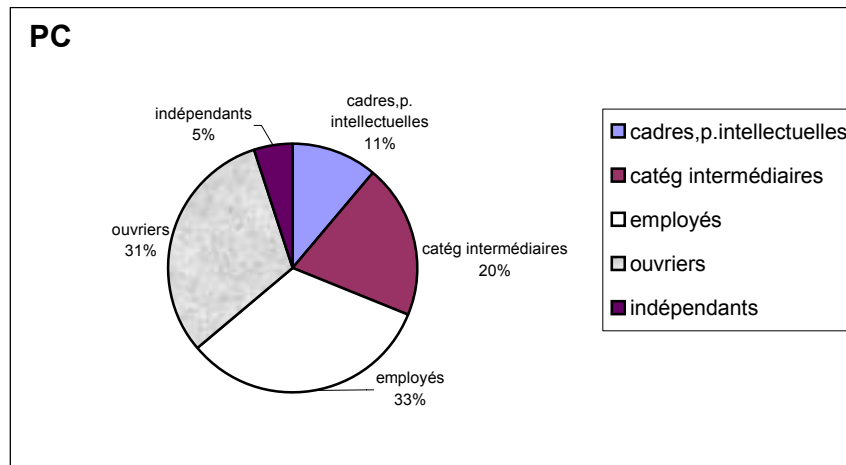
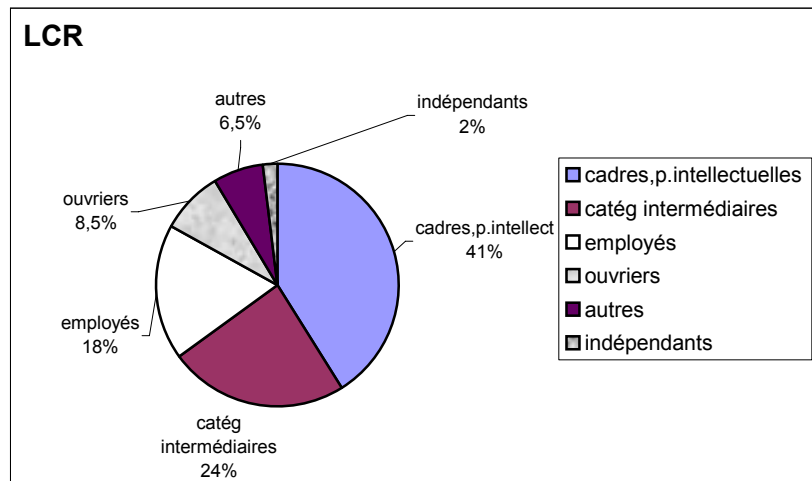


Sources :

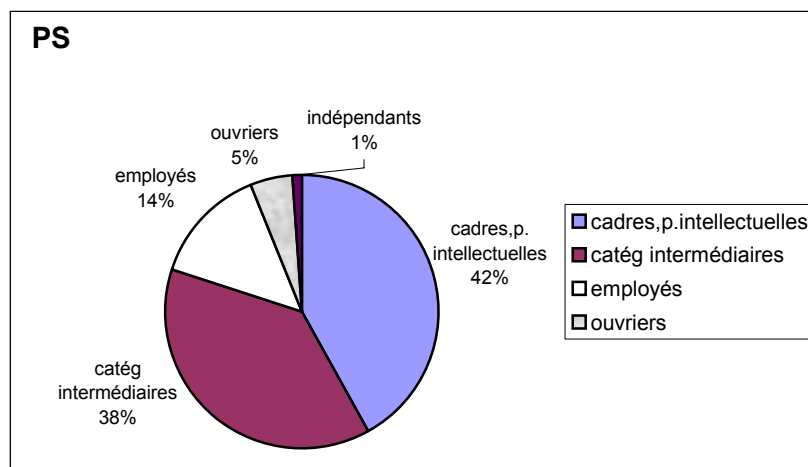
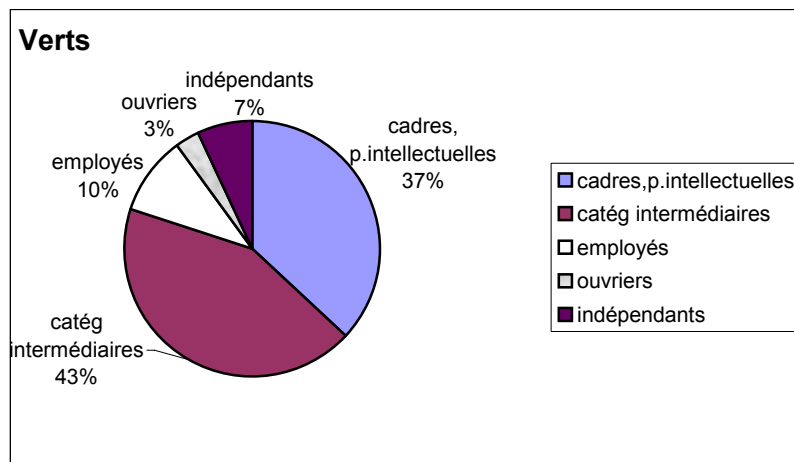
Pour la L.C.R : fichier national des adhérent(e)s, 2003.

Pour le P.C, le P.S et les Verts : Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 (données de 1998, les auteurs précisent que du fait des arrondis, le total ne donne pas 100% pour le P.S).

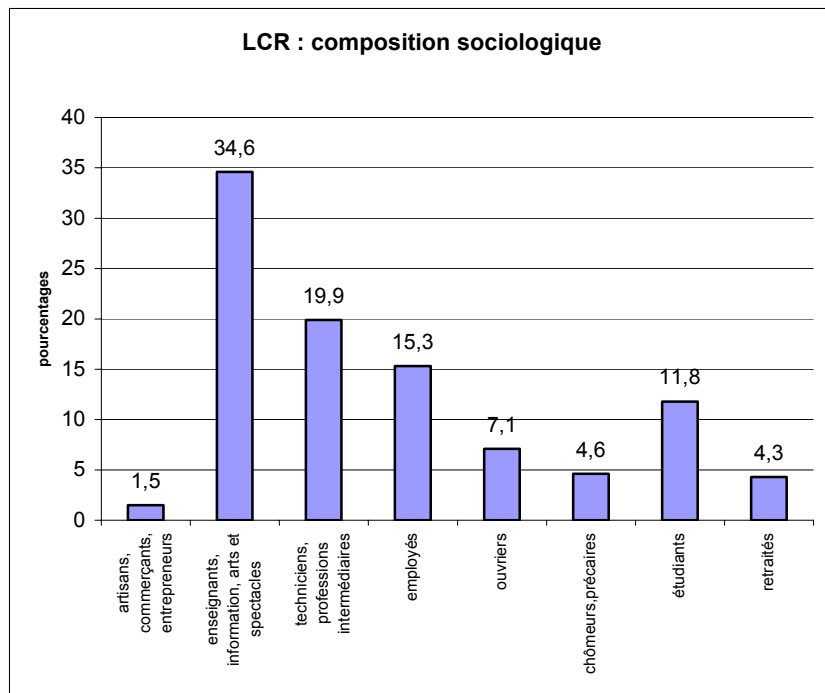
Répartition par catégories socioprofessionnelles des actifs :



*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*

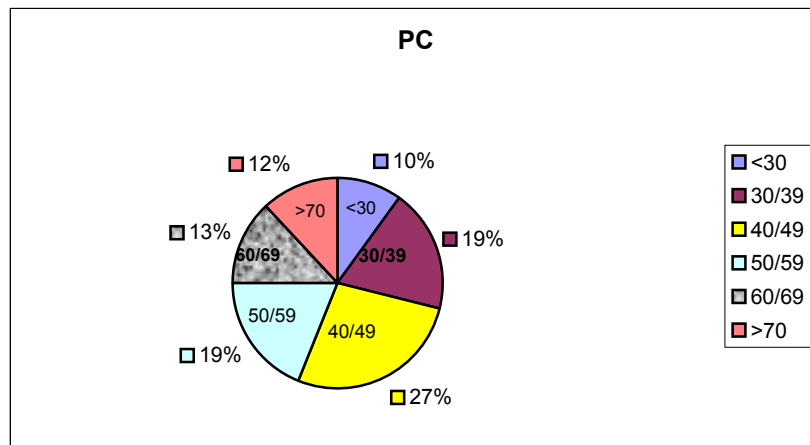
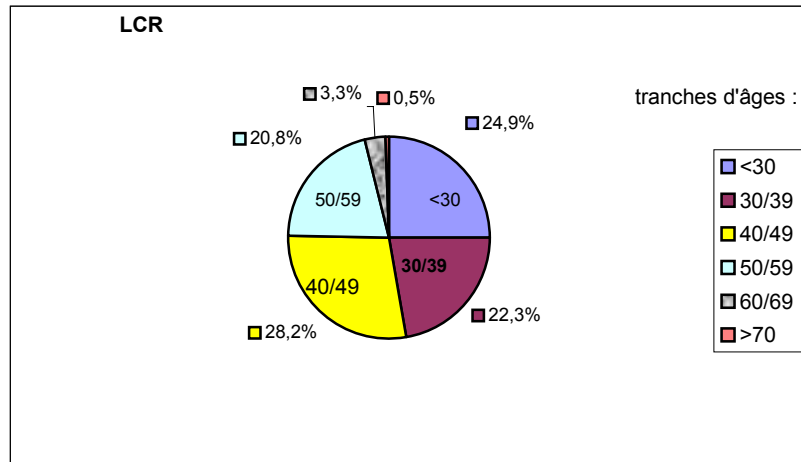


Sources : pour la L.C.R, fichier national des adhérent(e)s, 2003.
Pour le P.C, le P.S et les Verts, Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 (données de 1998).

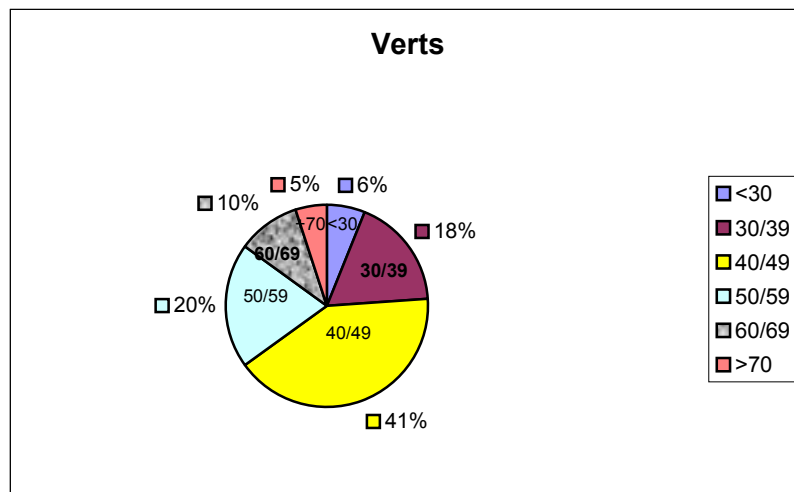
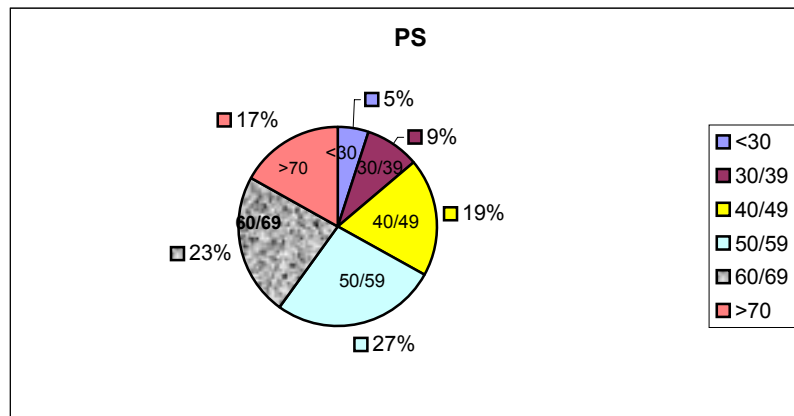


Source : Fichier national des adhérent(e)s de la L.C.R., 2003.

Répartition par âge :



*La dynamique militante à l'extrême gauche :
Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*



Sources : pour la L.C.R, fichier national des adhérent(e)s, 2003.
Pour le P.C, le P.S et les Verts, Daniel BOY, François PLATONE, Henri REY, Françoise SUBILEAU, Colette YSMAL, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 (données de 1998).

Post-Scriptum :

Je tiens à remercier Nonna Mayer, ma directrice de recherche, pour sa grande disponibilité, sa patience et ses conseils judicieux tout au long de ce travail. Merci à Guillaume Liégard, Trésorier de la L.C.R, pour la qualité de son accueil. Les informations qu'il m'a fournies ont été utiles pour l'élaboration du mémoire de DEA. Les remarques de Lilian Mathieu, Cédric Moreau de Bellaing et Sylvain Pattieu, m'ont permis de beaucoup enrichir ce texte. Leur soutien a été précieux. Des remerciements tout particuliers aux militants qui m'ont accordé leur temps et leur confiance. Enfin, je voulais exprimer ma gratitude à Gina Sandanassamy pour le long travail effectué entre le manuscrit et ce numéro.

RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

Cahier n°1 (janvier 1988) & **Cahier n°2** (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

Cahier n°3 (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

Cahier n°4 (juin 1989) *

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

Cahier n°5 (novembre 1989) *

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

Numéro spécial (septembre 1990)*

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

Cahier n°6 (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

Numéro spécial (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électors sous la V^e république - données d'enquête.

Cahier n°7 (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

Cahier n°8 (décembre 1992) *

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

Pré-actes du colloque tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

Cahier n°9 (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

Cahier n°10 (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

Cahier n°11 (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

Cahier n°12 (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

Cahier n°13 (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

Cahier n°14 (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. " Les maires des communes de moins de 10 000 habitants ".

Cahier n°15 (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique.

Actes du colloque. L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

Cahier n°16 (mai 1997)**

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

Cahier n°17 (juin 1997)**

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

Cahier n°18 (novembre 1997)**

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

Cahier n°19 (mai 1998)**

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

Cahier n°20 (août 1998)**

Le Racisme – le Multiculturalisme.

Cahier n°21 (janvier 1999)***

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : Une évolution inévitable ? Irréversible ?

Cahier n°22 (janvier 1999)***

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation.

Cahier n°23 (mai 1999)**

Les Adhérents Socialistes en 1998

Cahier n°24 (mai 1999)**

Les Attitudes Politiques des Fonctionnaires – vingt ans d'évolution.

Cahier n°25 (septembre 1999)**

Le Front national en Bretagne occidentale – Sociologie politique et géographie locale du vote FN.

Cahier n°26 (janvier 2000)**

Les préfets de la République 1870 - 1997.

Cahier n°27 (juin 2000)**

Les adhérents du Parti Communiste français en 1997 – Enquête.

Cahier n°28 (juin 2000)**

Les braconniers de la politique.

Cahier n°29 (juin 2000)**

L'archipel paysan : Une majorité devenue minorité.

Cahier n°30 (octobre 2001)**

L'internet au service de la démocratie : Le cas d'Attac.

Cahier n°31 (juin 2002)**

L'Inspection générale des Finances 1958 – 2000. Quarante ans de pantouflage.

Cahier n°32 (septembre 2002)**

L'idée de progrès. Une approche historique et philosophique *suivie de* :
Eléments d'une bibliographie.

Cahier n°33 (janvier 2003)**

Don et Recherche de soi, l'altruisme en question : aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International.

Cahier n°34 (février 2003)**

Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique.

Cahier n°35 (mars 2003)**

Le fait religieux à l'école.

Cahier n°36 (novembre 2003)**

La démocratie.

* Ces cahiers sont épuisés

** Vous pouvez télécharger ces cahiers gratuitement sur notre site internet

<http://www.cevipof.msh-paris.fr>